n° 3924 semaine du 17 au 23 septembre 2026

L'EXPRESS

Exclusif
Bill Gates : pourquoi les politiques doivent s'engager sur l'IA

KRACH
LE JOUR D'APRÈS

La France de plus en plus menacée par la crise de la dette

Ce qui se passerait heure par heure



M 01722 - 3924 - F: 7,90 €

DOM 7,90 € - ALLEMAGNE : 8,50 € - BELGIQUE, LUXEMBOURG : 8,30 € - PAYS-BAS, PORTUGAL CONT. : 8,50 € - GRÈCE, ITALIE, AFRIQUE CFA : 4 900 CFA - POLYN. : 1 200 XPF - N.-CAL. : 1 200 XPF - CANADA : 12,95 CAD - MAROC : 85 MAD - TUNISIE : 10 TND - SUISSE : 9,90 CHF

Google Cloud

Gemini Enterprise au service de l'innovation française.

En France, Gemini Enterprise contribue à répondre à des défis propres à chaque secteur.

Automobile, musique, commerce : tous partagent la même ambition, améliorer les produits et les services proposés à leurs clients.

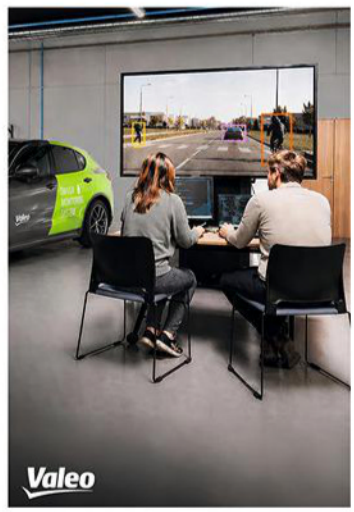


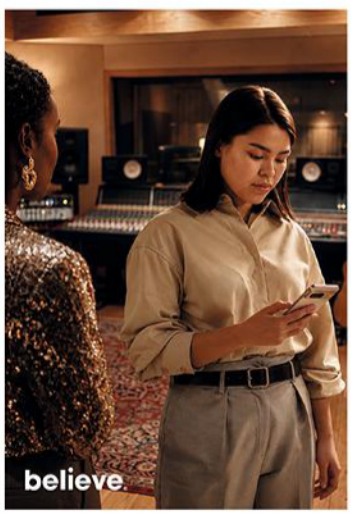
Carrefour personnalise le parcours d'achat grâce à son assistant intelligent Hopla. Développé avec Gemini Enterprise, il utilise l'IA pour générer des listes de courses et suggérer des recettes.

Remplir son panier n'a jamais été aussi simple et rapide ! Cette expérience utilisateur intuitive aide chaque client à révéler le gourmet qui est en lui.

Valeo est à l'avant-garde de la conduite intelligente grâce à l'IA. Avec Gemini Enterprise, 9 000 ingénieurs augmentés accélèrent le développement, le test et le déploiement de technologies qui rendent la route plus propre et plus sûre.

Résultat : plus de temps pour l'innovation et des avancées décisives pour la sécurité, accessibles à tous, plus vite.





Believe accélère la transformation de l'industrie musicale avec Gemini Enterprise. Ses 2 000 experts s'appuient sur l'IA pour affiner les stratégies marketing et optimiser les opérations.

Cette intelligence stratégique leur permet de faire une vraie différence pour les artistes, auteurs-compositeurs, labels et éditeurs de musique. Les aider à percer et à rayonner, partout, localement.

Certains éléments ont été modifiés ou créés avec l'IA.

On n'imagine pas tout ce qu'il y a derrière une bouteille Cristaline.

CRISTALINE

COLLECTE DEPUIS 12 ANS VOS BOUTEILLES POUR LES RECYCLER



Nos machines de collecte, situées à l'entrée d'hypermarchés, broient les bouteilles vides.

Cette matière est ensuite directement recyclée dans les usines Cristaline pour fabriquer de nouvelles bouteilles.

C'est ça, le circuit court du recyclage* !

ENTIÈREMENT RECYCLABLE
TRIEZ-MOI !

*Retrouvez nos engagements sur **www.moneaucristaline.fr**

L'ŒIL DE L'EXPRESS

8 **L'édito d'Eric Chol**
Dette : la France et ses « tue-l'amour »

10 **L'œil de L'Express**
Les houthistes, cauchemar de Trump et des Saoudiens
-
Einstein avait-il quelque chose que l'IA n'a pas ?

12 **L'édito Erasme de Luc de Barochez**
Un discours sur l'Europe désunie

13 **Chronique : Julia de Funès**
Cette jeunesse éduquée à se croire fragile

EUROPE

14 **Alice Weidel, la stratégie de la diabolisation**

16 **Estonie : les leçons d'un miracle académique**

17 **L'index de L'Express**
L'Europe du bruit

18 **Le comparateur**
Alerte mondiale sur le niveau de lecture : les pistes européennes

20 **Chronique : Catherine Fieschi**
Le Canada de Mark Carney, un modèle pour l'Europe

MONDE

22 **En Russie, la menace d'une nouvelle mobilisation**

24 **Scott Anderson : « Washington n'a rien compris à la révolution de 1979 en Iran »**

27 **Chronique : Stephen Smith**
Ceuta, ce choc qui devrait nous réveiller

SECRET-DÉFENSE

30 **Les noces de la finance parisienne et de la défense**

32 **Confidentiel**

FRANCE

34 **L'immigration, entre réalités et fariboles**

37 **Frédéric Dabi, le sondeur qui horripile les insoumis**

39 **Chronique : Jean-François Copé**
Quatre-vingts ans de mémoire et deux jours d'indignation

IDÉES

40 **Xavier Jaravel et Vincent Pons : « Les candidats ne pourront pas épargner les retraités… »**

43 **Comment les Anglais ont sauvé leur école et résistent au décrochage**

45 **Quand la géopolitique se shoote à l'héroïne ou au fentanyl**



L'Express donne la parole à ses lecteurs

Retrouvez la page Courrier une fois par mois. Adressez-nous vos lettres (en précisant votre commune de résidence) par courriel à

Courrierlecteurs @lexpress.fr
ou par courrier à
L'Express – Courrier des lecteurs – 112, avenue Kléber, 75 116 Paris

Monde
P. 22



En Russie, la menace d'une nouvelle mobilisation

NICOLAS ORTEGA - S.PIVOVAROV/REUTERS







Testez dès maintenant L'Express
à partir de 1 € seulement
et faites, avec nous, le pari de l'Europe.

EN COUVERTURE

46 **Dette, le jour d'après : le film d'une tempête française**

50 **Italie : la menace française vue par Mario Monti et Elsa Fornero**

52 **Entre la France de 2026 et celle de 1789, d'étranges similitudes**

ÉCONOMIE

54 **Enrique Martinez : « Le combat pour la lecture, c'est notre responsabilité »**

57 **Au Texas, les énergies vertes narguent Donald Trump**

58 **Comment sortir la France de la « smicardisation »**

60 **Chronique : Robin Rivaton**
Gaspillage : la bureaucratie française rattrapée par l'IA

62 **Ils font bouger l'Europe…**
Sostrene Grene insuffle le « *hygge* » dans toute l'Europe

64 **Chronique : Antoine Levy**
IA et croissance : l'équation aux multiples inconnues

MANAGEMENT

66 **Votre meilleur bureau est sans doute un bistrot**

CAMPUS

68 **« La hausse des droits d'inscription à l'université ne doit plus être un tabou »**

SCIENCES ET SANTÉ

70 **Bill Gates : « Sur l'IA, je mets ma réputation en jeu… »**

73 **Chronique : Pr Alain Fischer**
Des attaques contre la science toujours plus inquiétantes

CULTURE

74 **Arthur Dreyfus : maître ès homobiographies**

76 **Jean-Paul Enthoven : il faut imaginer Narcisse heureux**

77 **L'artiste du mois**
Irène du kitsch

77 **Palmarès livres**

78 **Un week-end à…** Timisoara

80 **Jeux**
Mots croisés, sudoku, Tectonic

82 **In extremis de Christophe Donner**
Du côté de la blackitude, c'est pas mal non plus



Economie
P. 46

Dette, le jour d'après : le film d'une tempête française



À NE PAS MANQUER

Entreprises familiales : le maillon clé de notre souveraineté

Le 24 septembre, L'Express réunit au théâtre Marigny, à Paris, les dirigeants des plus grandes entreprises familiales françaises et européennes pour la deuxième édition de son colloque exceptionnel : Lavazza, Sisley, OP Mobility, Taittinger, Carmignac, Oddo BHF… Réservez votre **place offerte** en tant que lecteur grâce au code promotionnel **"EXPRESSAVANTAGE".**

L'EXPRESS

Société éditrice :
Groupe L'Express
112, avenue Kléber
75116 Paris

ISSN n° 0014-5270

Directeur de la publication :
Alain Weill
Directeur de la rédaction :
Eric Chol
Directrice générale :
Diane Lemoine

Imprimé en France :
Maury imprimeur SA
(45330 Malesherbes)
CPPAP n° 0328 C 82839

Dépôt légal : septembre 2026
courrierlecteurs@lexpress.fr

SERVICE ABONNEMENTS
Vous pouvez nous joindre au **0969 325 723** de 9 à 19 heures du lundi au samedi ou par email à abonnements@lexpress.fr
Adresse postale :
CS 90006 – 59718 Lille Cedex 9
Tarifs abonnement France
1 an, 52 numéros : 130 €
(TVA 2,10 %).
Services diffuseurs n° vert :
0 805 014 000

Ce numéro, toutes éditions confondues, a été tiré à 94 400 exemplaires.

L'Express : cahier n° 1 (édition générale : 84 pages).

Encart abonnement jeté sur diffusion kiosque France métropole.

Magazine imprimé sur du papier PEFC (sauf encarts). Origine du papier : Italie et Allemagne ; taux de fibres recyclées : minimum 50 % ; eutrophisation, PToT : 0,004 kg/tonne.

Photos des journalistes : Charlotte Krebs et Matthieu Landry/L'Express

PEFC 10-31-1282 Certifié PEFC
ARPP autorité de régulation professionnelle de la publicité
IMPRIM'VERT
ACPM
LE TRI + FACILE

CRÉ OLIA DANILEVICH - TALAL/PEXELS - FREEPIK/MAGNIFIC - L'EXPRESS

Fournie avec un grand morceau de ciel.

Toit panoramique.*



ID. Polo 100 % électrique

A 0 g CO_2/km
B
C
D
E
F
G

*En option selon finitions.

Modèle présenté : Nouvelle ID.Polo Life Edition avec options. Plus d'informations sur volkswagen.fr

Cycles mixtes gamme Nouvelle ID. Polo WLTP : 13,3-19,2. Rejets de CO_2 (g/km) WLTP : 0 (en phase de roulage). Valeurs au 29/04/2026, susceptibles d'évolution. Plus d'informations auprès de votre Partenaire.

SAS Volkswagen Group France, RCS Soissons 832 277 370.

Au quotidien, prenez les transports en commun #SeDéplacerMoinsPolluer

L'ÉDITO

PAR ERIC CHOL, DIRECTEUR DE LA RÉDACTION



Dette : la France et ses « tue-l'amour »

La possibilité d'un krach obligataire trotte désormais dans toutes les têtes, des patrons aux politiques. D'autant que le pays s'endette à des coûts faramineux.

Le tic-tac de la bombe de la dette française est devenu si assourdissant que la possibilité d'un krach trotte désormais dans la tête de tous les patrons, banquiers, politiques ou économistes. Un scénario noir ? L'histoire nous a montré qu'en cas de fortes vulnérabilités, la confiance des investisseurs peut se volatiliser en un instant. C'est là où en est la France aujourd'hui.

« Je pense qu'effectivement, il y a une inquiétude aujourd'hui, parce qu'il y a des choses qu'il faut traiter, en particulier la question des finances publiques et du déficit budgétaire », expliquait Emmanuel Moulin, gouverneur de la Banque de France, le 11 septembre sur RTL.

Ce n'est même plus de l'inquiétude mais bien un vent de panique qui s'est emparé des marchés, avec une traduction immédiate : l'envolée des taux d'intérêt, en route vers les 5 %, alors qu'ils atteignaient 3,35 % en 2025 et étaient nuls en 2021. En cause ? La flambée du brut. C'est vrai, mais il ne s'agit là que du déclencheur. La réalité, c'est qu'après plusieurs années de « somnambulisme collectif » selon Stéphane Boujnah, président d'Euronext, le pays est démuni pour affronter les secousses internationales. Il est même « le seul pays de la zone euro à ne pas avoir fait refluer sa dette depuis la fin de la crise sanitaire », insistait-il lors d'un colloque du Laboratoire de la République.

Avec une dette de 3 500 milliards d'euros, une croissance zéro, un chômage à la hausse, un déficit budgétaire hors de contrôle, un parlement très fragmenté, la France multiplie les « tue-l'amour » auprès des investisseurs financiers, pourtant indispensables pour assurer nos fins de mois : 6,5 milliards d'euros pour régler mensuellement les charges d'intérêt de la dette. Une facture qui a doublé en cinq ans, et qui va encore doubler dans les cinq prochaines années. Pour la payer, la France s'endette à des prix faramineux. « On est clairement le plus mauvais élève de la zone euro, et ce n'est pas la perspicacité financière des candidats à la présidentielle qui va rassurer les marchés », résume Kevin Thozet, stratégiste chez Carmignac. Autant dire que la proposition de Jean-Luc Mélenchon d'annuler une partie de la dette française se paie déjà cash dans la surprime des taux d'intérêt.

L'exécutif assure que la situation est sous contrôle et qu'elle n'a rien à voir avec celles du Royaume-Uni en 2022 ou de l'Italie de Berlusconi en 2011. Les chiffres disent autre chose. En 2011, les taux d'intérêt italiens oscillaient entre 4,5 et 4,8 % et la dette publique atteignait 119 % avant la crise. Soit à peu de chose près comme en France aujourd'hui. A Londres, la tornade financière de 2022 éclate en moins d'une semaine, produisant une flambée des taux et la démission de la Première ministre Liz Truss, à cause d'un budget mal ficelé et de taux élevés. La France, qui danse sur un volcan social et financier, devrait, s'il est encore temps, se souvenir de ces tempêtes, aux effets interminables. ✷



100 % ÉLECTRIQUE
740 KM D'AUTONOMIE**

DS AUTOMOBILES

DS *préfère* TotalEnergies – *Voir les conditions DS SÉRÉNITÉ sur DSautomobiles.fr
**Cycle mixte norme WLTP – CONSOMMATIONS ET ÉMISSIONS DE CO_2 DE DS N°7 : 0 L/100 KM ET 0 G/KM. DS Automobiles RCS Paris 642 050 199.

Pensez à covoiturer #SeDéplacerMoinsPolluer

Les houthistes, cauchemar de Trump et des Saoudiens

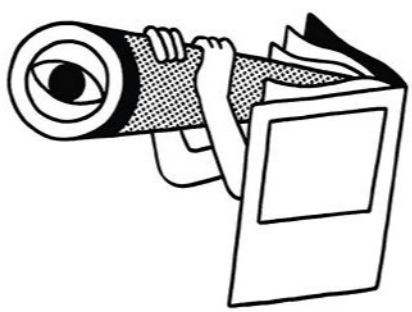
En s'emparant du détroit de Bab el-Mandeb, les rebelles yéménites piègent le président américain.



Charles Haquet
Rédacteur
en chef monde

Ils sont descendus de leurs montagnes et, à la surprise générale, ont conquis le détroit de Bab el-Mandeb en seulement neuf jours. Armés de drones et de missiles, les redoutables houthistes, alliés de Téhéran, ont bouleversé la donne régionale. Désormais, aucun navire ne franchira le détroit sans leur accord. Après deux cents jours de guerre, les Iraniens ne pouvaient espérer meilleure nouvelle. Alors qu'ils entravent toujours la circulation dans le détroit d'Ormuz, l'exploit des houthistes leur fournit un nouveau levier sur Washington. Si les négociations se passent mal, les Iraniens pourront bloquer ces deux artères maritimes, vitales pour le commerce mondial. Un scénario de cauchemar pour Donald Trump, qui redoute une flambée des cours de l'or noir, et l'inflation, à quelques semaines des *midterms*.

D'ores et déjà, le président américain se retrouve face à un dilemme. Il peut ouvrir un nouveau front contre les houthistes, comme le lui demande, avec insistance, Mohammed ben Salmane, le prince héritier saoudien, qui se retrouve en fâcheuse posture. Alors que les Iraniens l'empêchent d'exporter son pétrole par le golfe Persique, Riyad pensait avoir trouvé la parade en l'acheminant par oléoduc sur la mer Rouge. Raté. Premier exportateur mondial d'or noir, l'Arabie saoudite pourrait se retrouver très vite au bord de l'asphyxie. Et tandis que les frappes s'intensifient entre houthistes et Saoudiens, Trump regarde ailleurs. « Tout va s'arranger à merveille. Les houthistes nous ont appelés, ils laissent passer la majorité des navires », a-t-il assuré, le 12 septembre.



Il aurait tort de les croire sur parole. « En 2018, les rebelles avaient signé à Stockholm un cessez-le-feu avec le gouvernement légitime yéménite, rappelle Maged al-Madhaji, directeur du centre de réflexion Sana-a, à Aden. Mais ils ne l'ont jamais respecté et n'ont cessé d'attaquer des navires. Ce sera pareil cette fois-ci. D'abord, ils vont rassurer les Occidentaux puis, le moment venu, ils bloqueront le passage. Rien n'est plus fragile qu'une promesse houthiste. » Ce 14 septembre, le cours du brent a bondi à 108 dollars, son plus haut niveau depuis mai. Et ce n'est peut-être qu'un début. Pour livrer leurs clients asiatiques, les tankers saoudiens doivent, s'ils veulent éviter d'être bombardés, remonter par le canal de Suez et contourner l'Afrique, soit un mois de navigation supplémentaire. Autant de surcoûts qui se répercutent dans le prix du baril. Trump n'est pas près d'en finir avec l'Iran et ses alliés houthistes. ✶

Einstein avait-il quelque chose que l'IA n'a pas ?

Malgré ses prouesses, pas sûr que l'intelligence artificielle aurait découvert la théorie de la relativité.



Yohan Blavignat
Rédacteur
en chef sciences
et santé

Imaginez, dans un univers parallèle, un match entre Albert Einstein et l'intelligence artificielle. Qui l'emporterait entre le génie de la physique moderne et une machine révolutionnaire qui ne fonctionne pourtant qu'avec des 1 et des 0 ? En vitesse de calcul, la réponse ne fait aucun doute : depuis que Deep Blue a battu Kasparov en 1997, l'humanité sait qu'elle ne rattrapera plus sa création. Le 8 septembre, OpenAI a même annoncé qu'un de ses systèmes avait résolu un des sept « problèmes du millénaire » lié aux équations dites de Navier-Stokes – une affirmation contestée depuis par plusieurs mathématiciens. Mais la vitesse ne fait pas tout. Si la question avait été d'imaginer une idée révolutionnaire, comme la relativité générale dévoilée par Einstein en 1915, la machine peinerait à produire l'étincelle recherchée. En février dernier, Demis Hassabis (Google DeepMind) a proposé de nourrir un modèle avec les connaissances disponibles avant 1911 pour voir s'il pourrait retrouver la théorie d'Einstein. Les premières tentatives, en 2026, révèlent surtout les limites de l'IA actuelle : passer de quelques observations à une nouvelle vision du monde.

C'est là qu'Albert Einstein conserve une longueur d'avance. Ses « expériences de pensée » lui permettaient d'explorer la physique avant même de poser des équations. La machine sera peut-être bientôt capable de telles étincelles. En attendant, Einstein nous livre une ultime leçon : à l'heure où tout s'accélère, le génie peut aussi naître de la lenteur et du doute. La question n'est donc plus de savoir si l'IA sera plus rapide qu'Einstein, elle l'est déjà, mais si elle saura, un jour, voir l'univers autrement. ✶

JONAS KALMBACH

Rencontre avec Agnès Bruhat

Directrice générale de MetLife France

Depuis six ans, Agnès Bruhat dirige MetLife France, spécialiste de la prévoyance individuelle. Actuaire de formation, elle observe au quotidien les aléas de la vie auxquels sont confrontés les travailleurs non-salariés. Alors que l'étude CSA réalisée pour MetLife révèle que seuls 44 % des entrepreneurs disposent d'une prévoyance complémentaire, elle appelle à changer de regard sur des risques encore largement sous-estimés : l'arrêt de travail de longue durée et l'invalidité.

Créer son entreprise demande de l'audace, de l'énergie… et souvent une bonne dose de confiance en soi. C'est aussi ce qui conduit de nombreux dirigeants à négliger leur propre protection. « Ils ont tellement de choses à penser qu'ils reportent la question de leur protection. Beaucoup ont aussi le sentiment que les accidents n'arrivent qu'aux autres. » Les chiffres du Baromètre Prévoyance TNS 2026 illustrent ce paradoxe. Seuls 44 % des travailleurs non-salariés disposent d'une couverture complémentaire, alors que deux tiers jugent leur régime obligatoire insuffisant. Plus inquiétant, 62 % estiment qu'ils ne pourraient pas maintenir leur niveau de vie plus d'un mois en cas d'arrêt de travail avec les seules prestations obligatoires. Pour Agnès Bruhat, le principal frein reste le coût. « Beaucoup considèrent encore la prévoyance comme une charge supplémentaire, et ce d'autant qu'elle n'est pas obligatoire, alors qu'il s'agit avant tout de protéger leur capacité à continuer d'entreprendre. »

L'INVALIDITÉ, UN RISQUE LARGEMENT SOUS-ESTIMÉ

Pour beaucoup d'entrepreneurs, la question porte d'abord sur la franchise en cas de maladie. Pourtant, « le plus grand risque n'est pas un arrêt de travail de quelques semaines. C'est l'arrêt long ou l'invalidité. »
Agnès Bruhat cite l'exemple d'un architecte qui, sans couverture complémentaire, percevrait seulement entre 9 000 et 36 000 euros par an de rente d'invalidité via son régime obligatoire en fonction de son ancienneté, un montant insuffisant pour préserver son niveau de vie. Tout comme un avocat de moins de 20 ans d'ancienneté qui recevrait 9 500 euros. Néanmoins, même si les risques sont élevés pour tous, la réponse passe moins par une protection uniforme que par un accompagnement adapté. « Chaque entrepreneur a une histoire différente : son activité, ses revenus, sa famille, son patrimoine. Il n'existe pas une prévoyance standard qui convienne à tout le monde. »



©Hervé Nolde

LE PLUS GRAND RISQUE N'EST PAS UN ARRÊT DE TRAVAIL DE QUELQUES SEMAINES. C'EST L'ARRÊT LONG OU L'INVALIDITÉ.

Agnès Bruhat, Directrice générale de MetLife France

PRÉVENIR AUTANT QU'INDEMNISER

Les besoins évoluent. « Aujourd'hui, les deux premières causes d'arrêt sont les troubles musculosquelettiques et les problèmes de santé mentale. » Pour y répondre, les contrats intègrent de plus en plus des outils de prévention : protection juridique (incluant de l'accompagnement psychologique), coaching nutritionnel ou programmes destinés à prévenir les douleurs chroniques. Pour Agnès Bruhat, cette évolution traduit une nouvelle approche de la prévoyance. « Même lorsqu'il n'y a pas de sinistre, un contrat peut être utile au quotidien. Il peut apporter de la sérénité, répondre à une difficulté juridique, via la protection juridique, ou aider un entrepreneur à préserver sa santé sur le long terme. »

CHIFFRES CLÉS

44 % des travailleurs non-salariés disposent d'une couverture complémentaire

62 % estiment qu'ils ne pourraient pas maintenir leur niveau de vie plus d'un mois en cas d'arrêt de travail avec les seules prestations de leur régime obligatoire

Source : Baromètre Prévoyance TNS 2026 – Étude CSA pour MetLife

L'ÉDITO ÉRASME

par Luc de Barochez
éditorialiste
Europe



Un discours sur l'Europe désunie

La présidente de la Commission souhaite une Union indépendante mais l'objectif s'éloigne.

Chaque année à la mi-septembre, Ursula von der Leyen, comme ses prédécesseurs depuis 2010, prononce un discours sur l'état de l'Union devant le Parlement européen. L'occasion est belle pour la présidente de la Commission de s'afficher seule à la barre aux yeux des 450 millions de citoyens des Etats membres. Cette année, il s'agissait de confirmer le cap mis sur l'indépendance de l'Europe dans un monde de brutes. Le dessein est louable, qui vise à faire de l'UE une puissance géopolitique capable de protéger ses peuples des intentions malveillantes d'Etats hostiles. Hélas, l'ambition s'éloigne de plus en plus de la réalité. L'été qui s'achève a témoigné à profusion des difficultés de l'Union à s'unir pour imposer ses intérêts dans le monde.

Ainsi du réarmement européen qui devrait, à l'heure des menaces du Kremlin contre l'Europe, être la priorité des priorités. Les Etats membres ont alloué au total 454 milliards d'euros à leur défense cette année, un bond de 75 % par rapport à 2022. C'est méritoire. Mais le chacun pour soi national, le mépris de toute planification commune, l'absence d'intégration des industries de défense, aboutissent d'un côté à une multiplication des doublons et de l'autre à la persistance de lacunes capacitaires, avertit la Cour des comptes de l'UE dans un rapport. Cela équivaut, à l'heure des difficultés budgétaires, à jeter une partie de l'argent par les fenêtres et à ruiner l'efficacité de l'effort financier consenti. Il y a urgence, pourtant, car la pression de Moscou s'intensifie. Si l'attentat au drone explosif russe, le 4 août à l'aéroport de Leipzig en Allemagne, n'a pas tourné au désastre, c'est uniquement à la chance qu'on le doit.

Autre exemple, l'immigration illégale. Ce trafic, aliment de la propagande europhobe, devrait être combattu sans faiblir. La crise de Ceuta, fin juillet, a montré au contraire l'impréparation des Européens, la cacophonie à tous les étages, la négligence du gouvernement espagnol dont le chef, le socialiste Pedro Sanchez, est parti en vacances comme si de rien n'était. Au bout du compte, plusieurs milliers de migrants errent encore dans l'enclave, alors que Madrid les disait tous repartis vers le Maroc. Le désordre est d'autant plus regrettable qu'il masque l'efficacité du tour de vis donné par l'Europe : les entrées illégales dans l'UE ont chuté de 35 % cette année ! Ceuta, ou comment transformer un succès politique en catastrophe.

L'action économique et industrielle n'est pas plus cohérente. Le rachat en cours de la jeune pousse d'intelligence artificielle Hugging Face, créée par trois Français, par le géant américain Nvidia, illustre un travers déjà bien documenté par le rapport Draghi de 2024 : les talents formés dans les pays européens s'installent aux Etats-Unis pour développer leurs start-up, faute d'un marché des capitaux profond et unifié de ce côté-ci de l'Atlantique. Le résultat, fuite des cerveaux et retard technologique, est désastreux.

Point commun à tous ces ratés : la fragmentation de l'Union aux mains de gouvernements qui misent trop souvent sur des réflexes nationaux faciles plutôt que sur l'effort de mise en commun. Cela permettrait pourtant aux Européens de redevenir influents sur la scène mondiale. Le cavalier seul est d'autant plus regrettable qu'il fournit du carburant aux forces populistes comme l'AfD allemande ou le RN français, dont l'essor aggrave à son tour les tendances centrifuges qui minent la solidarité européenne.

L'attente des citoyens, pourtant, est là. Elle est même la plus élevée depuis trente-trois ans, selon le dernier sondage Eurobaromètre. Les trois quarts des Européens reconnaissent que leur pays bénéficie de son appartenance à l'UE ; les quatre cinquièmes souhaitent une défense commune plus articulée, allant jusqu'à une armée européenne. Le discours sur l'état de l'Union ne renforce pas à lui seul la cohésion entre Etats membres. Mais il expose sa réalité au grand jour, ce qui rend sa fragilité plus difficile à dissimuler. ✷



Ursula von der Leyen entend faire de l'UE une puissance géopolitique.

G. CLAESSENS/UNION EUROPÉENNE

Cette jeunesse éduquée à se croire fragile



KATE COPELAND

UNE CHRONIQUE DE JULIA DE FUNÈS

La nouvelle génération est-elle vraiment plus à plaindre que les précédentes ? Ou est-ce plutôt notre manière de lui apprendre à regarder le monde qui a changé ?

Il est devenu presque impossible de parler de la jeune génération sans commencer par l'inventaire de ses malheurs. Elle serait désorientée, privée de repères, écrasée par le climat, les réseaux sociaux, la géopolitique, les crises économiques, l'avenir. Au point qu'on finit presque par comprendre qu'elle ne veuille plus faire d'enfants, tant l'avenir lui est présenté comme une suite de menaces plutôt que de possibles. Le diagnostic n'est pas faux. Beaucoup peinent à se projeter, à croire que l'effort paiera, à imaginer une trajectoire stable. Mais aucune génération n'a reçu un monde simple ! Les nouvelles générations sont-elles réellement plus à plaindre que d'autres ? Certaines ont traversé la guerre, la déportation, l'occupation ; d'autres le chômage de masse, le sida… L'histoire n'a jamais promis à quelque génération que ce soit un avenir tranquille.

Alors qu'est-ce qui a changé ? La dureté objective du monde ou la manière dont nous, adultes, apprenons aux plus jeunes à le regarder ? Il est frappant de voir que nous leur présentons désormais comme des menaces ce qui relevait autrefois des contingences ordinaires de l'existence. A commencer par l'incertitude. A nous entendre, l'incertitude n'aurait jamais été aussi grande qu'aujourd'hui. Mais quelle génération y a échappé ? Il n'y a rien de plus constant, donc de plus certain, que l'incertitude elle-même ! Ce qui change, ce n'est donc pas sa présence, mais son statut : de condition ordinaire de l'existence, elle devient un danger. Nous leur décrivons l'incertitude comme un péril, rarement comme une ouverture, et presque jamais comme une possibilité.

Même glissement avec la vulnérabilité. Certes, nous n'avons jamais autant sommé l'individu de devenir la meilleure version de lui-même, mais jamais on ne l'a autant convaincu qu'il était fragile, sinon victime. D'un côté, il faudrait se réaliser, s'optimiser, se dépasser. De l'autre, tout devient traumatisme, symptôme, blessure. Le moindre inconfort se médicalise, la moindre contrariété se psychologise. Nous fabriquons ainsi un individu paradoxal : tenu d'être souverain, mais éduqué à se penser vulnérable. Cette psychologisation révèle que le réel est de moins en moins envisagé pour lui-même et de plus en plus à travers les affects qu'il provoque en nous.

LE RÉEL SE PYCHOPATHOLOGISE

Le fait cède la place au ressenti. Une menace lointaine devient ainsi une angoisse intime ; une crise collective, une insécurité personnelle ; une difficulté commune, une fragilité singulière. Le réel se psychopathologise.

Il ne s'agit évidemment pas de regretter le temps où l'on taisait les souffrances. La psychologie a permis de nommer ce que l'ancienne morale se contentait de juger brutalement. Mais tout progrès porte en lui son excès. Le problème de la psychologisation commence lorsqu'on utilise systématiquement le vocabulaire de la souffrance et de la pathologie pour décrire les difficultés et les contingences inhérentes à l'existence. On ne distingue plus alors suffisamment ce qui empêche de ce qui contrarie, la difficulté objective de la vulnérabilité subjective, ni la contrainte qu'impose le réel du sentiment d'oppression qu'elle peut susciter. Or à force de présenter aux plus jeunes le réel comme ce qui nous atteint et nous menace, on leur apprend davantage à y repérer des sources d'inquiétude et des angoisses, qu'à y chercher des prises pour agir.

S'INDIGNER N'EST PAS ASSUMER

D'où une jeunesse extrêmement informée sur tout ce qui ne va pas, mais qui ne se sent pas forcément mieux armée pour y répondre. Elle connaît les crises, les injustices, les inégalités, les discriminations, les instabilités, les risques. Mais la conscientisation n'est pas la responsabilité. Voir n'est pas agir. Dénoncer n'est pas décider. S'indigner n'est pas assumer. On ne devient pas adulte parce qu'on sait commenter le monde, mais parce qu'on accepte d'y répondre. Etre responsable ne consiste pas à nier ce qui nous fragilise, mais à refuser que cela décide entièrement de ce que nous devenons.

La jeunesse n'a donc sans doute pas besoin qu'on la plaigne ou qu'on la pathologise davantage. Elle a peut-être besoin qu'on cesse de lui répéter qu'elle est moins bien lotie qu'une autre. Le plus grand service que les adultes puissent lui rendre n'est pas de lui répéter tout ce qui la fragilise, mais de lui rappeler qu'entre ce qui arrive et ce qu'elle en fait subsiste toujours la force de sa liberté. ✷

Julia de Funès est docteure en philosophie.

Alice Weidel, la stratégie de la diabolisation

Après le triomphe électoral de son parti en Saxe-Anhalt, la coprésidente de l'AfD va continuer à radicaliser son discours, à l'inverse du RN français. Objectif : gouverner le pays en 2029 ou 2033, un siècle après les nazis ●

La « princesse de glace ». Alice Weidel sait qu'on la surnomme ainsi à cause de son caractère. Froide, cassante, autoritaire voire dominatrice, la cheffe de l'extrême droite allemande a l'amabilité d'une gardienne de prison. « Sa rhétorique est de plus en plus agressive mais elle plaît aux électeurs », constate Wolfgang Muno, politologue à l'Université de Rostock.

Ce n'est pas un hasard si cette « princesse de glace » est apparue, trois jours après le triomphe de son parti en Saxe-Anhalt, le 6 septembre, en veste et chemise blanches, dans l'enceinte du Bundestag (Assemblée fédérale). Enivrée par le succès, les yeux furibonds et le doigt levé comme une institutrice devant ses élèves, elle a savouré chacune de ses attaques contre sa proie principale : Friedrich Merz. Ses phrases étaient articulées avec une lenteur calculée pour mieux torturer un chancelier penaud sur le banc du gouvernement : « Monsieur Merz, les citoyens ne vous ont pas seulement sanctionné, ils ont pulvérisé votre parti ! La CDU ne gagnera plus jamais une élection ! », a-t-elle crié, avant d'ajouter : « Les électeurs nous donneront les clés du pouvoir. Et nous les prendrons ! » Puis elle s'est tournée vers les bancs du Parti social-démocrate (SPD), où quelques députés protestaient avec véhémence contre ses violentes attaques islamophobes. « Vous pouvez vous moquer. Mais vos électeurs, mesdames et messieurs du vieux Parti social-démocrate, sont désormais NOS électeurs ! »



Christophe Bourdoiseau
Correspondant en Allemagne

QUELQUES DATES

24 sept. 2017
Elue députée au Bundestag

18 juin 2022
Coprésidente de l'AfD, avec Tino Chrupalla

Février 2025
Candidate de l'AfD à la chancellerie

A 47 ans, la coprésidente de l'AfD (Alternative für Deutschland) ne s'est jamais sentie aussi forte, sûre des prochaines victoires de son parti à Berlin et dans le Mecklembourg, le 20 septembre. « Elle a clairement l'objectif de devenir chancelière », insiste Wolfgang Muno. Il y a cinq ans, les « experts » avaient fixé le potentiel électoral de l'AfD à moins de 20 %. Les sondages donnent le parti à presque 30 %, près de 10 points devant la CDU. Alice Weidel est désormais en mesure de prendre la chancellerie. Si ce n'est pas en 2029, ce sera en 2033… un siècle après la prise de pouvoir des nazis.

La campagne d'Ulrich Siegmund, tête de liste en Saxe-Anhalt, l'a confortée dans la stratégie de radicalisation. L'extrême droite allemande a abandonné l'idée d'une « dédiabolisation », suivie par ses homologues français ou italiens. « La professionnalisation de l'AfD ne signifie en aucun cas une déradicalisation », confirme le vice-président du groupe parlementaire en Saxe-Anhalt, Oliver Kirchner.

Ce virage radical avait poussé le RN à prendre ses distances après qu'un candidat AfD aux élections européennes a déclaré que les SS n'étaient « pas tous des criminels ». Interrogée par L'Express le 4 juillet, alors qu'elle assistait au grand congrès du parti à Erfurt, en Thuringe, et tandis que 30 000 manifestants scandaient « Alerta antifaschista » dans les rues, Alice Weidel, ravie de donner sa version du divorce RN-AfD à un journaliste français, n'avait pas mâché ses mots : « Le RN a instrumentalisé cette rupture pour récupérer le ressentiment anti-allemand qui ressurgit dans la société française », avait-elle asséné, le regard dur, avant de s'éloigner au milieu de ses gardes du corps.

PACTE DE NON AGRESSION

Alice Weidel avait pourtant le profil pour s'entendre avec le RN. N'était-elle pas, au départ, favorable à la « dédiabolisation » de l'AfD pour pêcher des voix au centre de l'échiquier politique ? Lorsque l'AfD, fondée en 2013 par quelques professeurs d'université eurosceptiques, est vampirisée par les radicaux, elle engage même en 2017 une procédure d'exclusion de la figure fascisante du parti, Björn Höcke, pour en finir avec son « Flügel », l'aile radicale infiltrée par d'anciens néonazis. Mais la procédure avorte, comme toutes les autres tentatives de recentrage orchestrées par les prédécesseurs de Weidel. « Elle a alors compris qu'elle ne pourrait pas se maintenir sans eux. Elle a donc fini par sceller un pacte de non-agression avec Björn Höcke en tissant un puissant réseau parmi les plus radicaux du parti. Sans quoi, elle ne serait pas là aujourd'hui », explique Wolfgang Muno, politologue à l'Université de Rostock.

COLL. PARTICULIÈRE



A. HILSE/REUTERS

↑ Malgré un parcours professionnel obscur et un profil très autoritaire, la dirigeante est désormais en mesure de conquérir la chancellerie.

En 2018, elle se fait connaître du grand public avec un discours qui scandalise l'Assemblée fédérale, mais la rend populaire. « Ces hommes au couteau et ces filles au foulard ne pourront pas garantir notre prospérité », s'exclame-t-elle pour dénoncer la « politique de l'accueil » d'Angela Merkel, devant un Bundestag atterré. Au congrès de Halle, en janvier 2025, elle bascule définitivement dans le camp des ethno-nationalistes en utilisant un terme jusque-là tabou. « S'il faut appeler les expulsions "remigration", eh bien appelons cela remigration ! », lance-t-elle sous les « hourras ».

La victoire de Saxe-Anhalt pourrait néanmoins être à double tranchant. Certes, elle conforte son autorité sur le parti, mais elle met également en lumière son profil très autoritaire. Tout l'inverse du vainqueur de Saxe-Anhalt, Ulrich Siegmund, un jeune homme chaleureux qui a mené une campagne sur le terrain, proche des gens, avec le sourire comme programme électoral. « Weidel est froide, arrogante et manque d'authenticité », juge Hans Vorländer, politologue à l'université de Dresde. « Elle n'hésite pas à distribuer des coups, à tenir tête. On évite de se frotter à elle », explique Wolfgang Schröder, politologue à l'Université de Cassel et observateur de l'AfD depuis des années. Ses camarades d'études et ses anciens collègues de travail la décrivent comme une « tueuse » prête à marcher sur les autres pour arriver à ses fins. « Et elle ment comme elle respire », ajoute Wolfgang Schröder.

COLLIER DE PERLES

Contrairement à Ulrich Siegmund, qui a grandi dans une famille est-allemande, Alice Weidel est un pur produit « occidental ». Née en 1979 à Gütersloh, elle a baigné dans la société de consommation et dans un milieu bourgeois ouest-allemand symbolisé par ce collier de perles qu'elle porte toujours autour du cou. La famille de son père, né en 1939, était originaire de Haute-Silésie (aujourd'hui en Pologne) dont elle fut expulsée après la défaite de 1945.

Elle s'est toujours présentée comme femme d'affaires libérale avec une fibre thatchérienne. Mais son expérience dans le monde de la finance internationale est courte et sa biographie reste très obscure. On sait que son doctorat portait sur le système de retraite en Chine où elle a passé cinq ans après une année au Japon, qu'elle a travaillé dans la banque d'investissement Goldman Sachs, dans la gestion de fortune chez Allianz et pour la start-up berlinoise Rocket Internet, dernière station de sa carrière professionnelle. « En tant que businesswoman, elle n'a laissé aucune trace. Elle n'a jamais occupé de positions importantes », résume Wolfgang Schröder.

Sa vie est en totale contradiction avec la vision du monde défendue par son parti. Femme (très rare à l'AfD) cosmopolite et homosexuelle, elle vit en Suisse dans une famille « arc-en-ciel » avec sa compagne d'origine sri-lankaise, porteuse de leurs deux enfants. Malgré cela, elle continue de défendre le modèle familial traditionnel de l'AfD, opposée au mariage pour tous. « Je ne suis pas queer », répond-elle pour justifier l'homophobie de l'AfD.

« Elle a été prise au piège de sa radicalisation. Il y a tellement de contradictions dans sa personne que son discours n'en paraît pas authentique. Son profil ne correspond pas à l'image de présidente que se font les militants et les cadres du parti », remarque Hans Vorländer. « Elle a un côté Dr Jekyll et M. Hyde », ajoute Wolfgang Schröder qui rappelle que cette femme ne recule devant aucune aberration pour arriver à ses fins. « Je n'en démords pas : Hitler était de gauche », a-t-elle assuré dans un entretien en janvier 2025 avec l'américain Elon Musk, soutien indéfectible. Les électeurs la suivent dans son virage trumpiste : « *Alice für Deutschland* », crient-ils en faisant référence à la devise de la SA, l'organisation paramilitaire du parti nazi, il y a un siècle : « *Alles für Deutschland* ». ✶

Education

Estonie : les leçons d'un miracle académique

Dans le classement Pisa, le petit pays balte apparaît de nouveau comme le système scolaire le plus performant d'Europe. A nos dirigeants de prendre des notes.

A la sortie du classement Pisa, le 8 septembre, toute l'Europe a grimacé devant son carnet de notes, établi par l'OCDE en évaluant les compétences de 760 000 élèves de 15 ans dans le monde. Les Scandinaves : catastrophés par l'effondrement du niveau de lecture de leurs adolescents. Les Allemands : leurs élèves n'ont jamais été aussi mauvais en sciences ou en mathématiques. Les Français : un décrochage qui perdure.

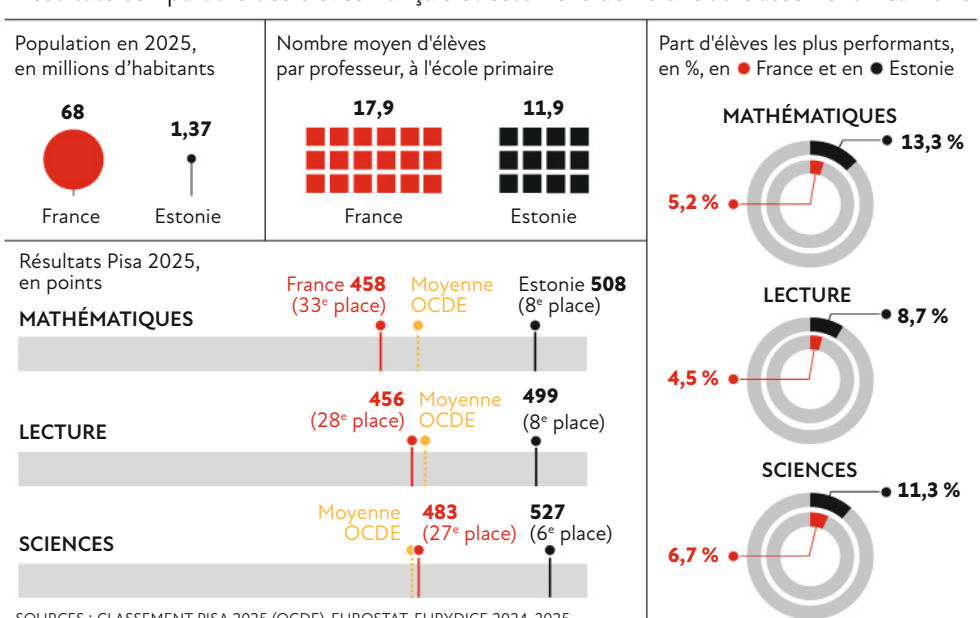
Toute l'Europe ? Non. Un petit pays balte résiste encore et toujours au déclin académique : l'Estonie, 1,3 million d'habitants, se maintient au cœur du top 10 mondial scolaire dans toutes les matières. « Les Estoniens cherchent toujours à faire mieux, donc même quand des résultats extraordinaires sont publiés, nous n'avons pas le temps de nous féliciter et préférons réfléchir aux pistes d'amélioration, soulève Eve Eisenschmidt, spécialiste de l'éducation à l'Université de Tallinn. C'est peut-être un trait qui nous caractérise et qui explique nos bons résultats : tout le monde essaie de faire un peu mieux que la veille. »

L'éducation semble couler dans les veines de l'Estonie. Le pays balte, toujours dans l'ombre menaçante de la Russie voisine, déjoue toutes les trajectoires scolaires : 6e mondial en sciences, 8e en mathématiques et en lecture ; premier pays européen sur tous les tableaux, à l'exception de la compréhension écrite (deuxième, devancé de peu par l'Irlande). Dès le XIXe siècle, son taux d'alphabétisation était trois fois supérieur aux autres provinces de l'Empire russe et son indépendance, regagnée en 1990, n'a fait qu'accentuer sa réussite éducative, dont le symbole fut la connexion à Internet de toutes les écoles estoniennes dès 2001. Voici les clés de ce bulletin mention très bien.



Tallinn surclasse largement Paris

Résultats comparatifs des élèves français et estoniens de 15 ans au classement Pisa 2025



SOURCES : CLASSEMENT PISA 2025 (OCDE), EUROSTAT, EURYDICE 2024-2025

1 MOBILISER TOUTE LA SOCIÉTÉ

En Estonie, l'éducation ne s'arrête pas aux portes de l'école. Près de 90 % des élèves participent à des activités éducatives « non formelles » en dehors des cours, qu'il s'agisse d'art ou de musique. Ces loisirs éducatifs sont largement financés par les collectivités locales, mais aussi par le monde de l'entreprise. « Chez nous, l'éducation a toujours été perçue comme un moyen d'accéder à une vie meilleure et de s'épanouir, souligne Eve Eisenschmidt. La société dans son ensemble soutient l'effort éducatif, y compris le secteur privé qui crée des fondations pour parrainer des initiatives éducatives ».

Alors que, partout dans le monde, le soutien familial aux études s'effondre, l'Estonie est l'un des seuls pays à gagner des points sur ce critère dans le dernier classement Pisa. « Ce dont je suis le plus fière dans ces résultats, ce ne sont pas seulement les très bons scores en sciences et en maths, nous explique la ministre de l'Education, Kristina Kallas. C'est avant tout l'investissement des parents, non pas en argent mais en temps : le pourcentage d'enfants qui déclarent dîner avec leurs parents presque tous les jours reste très élevé. Cela signifie que les familles se retrouvent, discutent des réussites et des difficultés des élèves, qui se sentent ainsi soutenus. »

2 FAIRE CONFIANCE AUX ENSEIGNANTS

Après la chute de l'URSS en 1991, l'Estonie retrouve son indépendance et refonde complètement son système scolaire pour sortir du

L'EXPRESS

carcan soviétique. Les objectifs sont fixés au ministère, tout le reste dépend des établissements scolaires et des enseignants. « Nous avons considéré que les décisions devaient être prises là où elles seraient finalement mises en œuvre, pose Eve Eisenschmidt. Nous avons clairement fait le choix de la décentralisation dans notre système. Nous n'avons d'ailleurs pas d'inspecteurs des écoles. »

L'autonomie accordée au niveau local stimule l'envie de résultats et de recruter les meilleurs éléments, mais n'empêche pas le suivi : les performances des écoles sont surveillées de près par les autorités avec de nombreuses données, dont les résultats scolaires mais aussi la motivation des élèves, la façon dont ils se sentent à l'école, le harcèlement, le fait de recevoir ou non un retour individuel et de la reconnaissance. De manière étonnante, cette autonomie produit des résultats scolaires très homogènes sur tout le territoire et gomme, en grande partie, les effets des origines sociales sur le carnet de notes. Seul bémol : les résultats des élèves issus de l'importante communauté russophone (près de 1 habitant sur 4) restent inférieurs aux autres.

3 UTILISER LE NUMÉRIQUE INTELLIGEMMENT

Pionnière sur l'e-éducation, l'Estonie n'en finit plus d'innover. Dès les années 1990, le programme *Tiigrihüpe* (« Saut du tigre ») installait des ordinateurs et Internet dans toutes les écoles du pays, fournissant des générations exceptionnelles d'ingénieurs informatiques (qui ont participé aux créations de Skype, DeepMind ou encore Starship Technologies). Depuis février, ses lycéens ont accès à un modèle de ChatGPT conçu spécialement pour eux, en collaboration avec OpenAI, qui ne fournit pas automatiquement les réponses à leurs exercices scolaires, mais leur explique des manières de raisonner.

LES LYCÉENS ONT ACCÈS À UN MODÈLE DE CHATGPT CONÇU SPÉCIALEMENT POUR EUX

JONAS KALMBACH - L'EXPRESS

Par ailleurs, tous les enseignants du pays ont été formés aux outils d'intelligence artificielle (IA) afin de les comprendre et de les utiliser au mieux dans leur pédagogie, sans pour autant supprimer les méthodes classiques. « L'éducation numérique part du principe que la technologie est déjà là, que les élèves l'utilisent et qu'il faut intégrer certains aspects technologiques dans l'apprentissage pour leur bénéfice, indique Kristina Kallas. Mais pour cela, il faut former les enseignants aux compétences numériques : ils doivent savoir quel type d'apprentissage se produit lorsqu'on étudie les maths avec un outil numérique, avec papier et crayon, ou en travail de groupe. Ce sont trois façons d'apprendre les maths, mais elles sont très différentes et produisent des résultats différents. »

4 LAISSER LA POLITIQUE EN DEHORS DE LA SALLE DE CLASSE

D'après la ministre de l'Education nationale estonienne, une grève du corps enseignant est la pire chose qu'il puisse lui arriver. « Peu importe que les revendications des enseignants soient raisonnables ou non, la société est toujours de leur côté, assure Kristina Kallas. Nous, responsables politiques, devons faire davantage confiance à nos enseignants et réguler beaucoup moins depuis le sommet. Plus on réglemente, plus le décideur politique croit protéger les enfants en fixant des règles strictes et précises aux enseignants mais, en réalité, on retire à l'enseignant son autorité et son pouvoir d'action… Le ministre n'a aucune idée de qui sont les enfants dans telle ou telle classe : les enseignants sont bien plus qualifiés que moi pour prendre leurs décisions. » Un véritable programme, peut-être à noter au tableau noir de la présidentielle française. ✶

CORENTIN PENNARGUEAR



L'INDEX DE L'EXPRESS

L'Europe du bruit

Etes-vous satisfait du niveau sonore dans votre ville ? Quand les Parisiens en ont plein les oreilles, l'atmosphère semble plus douce en Irlande ou en Finlande.



Dublin : 82 %



Helsinki : 80 %



Amsterdam : 62 %



Bruxelles : 56 %



Barcelone : 48 %



Paris : 43 %



Bucarest : 30 %

SOURCE : EUROSTAT, 2023

Alerte mondiale sur le niveau de lecture : les pistes européennes

Le dernier classement Pisa montre un effondrement de la compréhension de l'écrit par les élèves de 15 ans. Certains de nos voisins ont déjà pris conscience de l'urgence.

Depuis 2000, l'étude Pisa interroge, tous les trois ans, des centaines de milliers d'élèves de 15 ans pour évaluer leurs compétences scolaires. Ses derniers résultats, publiés le 8 septembre, sont alarmants : jamais la compréhension de l'écrit n'a été aussi basse. Une chute de 25 points à travers le monde, alors que 20 points équivalent à une année d'apprentissage. En Europe, seul le Royaume-Uni reste à un niveau similaire au précédent classement. La France, elle, décroche de 18 points en trois ans et de 40 points en dix ans.

Premiers coupables : les réseaux sociaux et les écrans, mais aussi le manque d'encouragement des adultes à lire des textes longs. « A l'ère de l'intelligence artificielle, la capacité à lire de manière critique, à évaluer la crédibilité de l'information et à porter des jugements éclairés est susceptible de devenir encore plus précieuse, alerte le rapport Pisa. Le défi pour les systèmes éducatifs est donc de savoir comment redonner aux jeunes le goût de la lecture. » ✷ **CORENTIN PENNARGUEAR**

1

IRLANDE

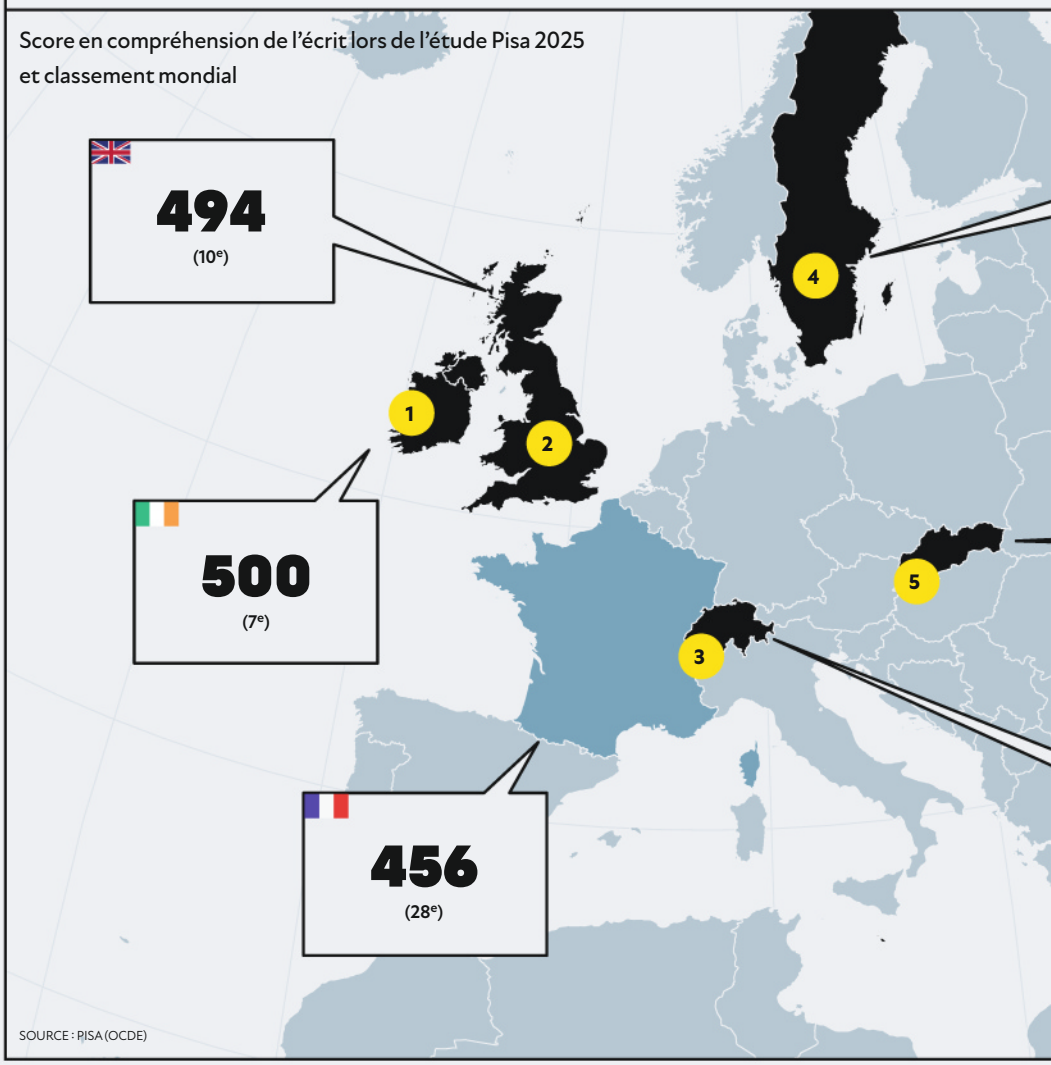
Le leader européen, pas à l'abri du déclin

Si, au niveau européen, l'Estonie remporte la mise dans toutes les matières *(voir page 18)*, ce sont les héritiers d'Oscar Wilde qui finissent premiers du continent en lecture (et septièmes mondiaux). Le résultat d'un attrait historique pour la littérature, mais aussi d'une stratégie nationale mise en place en 2011, consacrant davantage de temps aux langues à l'école primaire. Prudence tout de même : Dublin a réduit cette priorité en 2023 et son score de compréhension de l'écrit a chuté de 21 points en trois ans.



L'Irlande en première position en Europe, la France dégringole

Score en compréhension de l'écrit lors de l'étude Pisa 2025 et classement mondial



SOURCE : PISA (OCDE)

2

ROYAUME-UNI

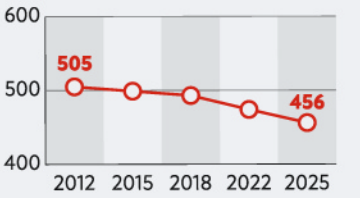
Les Anglais résistent grâce à l'autonomie des profs

Au Royaume-Uni, l'égalité n'est pas de mise dans le classement Pisa : alors que l'Ecosse, le Pays de Galles et l'Irlande du Nord chutent dans toutes les matières, les élèves anglais améliorent leur bulletin scolaire *(voir page 51)*. En lecture, l'Angleterre est l'une des seules nations européennes à progresser, gagnant un point par rapport à 2023. La raison principale, selon les experts : une large autonomie accordée aux établissements depuis 2010, doublée d'une hausse des qualifications demandées aux enseignants.

3

La chute impressionnante du niveau français

Evolution du score en compréhension de l'écrit des élèves français lors de l'étude Pisa

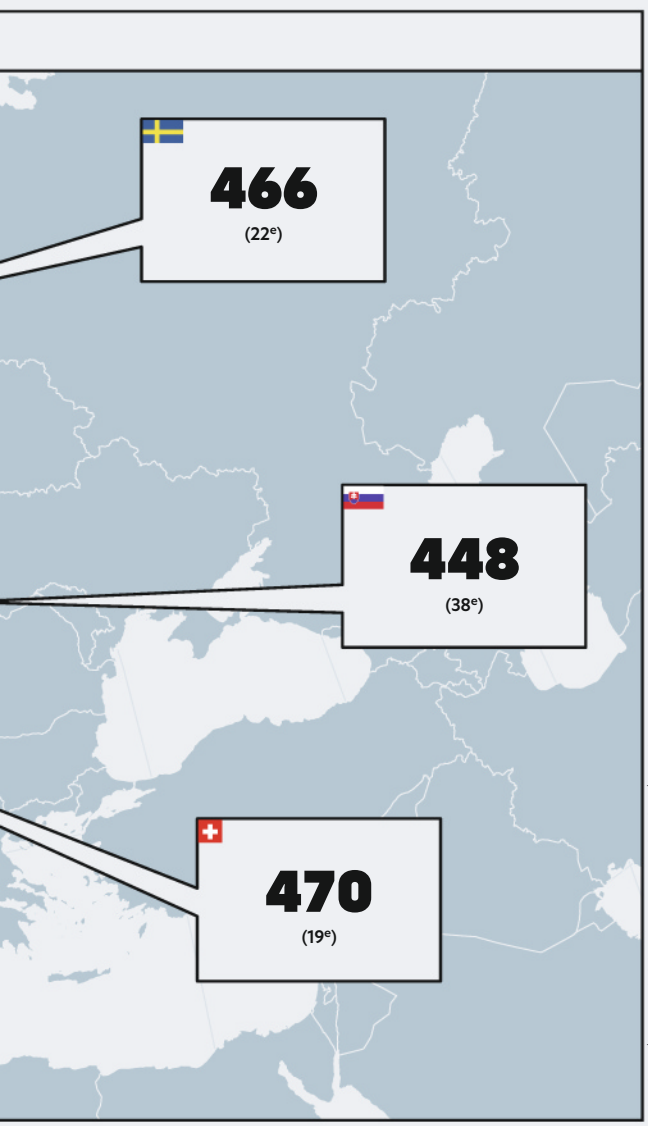


SOURCE : PISA (OCDE)

SUISSE

L'accent remis sur les fondamentaux

En Confédération helvétique, la pente est plus douce qu'ailleurs en Europe, mais la baisse du niveau des élèves inquiète également. En dix ans, les petits Suisses ont perdu l'équivalent d'une année de scolarité en apprentissage de la lecture. Les décideurs politiques et les directeurs d'établissement se sont mis d'accord sur un retour aux savoirs fondamentaux : lire, écrire, calculer doivent redevenir des priorités, au détriment de savoirs plus variés comme les soins de premiers secours ou la nutrition.



H.SAUCHUK/SHUTTERSTOCK - VALENTIN INATOV - OLLY/PEXELS - L'EXPRESS



4

SUÈDE

Le retour à l'âge du papier

Stockholm n'a pas attendu le classement Pisa pour lancer ses réformes scolaires. Depuis 2022, le gouvernement tente d'éloigner au maximum les enfants des écrans avec ce slogan : « de l'écran au classeur ». Alors que les tablettes numériques étaient obligatoires dès l'école maternelle depuis 2019, le ministère de l'Education nationale revient au papier crayons, aux livres et a interdit les téléphones portables dans toutes les écoles du royaume, afin de favoriser la concentration des élèves.

5

SLOVAQUIE

Mobilisation nationale pour enrayer la chute

Lors du dernier rapport Pisa, en 2023, la Slovaquie avait sombré. « Une tragédie nationale », s'était alors emporté le ministre de l'Education, constatant une chute de 11 points de ses élèves en lecture. 300 experts ont travaillé sur une réforme adoptée dès l'année suivante, augmentant drastiquement le temps de parole accordé aux élèves en classe et mettant fin à la priorité donnée à l'apprentissage « par cœur ». Résultat, le pays a arrêté son déclin, regagnant un point en compréhension écrite cette année.

Le Canada de Mark Carney, un modèle pour l'Europe



UNE CHRONIQUE DE CATHERINE FIESCHI

L'expérience canadienne nous montre que les puissances moyennes ne sont pas condamnées à l'impuissance, à condition d'accepter un réel risque économique.

Je rentre du Canada – dont je suis aussi citoyenne – avec l'impression d'avoir assisté à une petite révolution patriotique. Depuis deux ans, les drapeaux canadiens fleurissent devant les maisons, sur les voitures, aux fenêtres. Autrefois, beaucoup de Canadiens auraient trouvé cela trop démonstratif, trop patriotique, bref, trop américain. C'est donc l'un des paradoxes de l'époque : pour résister aux Etats-Unis de Donald Trump, les Canadiens se mettent à leur ressembler un peu. Dans les cafés, même l'« Americano » (lavasse dont je raffole) a presque systématiquement été barré du menu et rebaptisé « Canadiano ». Partout des autocollants « Elbows Up ! » exhortent les gens à « relever les coudes » – comme au hockey pour se débarrasser de son adversaire. Il faut dire que vis-à-vis du Canada, Trump se déchaîne : depuis son retour, menaces tarifaires, provocations sur la souveraineté canadienne et négociations commerciales chaotiques se succèdent. Et ceci dans un rapport de force totalement asymétrique : en 2025, 71,7 % des exportations canadiennes de marchandises allaient encore vers les Etats-Unis, et 58,8 % de ses importations en venaient. Pour Ottawa, tenir tête à Washington n'est donc pas un geste purement symbolique : c'est accepter un réel risque économique.

CESSER DE SUBIR

C'est ce qui a donné une telle force au discours de Mark Carney à Davos, en janvier. Quelques mois après son élection, le monde découvrait qu'un ancien banquier central pouvait parler de géopolitique avec finesse. Carney y constatait la « rupture » de l'ordre international et appelait les puissances moyennes à cesser de subir. Elles ne peuvent rivaliser seules avec les grandes puissances, disait-il, mais ne sont pas pour autant condamnées à l'impuissance. Depuis, Carney essaie de mettre cette doctrine en pratique. Les dernières négociations commerciales avec Washington ont tourné court. Après de nouvelles exigences américaines jugées inacceptables par Ottawa, le Canada a claqué la porte et annoncé des mesures de rétorsion.

Un an plus tôt, l'Union européenne avait fait un tout autre choix : conclure avec Trump un compromis franchement humiliant (on nous avait infligé von der Leyen courant après le président américain sur un golf écossais bic à la main pour signer). Cet accord était destiné avant tout à rétablir un peu de prévisibilité (on demande encore comment d'ailleurs). Et le contraste demeure : le partenaire le plus dépendant des Etats-Unis est aussi celui qui paraît prêt à prendre le plus grand risque. L'Europe, pourtant, admire Carney. Elle renforce ses liens avec le Canada : partenariat de sécurité, coopération industrielle, accès canadien au programme européen Safe. Mais elle ne fait pas vraiment corps avec sa stratégie. Pourquoi ? Certes, le leadership compte et l'histoire allemande de la relation transatlantique compte aussi. Et surtout, l'Europe doit transformer 27 intérêts et cultures stratégiques en une seule décision.

Mais il y a peut-être quelque chose de plus profond. Carney parle du Canada comme d'une puissance moyenne. L'Europe, elle, hésite encore à se penser ainsi. Elle aime se voir comme un troisième pôle, entre la Chine et les Etats-Unis, presque une superpuissance en devenir. Le Canada part d'un constat différent : immense par son territoire, riche, membre du G7, il sait néanmoins ce qu'il pèse réellement. Et c'est peut-être cette lucidité qui lui donne davantage de liberté politique.

RÉALISME ET AMBITION

La comparaison mérite d'être poussée. Le Canada n'est pas davantage un bloc homogène que l'Europe. C'est une fédération de provinces aux intérêts parfois contradictoires, traversée elle aussi par des poussées centrifuges. Le Québec, longtemps symbole de la tentation séparatiste, s'est largement rallié dans cette crise au réflexe fédéral. En Alberta (riche et plus perméable à l'idéologie Maga), à l'inverse, Danielle Smith organise en octobre un référendum consultatif sur le maintien de la province dans le Canada. Là aussi, populisme, souveraineté et ressentiment territorial compliquent la réponse commune.

C'est peut-être là que l'expérience canadienne devient intéressante pour nous. Non parce que l'Europe devrait copier Ottawa, ni parce que tout refus serait nécessairement plus courageux qu'un compromis. Mais parce que le Canada semble associer deux qualités que nous avons du mal à tenir ensemble : le réalisme sur sa puissance et l'ambition dans son usage. ✷

Catherine Fieschi est chercheuse associée auprès de Carnegie Europe.

KATE COPELAND

COLLOQUE

ENTREPRISES FAMILIALES

2E ÉDITION



GIUSEPPE LAVAZZA
Président du Groupe Lavazza



DOMINIQUE SENEQUIER
Présidente d'Ardian



MAXIME CARMIGNAC
Directrice générale de Carmignac UK Ltd



PHILIPPE D'ORNANO
PDG de Sisley et coprésident de METI



PHILIPPE ODDO
Associé gérant d'ODDO BHF



FÉLICIE BURELLE
Directrice générale d'OPmobility



VITALIE TAITTINGER
Présidente de Champagne Taittinger



ANNE-CÉLINE HUMEAU
PDG du Groupe Humeau-Beaupréau



JESÚS CASADO
Secrétaire général d'European Family Business

24 SEPT. 2026

THÉÂTRE MARIGNY
PARIS

Réservez vos places

AVEC LE SOUTIEN DE

DERICHEBOURG · FOR TALENTS TRANSMISSION · GIDE · 17 96 LOMBARD ODIER · RANGE ROVER · midas

bpifrance · C4 Manufactures · FAMILY BUSINESS NETWORK FRANCE · HEC PARIS · FAMILY BUSINESS center · imeti

En Russie, la menace d'une nouvelle mobilisation

En difficulté sur le front, Vladimir Poutine a besoin de toujours plus de soldats. Certains craignent une vague d'enrôlement massive après les élections législatives (du 18 au 20 septembre) ●

Voilà plus de trois ans qu'il n'y avait pas mis les pieds. Ce lundi 10 août, dans un rare déplacement, Vladimir Poutine s'est fendu d'un voyage en Bouriatie, l'une des régions les plus pauvres du pays, dans l'Extrême-Orient russe. Sous l'œil des caméras, le président affiche sa mine des bons jours. Soudain, un jeune garçon l'interpelle : « Puis-je m'adresser à vous en tant que commandant en chef suprême ? Mon rêve est de devenir pilote d'avion supersonique. Pourriez-vous m'aider à intégrer l'école militaire Souvorov d'Irkoutsk ? ». « On va s'en occuper », lui glisse Poutine d'un air entendu. Pour alimenter sa guerre contre Kiev, le chef du Kremlin a besoin de toujours plus de soldats. Les Bouriates, envoyés en masse en première ligne, en sont les premières victimes. Alors à quelques semaines d'élections législatives sous haute surveillance, du 18 au 20 septembre, leur sacrifice valait bien un déplacement… et quelques promesses faciles.

Après plus de quatre ans et demi de guerre, cette machine à broyer les hommes n'est pas près de s'arrêter. A la fin du mois d'août, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a mis en garde contre une nouvelle mobilisation de la population russe d'ici à l'automne. Selon les renseignements ukrainiens, la Russie tablerait sur l'enrôlement de 600 000 hommes à l'horizon 2027, soit 300 000 combattants en 2026 et autant l'année suivante. Depuis le début de l'été, les craintes autour d'un possible appel aux armes agitaient les réseaux sociaux russes. En visite le 3 septembre à Vladivostok, le chef du Kremlin a balayé les spéculations, jugeant « qu'à ce jour », « aucun scénario » ne nécessitait une telle décision. Mais qu'en sera-t-il après le scrutin de septembre – les premières législatives depuis le début de l'invasion de l'Ukraine ? En 2022, le pouvoir avait déjà écarté les rumeurs de mobilisation, quelques jours avant que Poutine n'annonce la réquisition de 300 000 hommes.

Ce même scénario n'est pas à exclure. Car la situation de son armée n'est, sur le front, guère reluisante. En août, pour le deuxième mois consécutif, les forces russes ont enregistré 42 000 pertes (morts ou blessés) pour une progression de seulement 90 kilomètres carrés. Soit environ 465 victimes par kilomètre carré conquis. D'où cette question : combien de temps la Russie pourra-t-elle maintenir le rythme de ses offensives sans renforts massifs ? « A l'heure actuelle, les Russes ne disposent plus des capacités suffisantes pour obtenir des résultats tangibles, résume l'ex-colonel ukrainien Andrii Ordynovych. Leur système fondé sur des contrats grassement payés ne fonctionne plus, en raison de leur besoin croissant d'effectifs. » Chaque mois, les pertes dépassent le nombre de troupes fraîches. Selon une étude publiée au début de l'été par le Center for International and Strategic Studies (CSIS), cette saignée a déjà mis hors de combat plus de 1,4 million de soldats russes depuis le lancement de l'invasion.



Paul Véronique
Journaliste
monde

CES DERNIERS MOIS, LES EFFETS DE LA GUERRE SE SONT BRUTALEMENT INVITÉS DANS LE QUOTIDIEN DES RUSSES

RECRUES RUSSES DILAPIDÉES

Loin de renoncer, Vladimir Poutine maintient coûte que coûte son objectif de prendre tout le Donbass d'ici la fin de l'année – une échéance déjà reportée… à 15 reprises par le passé. Mais sur sa route se dressent encore les deux villes jumelles de Sloviansk et Kramatorsk, deux cités distantes d'une dizaine de kilomètres. Comptant, avant le début de la guerre, plus de 250 000 habitants au total, elles constituent toujours, près de cinq ans plus tard, l'une des zones les mieux fortifiées du front. Une mobilisation massive permettrait-elle au Kremlin de prendre ce bastion ? « Si l'on jette une masse considérable de soldats dans la bataille, on ne peut exclure une accélération de la progression russe, même si cela se fait au prix de lourdes pertes », jauge Nigel Gould-Davies, chercheur à l'International

Institute for Strategic Studies de Londres. En juillet, le directeur de la CIA, John Ratcliffe, avait estimé qu'en raison de la prolifération des drones ukrainiens, l'espérance de vie moyenne d'un soldat russe sur le champ de bataille ne dépassait pas les trente minutes.

Mais cela ne gêne pas les officiers russes, qui dilapident allègrement leurs recrues. Dans ce contexte, « un apport massif de nouvelles troupes donnerait au commandement russe des marges de manœuvre pour planifier une opération d'envergure, estime Ivan Klyszcz, chercheur à l'International Centre for Defence and Security, à Tallinn. Pour Moscou, ce serait peut-être, en fin de compte, le seul moyen de reprendre l'initiative. » Et de prolonger la guerre d'usure contre l'Ukraine, en ouvrant par exemple un nouveau front dans le Nord, en direction de Kiev ou Tchernihiv, comme l'anticipe déjà l'état-major ukrainien.

En raison de la prolifération des drones ukrainiens, l'espérance de vie d'un soldat russe sur le champ de bataille ne dépasserait pas les trente minutes…

Le chef du Kremlin prendra-t-il ce risque politique ? Ces derniers mois, les effets de la guerre se sont brutalement invités dans le quotidien des Russes. « Des drones attaquent les raffineries, des fumées s'élèvent au-dessus des villes et la population assiste à tout cela depuis ses fenêtres, liste Vera Grantseva, politologue russe exilée en France depuis 2020, aujourd'hui enseignante à Sciences Po Paris. C'est un constat que plus personne ne peut nier. » Selon le Centre Levada, le seul institut de sondage indépendant en Russie, la cote de popularité de Poutine a chuté de 11 points entre les mois d'août 2025 et 2026 (passant de 87 à 76 %).

Et l'inquiétude ne finit plus de monter dans la société. Au cours de la même période, la part des Russes se décrivant comme « anxieux » est passée de 38 à 52 %. Sur Yandex, le « Google russe », les requêtes concernant la « mobilisation » ont atteint en août un pic inédit depuis le dernier appel aux armes de septembre 2022. A l'époque, ce coup de tonnerre avait entraîné l'exode à l'étranger de 600 000 à 700 000 Russes en seulement deux semaines, en plus de l'arrestation de plus de 2 400 manifestants.

PANOPLIE DE SANCTIONS

Quatre ans plus tard, fuir pourrait être nettement plus difficile en cas de nouvelle mobilisation. « Le pouvoir a mis en place un registre électronique unifié qui centralise l'ensemble des données des citoyens russes, dont leurs obligations militaires, détaille Tatiana Kastouéva-Jean, directrice du Centre Russie/Eurasie à l'Institut français des relations internationales. Si un garde-frontière constate qu'une personne est visée par une convocation électronique dans un bureau d'enrôlement, il peut lui interdire de sortir du territoire. » En cas de ➤➤



S. PIVOVAROV/REUTERS

manquement aux obligations militaires, ce système prévoit en outre toute une panoplie de sanctions comme la révocation du permis de conduire, l'interdiction de contracter un prêt ou même d'acheter et vendre des biens immobiliers. Et le pouvoir russe continue de serrer la vis. Fin août, le gouvernement a présenté un projet de loi prévoyant des amendes pour les citoyens, fonctionnaires ou entreprises qui ne respecteraient pas les décisions des autorités concernant une éventuelle mobilisation.

DES JEUNES FORCÉS À S'ENRÔLER

Rien ne dit pour autant que Poutine l'annoncera officiellement à la télévision comme en 2022. Pour éviter les protestations, le président russe pourrait opter pour une méthode plus discrète. « N'oublions pas que le premier décret de mobilisation, signé en septembre 2022, n'a jamais formellement pris fin, pointe Vera Grantseva. Poutine n'est donc pas dans l'obligation d'en décréter une nouvelle, puisque la première reste juridiquement active. » Cela laisserait le champ libre aux autorités pour opérer à bas bruit, loin des grands centres urbains.

Des signes avant-coureurs vont, déjà, dans ce sens. En juin, des vidéos ont surgi sur les réseaux sociaux, montrant des policiers et des militaires conduire des raids dans les rues, dans la région de Penza, pour arrêter de jeunes hommes et les forcer à s'enrôler. « Une mobilisation cachée serait l'option la moins risquée politiquement, résume Nigel Gould-Davies. Mais si le Kremlin veut recruter massivement, il ne pourra toutefois pas le faire en toute discrétion indéfiniment. »

En Russie, certains ont décidé de prendre les devants. Au cours de la troisième semaine d'août, plus de 113 000 personnes ont traversé le poste de contrôle de Verkhny Lars, à la frontière russo-géorgienne, pour se réfugier à Tbilissi. Un « flux record », de l'aveu même des douaniers russes. ✶

Scott Anderson

« Washington n'a rien compris à la révolution de 1979 en Iran »

Le journaliste américain raconte comment l'aveuglement de la première puissance mondiale a permis la prise de pouvoir des mollahs.



Bio express

Scott Anderson, 67 ans, est écrivain et journaliste, auteur du best-seller *Lawrence in Arabia*. Correspondant de guerre, il a couvert les principaux conflits contemporains du Moyen-Orient.

Avant de lancer sa guerre contre l'Iran, Donald Trump aurait été inspiré de lire le livre de Scott Anderson. Dans une remarquable fresque historique intitulée *Comment l'Amérique a donné l'Iran aux mollahs* (*King of Kings,* traduction à paraître le 24 septembre aux éditions Saint-Simon), le journaliste américain – finaliste du prix Pulitzer 2026 – retrace les mois qui ont précédé la révolution iranienne. Le 16 janvier 1979, le chah d'Iran, Mohammad Reza Pahlavi, grand allié des Américains, quitte Téhéran pour ne plus jamais y revenir. Et deux semaines plus tard, l'ayatollah Khomeini y atterrit, porté par des millions d'Iraniens. Entre ces deux dates s'est joué l'un des plus grands échecs diplomatiques de l'histoire des Etats-Unis : Washington, malgré une ambassade géante et l'une des plus importantes antennes de la CIA au monde, n'a rien vu venir. C'est cette mécanique de l'aveuglement, dont les effets résonnent encore aujourd'hui, que ce grand reporter décrypte avec brio.

Votre livre s'ouvre sur la visite d'Etat du chah à Washington en novembre 1977, lorsque des opposants iraniens affrontent des partisans de la monarchie, sous les yeux du président Jimmy Carter et dans un nuage de gaz lacrymogène. Que dit cette scène de la compréhension par les Etats-Unis du contexte iranien ?

Scott Anderson Ce fut les plus graves troubles civils à Washington depuis dix ans, avec plus de 120 blessés. Et personne ne l'avait vu venir, pas plus que les manifestations anti-chah qui éclatent en Iran quelques jours plus tard. Cette scène est symbolique : dès le début, l'administration Carter n'a rien compris à ce à quoi elle avait affaire.

Le même aveuglement concerne Rouhollah Khomeini, pourtant l'un des opposants religieux au chah les plus radicaux. Comment expliquer son absence des télégrammes diplomatiques jusqu'en 1975 ?

A partir de 1964, Khomeini est exilé en Turquie, puis en Irak. Mais ses sermons, enregistrés clandestinement, circulaient déjà en Iran dès la fin des années 1960. Ni l'ambassade américaine ni la CIA n'en avaient connaissance. Cela tient à une ignorance institutionnalisée : le monarque refusait tout contact avec l'opposition et les Américains ont longtemps suivi cette ligne. La CIA, qui disposait pourtant à Téhéran de l'une de ses plus grandes antennes au monde, n'y a jamais mené la moindre activité de renseignement sur le terrain, se contentant de reprendre ce que lui fournissait la Savak, la police politique.

L'Iran a subi des décennies d'ingérence britannique et américaine, notamment le coup d'Etat de 1953 de la CIA contre le Premier ministre Mohammad Mossadegh pour installer le chah. Dans quelle mesure 1979 est-il aussi le produit de cette histoire ?

La révolution islamique est une contre-révolution religieuse mais elle porte une dimension anticoloniale : l'Iran n'a jamais été ➤➤

CRÉDIT



N. BURSTEIN/EDITIONS SAINT-SIMON - M. S. TRIKOSKO/BIBLIOTHÈQUE DU CONGRÈS, WASHINGTON

officiellement colonisé, mais manipulé et humilié par les puissances occidentales, depuis le Grand Jeu au XIXe siècle [NDLR : la rivalité stratégique entre les empires britannique et russe pour le contrôle de l'Asie centrale] jusqu'à l'accaparement du pétrole [dans les années 1950]. Restauré sur son trône par un coup orchestré par la CIA en 1953, le roi était vu comme un pur produit des Etats-Unis – ses propres partisans l'appelaient « le chah américain ». C'est ce statut de pantin qu'il n'a jamais réussi à effacer et qui a fini par causer sa perte.

Pourquoi Nixon et Kissinger ont-ils offert à Mohammad Reza Pahlavi un accès quasi illimité aux armements américains ?
Le chah a cherché à obtenir la reconnaissance américaine en devenant le gendarme régional. Et cet accès aux armes américaines lui est monté à la tête. Il a utilisé les milliards du pétrole pour bâtir la cinquième armée du monde de l'époque. Dès 1975-1976, plus de la moitié des ventes d'armes américaines à l'étranger allaient à l'Iran, où des milliers de conseillers militaires étaient présents. Henry Kissinger, le diplomate le plus respecté de son temps, n'y voyait que du commerce et un rempart contre l'URSS.

↑ Des étudiants iraniens manifestent à Washington, en soutien à l'ayatollah Khomeini, le 9 novembre 1979.

« RESTAURÉ SUR SON TRÔNE PAR LA CIA EN 1953, LE CHAH ÉTAIT VU COMME UN PUR PRODUIT AMÉRICAIN »

Washington a fermé les yeux sur la répression de la Savak, le service de renseignement intérieur, en contradiction avec la volonté de Carter de mettre l'accent sur les droits humains pendant sa présidence. Cela a-t-il nourri la radicalisation qui a fait tomber le chah ?
Je le crois. Ce dernier n'a jamais été aussi répressif qu'un Saddam Hussein en Irak ou que le clan Assad en Syrie mais la Savak était partout, et la paranoïa qu'elle entretenait pesait sur toute la société. Le tyran préférait surtout acheter les gens, via un vaste système de clientélisme : un opposant recevait de l'argent, un ayatollah gênant obtenait une mosquée. C'est précisément ce qui a fait la force de Khomeini : en exil, il ne jouait pas à ce jeu-là de corruption. Il apparaissait « pur », tandis que les autres ayatollahs étaient tous soupçonnés d'être à la solde du régime.

L'un des épisodes les plus frappants racontés dans votre livre est le soulèvement de Tabriz, qui va faire une centaine de morts en février 1978 : des officiers de la CIA découvrent une ville dévastée sans même savoir qu'une insurrection majeure vient de s'y produire…
C'est stupéfiant, car cela fait la une de tous les journaux iraniens. Cela tient à une méconnaissance profonde du pays : sur 300 personnes à l'ambassade, deux au maximum parlaient le farsi. Michael Metrinko, l'un des rares diplomates à maîtriser la langue, avait répété ses avertissements mais il était jugé trop alarmiste. Il finira par être envoyé en « exil diplomatique » en province.

Il y a un autre épisode digne d'un roman d'espionnage : les Américains font acheter au bazar des cassettes des sermons de Khomeini où il évoque son projet… mais ne les écoutent jamais. Ce n'est qu'en 1979, quand les étudiants islamistes prennent l'ambassade, que l'on retrouve ces fameux enregistrements.

Au palais du chah, les ministres étaient reçus séparément, par crainte de toute dissidence. Vous dites que ce système portait en lui les germes de son effondrement : pourquoi ?
Le chah était brillant intellectuellement (même ses ennemis le reconnaissaient) tout en étant faible et indécis, toujours en quête de quelqu'un pour faire le sale travail à sa place. Il était entouré de courtisans qui lui disaient ce qu'il voulait entendre. Si l'inflation atteignait 18 %, ses ministres lui annonçaient 2 % ! Sa personnalité hésitante l'a d'ailleurs paralysé quand tout commençait à s'effondrer. Je raconte la scène où il demande à sa femme de renvoyer son Premier ministre, Amir Abbas Hoveyda, fidèle depuis treize ans et plus tard exécuté par les mollahs. Elle a refusé net. ➤➤

Quels étaient les liens de la France avec Khomeini et avec le chah ?
Il faut se rappeler que le chah aurait refusé une proposition de Saddam Hussein de faire assassiner Khomeini lorsqu'il était encore en exil en Irak. Et quelques années plus tard, en 1978, lorsque Hussein décide finalement d'expulser Khomeini d'Irak, le monarque n'a pas cherché à empêcher son départ. Khomeini part alors en France, à Neauphle-le-Château. A l'époque, les Iraniens n'avaient pas besoin de visa spécifique pour la France. Paris ne souhaitait pas s'impliquer dans la crise iranienne, mais les intellectuels de gauche nourrissaient alors une réelle fascination pour Khomeini, qui était comparé à Gandhi. Tout le monde l'a sous-estimé.

D'un autre côté, Paris entretenait alors des relations particulièrement étroites avec le régime du chah. Il faut aussi se souvenir que c'est une équipe médicale française qui le soignait en secret pour une leucémie lymphoïde chronique, avec plus d'une trentaine d'allers-retours Paris-Téhéran entre 1974 et 1979. Un point intéressant : les télégrammes déclassifiés de l'ambassade américaine, que j'ai consultés, montrent qu'à un moment Washington ignorait tout de sa maladie. En revanche, difficile de croire que le gouvernement français n'ait rien su de son état.

L'administration Carter était très hésitante face à la révolution iranienne : Washington soutenait encore le chah et son armée, tout en cherchant à établir des contacts avec le camp de Khomeini. Cela a-t-il contribué à précipiter la chute du chah ?
Je le pense. Carter voulait éviter un nouveau coup d'Etat militaire soutenu par les Etats-Unis, envisagé en dernier recours si le gouvernement du Premier ministre Shahpour Bakhtiar tombait. Puis survient un épisode décisif : Carter autorise le chah, gravement malade, à entrer aux Etats-Unis pour se soigner, notamment sous la pression de Kissinger et du banquier David Rockefeller, proche du roi.

Dix jours plus tard, le 4 novembre 1979, des étudiants islamistes prennent d'assaut l'ambassade américaine à Téhéran et retiennent son personnel en otage. Cette crise va durablement empoisonner la présidence Carter. Il ne parviendra pas à faire libérer les otages avant la fin de son mandat et perdra l'élection de 1980 face à Ronald Reagan. La révolution iranienne aura donc non seulement emporté le chah, mais aussi contribué à la chute politique de Carter.



Comment l'Amérique a donné l'Iran aux mollahs, par Scott Anderson. Trad. de l'anglais (Etats-Unis) par Pierre Feydell. Saint-Simon, 456 p., 23,95 €.

↓ Décembre 1979, des étudiants islamistes prennent d'assaut l'ambassade américaine à Téhéran et retiennent son personnel en otage.



Les crises actuelles du Moyen-Orient sont-elles les répliques de 1979 ?
Je crois qu'on peut presque tout faire remonter à 1979 : l'obsession de Benyamin Netanyahou, le Premier ministre israélien, pour l'Iran, le début de la déstabilisation du Liban par le Hezbollah, l'influence grandissante iranienne en Irak… Par la suite, la militarisation de l'Iran et ses drones ont changé la donne dans tous les conflits, comme dans la guerre en Ukraine. L'ère des armées omnipotentes est révolue. Le fait que l'Iran puisse maintenant tenir tête militairement aux Etats-Unis et même obtenir une victoire stratégique montre que nous sommes entrés dans une nouvelle époque.

Contrairement aux années 1970, la CIA et le Mossad ne sont plus aveugles sur l'Iran. Pourquoi Trump a-t-il répété certaines erreurs stratégiques ?
Après l'opération réussie contre le président Nicolas Maduro au Venezuela, Trump a cru pouvoir rejouer le même scénario en Iran. Netanyahou, qui poursuit ce dessein depuis vingt-cinq ans, lui a soufflé que le régime allait tomber après les soulèvements de janvier – alors que des dizaines de milliers de personnes venaient d'être massacrées. Trump, dont la cote de popularité chutait, espérait sans doute qu'un bombardement la ferait remonter dans les sondages, comme souvent aux Etats-Unis. Il s'est rapidement retrouvé dans une impasse. Il y a une question à laquelle je n'ai pas la réponse : des voix l'ont-elles mis en garde avant qu'il ne les ignore, ou toute expression critique a-t-elle disparu au sein de l'administration ?

Le prince héritier Reza Pahlavi se présente comme une alternative possible à la République islamique. Vous jugez cette hypothèse illusoire. Que dit-elle de la difficulté occidentale à comprendre l'Iran d'aujourd'hui ?
C'est un exemple parfait de cette incompréhension. Dans le monde entier, certains manifestants ont brandi son portrait, mais il faut se rappeler que 85 % des Iraniens sont nés après la révolution et ne l'ont donc pas connu. Reza Pahlavi est simplement la seule figure d'opposition identifiée à l'étranger. Mais dans la diaspora, on le juge paresseux et peu perspicace. S'associer comme il l'a fait aux Américains et aux Israéliens au moment où ils bombardent son pays n'était pas franchement du meilleur effet. L'ère royaliste est révolue en Iran, et l'avenir ne se fera certainement pas avec lui. Que Washington l'ait considéré comme un dirigeant potentiel montre à quel point l'Occident reste déconnecté de la réalité iranienne. ✷

PROPOS RECUEILLIS PAR CHARLES CARRASCO

S. HATAMI/BIBLIOTHÈQUE DU CONGRÈS, WASHINGTON

Ceuta, ce choc qui devrait nous réveiller



KATE COPELAND

UNE CHRONIQUE DE STEPHEN SMITH

L'afflux massif de migrants marocains dans l'enclave espagnole a provoqué une crise politique. La réalité, c'est que de nombreux jeunes sont prêts à tout pour fuir le royaume et venir en Europe.

Depuis le raz de marée de quelque 70 000 migrants sur Ceuta à la fin juillet, l'enclave espagnole ne sort plus de l'actualité. Sur place, des habitants manifestent – parfois violemment – contre la présence de milliers de clandestins restés sur ces 18,5 kilomètres carrés de l'Europe en terre africaine, dont 1 200 mineurs non accompagnés. A Madrid, la gestion de la crise migratoire a provoqué une crise politique. A ces retombées s'ajoutent des leurres : l'hypothèse d'une « marche verte » bis organisée par Mohammed VI pour récupérer le préside espagnol ou des conjectures sur une manœuvre en sous-main de Donald Trump et Benyamin Netanyahou pour régler son compte à l'Espagne de Pedro Sanchez par Maroc interposé. Si bien que le vrai choc – la découverte que nombre de jeunes Marocains sont prêts à tout pour fuir le royaume et venir en Europe – s'en trouve amorti. Or, il devrait nous réveiller.

Bien sûr, il est légitime de se poser des questions, comme celle de savoir si la Cour suprême à Madrid, en jugeant qu'un étranger entré en Espagne sans violer une barrière matérielle ne pouvait pas être refoulé, n'aurait pas envoyé un faire-part aux nageurs. Ou si l'Etat policier qu'est le Maroc – jamais appelé ainsi quand il monte la garde pour l'Europe – aurait fonctionné ou dysfonctionné, c'est selon, pour dissuader l'Espagne de se rapprocher de l'Algérie, ennemi juré du royaume, ou pour faire chanter l'Europe si dépendante du *limes* érigé autour d'elle pour retenir les migrants, ses nouveaux « barbares ». Mais prétendre que ces derniers seraient déjà à l'intérieur de la « forteresse Europe » – une expression héritée de la propagande nazie – en arrivant dans une enclave sur le continent africain, ou que ladite enclave serait *Le Camp des Saints*, le roman de Jean Raspail brandi par l'extrême droite tel un crucifix pour exorciser « l'invasion », c'est aberrant. Et le comble du non-sens consiste à imputer la responsabilité du déferlement aux « réseaux des passeurs », des criminels censément si bien organisés qu'ils prélèveraient leur dîme même sur la vente de flotteurs et de maillots de bain…

NI EN GUERRE NI UN « ENFER »

Pourquoi alors, en apprenant qu'il y avait une chance de passer, des dizaines de milliers de Marocains ont-ils tout abandonné, parfois en quittant précipitamment leur lieu de travail ou de vacances en famille ? Même si l'ancien sultanat a été remodelé sous le protectorat français, en particulier par le colonisateur d'esprit que fut le maréchal Lyautey, le Maroc n'est pas un artefact historique ; il s'enracine dans une continuité multiséculaire, avec une identité forte. Ce n'est ni un pays en guerre ni un « enfer ». Malgré la prédation de la cour royale et de ses caudataires, les progrès dans la durée y sont réels. Alors que la population marocaine a quadruplé depuis l'indépendance en 1956, le taux de pauvreté mesuré par la Banque mondiale a chuté de plus de 60 % à moins de 7 % (3 % en ville, 13 % à la campagne). Si bien que le Programme des Nations unies pour le développement a fait entrer le Maroc, il y a deux ans, dans la catégorie des pays « à développement humain élevé » et non plus « moyen ». Depuis 2000, le PIB par habitant a plus que doublé, il dépasse désormais – en parité de pouvoir d'achat – 12 000 dollars.

L'ENTRE-DEUX DE LA PROSPÉRITÉ

Mais voilà, le pouvoir d'achat dans l'UE reste cinq fois plus élevé qu'au Maroc, où la moitié des jeunes de moins de 25 ans sont au chômage. Il s'y ajoute, facteur crucial dans un monde où l'imaginaire se partage de façon virale, que nul ne veut faire de la figuration dans un film de série B quand il se rêve en star de grande production au-delà des frontières. A partir de là, on aurait pu penser que l'Europe se demanderait enfin comment coexister avec ses voisins dans l'entre-deux de la prospérité, c'est-à-dire encore trop pauvres pour résister à ses attraits mais déjà assez riches pour avoir les moyens de l'atteindre. D'autant que ces voisins seront de plus en plus nombreux. Car, derrière le vestibule maghrébin avec ses 100 millions d'habitants s'étend une salle d'attente 13 fois plus peuplée, l'Afrique subsaharienne, qui comptera même 2,2 milliards d'habitants dans vingt-cinq ans.

A moins de prendre le pari insensé que cette partie du continent ne se hissera jamais au niveau actuel de l'Afrique du Nord, Ceuta donne un aperçu de la pression migratoire – ou, vu d'en face, de l'aspiration au bonheur – à venir. ✷

Stephen Smith est professeur émérite d'études africaines à l'université Duke (Etats-Unis).



UN VOYAGE DE L'EXPRESS

VOYAGE DU 29 MAI AU 2 JUIN 2027
5 jours / 4 nuits

EXPO BELGRADE 2027

PARTEZ À LA DÉCOUVERTE DE L'EXPO BELGRADE 2027 AVEC L'EXPRESS

Le grand rendez-vous mondial de l'innovation, de la culture et des échanges internationaux.

120 pays, plus de 4 millions de visiteurs attendus : l'Expo Belgrade 2027 s'annonce comme un événement exceptionnel.

Du 29 mai au 2 juin 2027, L'Express vous propose de vivre cette expérience au cœur de Belgrade aux côtés d'Eric Chol, Directeur de la rédaction de L'Express. Un voyage privilégié mêlant découverte de l'Expo, rencontres et immersion dans la capitale serbe. Grâce à votre VIP Pass, vous bénéficierez d'un accès prioritaire à l'Expo, au Pavillon France et à plusieurs pavillons internationaux. Le programme vous emmènera également à la découverte de Belgrade sous toutes ses facettes : tramway animé par un orchestre de cuivres tsiganes, croisière au coucher du soleil sur le Danube, mythique Blue Train de Tito, forteresse de Kalemegdan… Un voyage entre innovation, culture, patrimoine et expériences insolites, à l'occasion de la première Exposition spécialisée organisée dans les Balkans occidentaux, placée sous le thème « Jouons pour l'Humanité – Sport et Musique pour tous ».

LES TEMPS FORTS :

- Accès privilégié à l'Expo Belgrade 2027
- Croisière au coucher du soleil sur le Danube
- Visite du Blue Train de Tito, témoin unique de l'histoire yougoslave
- Découverte du Pavillon France
- Balade en tramway musical dans Belgrade
- Découverte de la forteresse de Kalemegdan
- Séjour au Hilton Belgrade 4 étoiles, idéalement situé au cœur de la ville
- Dîner dans le quartier bohème de Skadarlija
- **Voyage accompagné par Eric Chol,** Directeur de la rédaction de L'Express



VOTRE PROGRAMME

Cinq jours entre Expo, patrimoine et émotion

JOUR 1 — PARIS ✈ BELGRADE
Arrivée à Belgrade, accueil et transfert à l'hôtel. Embarquez pour une balade en tramway musical à travers les rues de la ville. En fin de journée, croisière au coucher du soleil sur le Danube, suivie d'un dîner en bord de fleuve.

JOUR 2 — IMMERSION À L'EXPO 2027
Journée entière consacrée à l'Expo 2027 avec votre VIP Pass pour un accès prioritaire à tous les pavillons. Visite du Pavillon France et découverte d'une sélection de pavillons emblématiques du monde entier. Dîner dans le quartier bohème de Skadarlija.

JOUR 3 — BELGRADE HISTORIQUE
Tour de ville panoramique et visite du Blue Train de Tito ainsi que du White Palace. Dégustation de spécialités locales en cours de visite. Exploration de la forteresse de Kalemegdan et de ses panoramas spectaculaires sur la confluence du Danube et de la Save.

JOUR 4 — BELGRADE OU ESCAPADE EN VOÏVODINE
Journée libre pour profiter de la ville à votre rythme ou excursion optionnelle à Sremski Karlovci et Novi Sad, entre vignobles, histoire et culture.

JOUR 5 — BELGRADE ✈ FRANCE
Temps libre selon votre horaire de vol. Transfert à l'aéroport et retour en France.

L'EXPRESS

avec myGO Event

**UNE EXPOSITION MONDIALE.
UNE CAPITALE À DÉCOUVRIR.
UNE EXPÉRIENCE À VIVRE.**

Retrouvez tous les détails de ce voyage exceptionnel sur :
- www.belgrade2027.fr

Ou en scannant ce QR code :

Renseignements :
En appelant du lundi au vendredi de 09h30 à 12h00 et de 14h00 à 18h00 le numéro suivant :

- Tél. 04 72 16 04 96
- event@mygo.pro







Les noces de la finance parisienne et de la défense

Investir dans l'armement n'est plus tabou. Le gouvernement appelle même les fonds français à accélérer, afin de réduire l'écart avec leurs homologues anglo-saxons ●

Jamais autant d'acteurs de la finance ne s'étaient si ouvertement pressés à un salon français de l'armement. Entre les blindés dernier cri, les missiles de croisière et les drones kamikazes, la dernière édition d'Eurosatory, organisée au mois de juin à Villepinte, au nord de Paris, a vu affluer en nombre banquiers et investisseurs. La Fédération bancaire française, qui représente l'ensemble des banques installées en France, y a pour la première fois rencontré des industriels. Au même titre que Weinberg Capital Partners, fondé par l'ancien patron de Sanofi, Serge Weinberg, et Tikehau Capital, deux acteurs majeurs du capital-investissement implantés dans le VIII[e] arrondissement de Paris et qui ont compté parmi les premiers à miser sur la défense.

Depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine, les financiers se jettent dans le grand bain du réarmement. Weinberg, qui gère à lui seul environ 1,8 milliard d'euros d'actifs, a ouvert la voie en 2023 en mettant sur pied un fonds dédié aux PME et ETI. « Nous avons brisé le tabou du financement de la défense et contribué à défricher le terrain », explique-t-on au sein de la société de gestion – qui compte dans ses rangs des ingénieurs experts des enjeux industriels pour épauler les profils de financiers plus classiques. Le fonds, baptisé WCP Eiréné, est parvenu à décrocher 275 millions d'euros auprès de banques, assureurs, family offices et institutionnels publics. Un second fonds, de taille plus modeste et destiné à dégainer des tickets d'investissement de 5 à 15 millions d'euros, est sur les rails.



Elsa Trujillo
Journaliste défense et renseignement

FILIÈRE SOUS TENSION

La grand-messe du financement de la défense, organisée en mars 2025 à Bercy par le gouvernement, a fait office d'électrochoc pour un milieu longtemps rétif à frayer avec les industriels de l'armement. Le besoin de financement de la base industrielle et technologique de défense (BITD) fait aujourd'hui consensus. Sur la dernière année, 30 véhicules d'investissement dédiés ont été créés, pour plus de 7 milliards d'euros, soit davantage que ces trente dernières années. Les six principaux groupes bancaires ont fait progresser leurs investissements de 25 % en 2025, pour atteindre les 46,6 milliards d'euros. Huit mois après son lancement, le fonds défense de Bpifrance, qui s'adresse aux épargnants français, a dépassé en juin la barre des 100 millions d'euros et commencé à investir dans une vingtaine de sociétés. La banque publique dirigée par Nicolas Dufourcq vise les 450 millions d'euros.

Fait singulier, les armées sont sorties de leur réserve pour s'allier à plus de 80 fonds de capital-investissement, amenés à contribuer à l'effort de défense. Ce « club des investisseurs », adossé à la Direction générale de l'armement (DGA), s'est pour l'heure tout au plus essayé à quelques réunions, auxquelles ont été conviées Weinberg Capital Partners et Tikehau. Cette dernière société, dirigée par Antoine Flamarion et Mathieu Chabran, est assise sur près de 400 millions d'euros rassemblés pour investir dans la défense et l'aéronautique. Aucun plan d'action concret n'a jusqu'à présent émergé des discussions de ce club.

Au mois d'avril, le ministre de l'Economie Roland Lescure et Catherine Vautrin, la ministre des Armées, ont battu le rappel. Réunis à l'Ecole militaire, les banquiers et investisseurs de la défense ont été invités à « changer de braquet », notamment face à la menace d'un conflit de haute intensité. La filière, qui emploie plus de 220 000 salariés répartis au sein de 4 500 entreprises, est sous tension pour produire plus et répondre à la mobilisation au nom de l'économie de guerre.

« Tout le monde veut investir dans la défense mais sans trop se mouiller, ni investir gros », glisse un banquier d'affaires, qui déplore le réveil encore timide de la place parisienne. « Nous manquons en France d'acteurs capables de faire de la grande capitalisation dans la défense et de dégainer des tickets de 500 millions d'euros », abonde un gestionnaire de fonds parisien : « Les grands fonds stratégiques que je rencontre à l'étranger peuvent

mettre jusqu'à dix fois plus que les Français ». Ces poids lourds du secteur, souvent américains, s'appellent Carlyle, KKR ou Warburg Pincus. Investisseur historique de la défense, Carlyle a déployé depuis plus de trente ans plus d'une dizaine de milliards de dollars aux Etats-Unis et en Europe. Et Warburg cherche à réunir 1,5 milliard d'euros pour le seul financement de la défense.

AVERSION AU RISQUE

Pour l'heure, les véhicules d'investissement installés par Weinberg, Tikehau ou leurs concurrents se concentrent essentiellement sur les entreprises de taille intermédiaire, au carnet de commandes rempli, dont il s'agit d'accompagner la croissance. Eiréné a ainsi, début septembre, racheté un fabricant de tentes et d'abris militaires, I-4S, qui compte parmi ses clients les armées françaises et celles de pays de l'Otan. Son dernier investissement remontait à juin 2025. A l'automne dernier, une société de gestion a créé la surprise en remportant un appel d'offres de la Direction générale de l'armement. Il s'agissait de gérer un fonds de défense en concertation étroite avec les pouvoirs publics. Latour Capital, qui joue la carte de la souveraineté, pilote depuis un véhicule d'investissement conséquent, doté de 400 millions d'euros.

« L'industrie de la défense ne diffère pas des autres industries aux yeux d'un investisseur. Les conditions habituelles, dont la qualité des actifs, des dirigeants, de la stratégie de l'entreprise, doivent être réunies. Il faut démystifier le sujet », poursuit notre gestionnaire de fonds. « Le financement de la défense souffre en France de deux angles morts : l'accompagnement en tout début de parcours des start-up innovantes, qui doivent prendre des risques et investir massivement avant de commencer à générer du chiffre d'affaires, et celui des entreprises déjà bien installées et amenées à s'industrialiser. Dans les deux cas, l'aversion au risque est hallucinante », note Pierre-Elie Frossard, fondateur de SouvTech Invest, une plateforme de financement participatif dédiée à la défense. Certains dirigeants de start-up françaises, essentiellement dans le secteur de l'intelligence artificielle militaire, confient contourner les acteurs nationaux au profit d'investisseurs britanniques ou américains, jugés plus pragmatiques, mieux dotés et plus accoutumés aux enjeux militaires.

Le 27 août, au fil de la rencontre des entrepreneurs de France organisée à Roland Garros par le Medef, le patron de l'armement français, Patrick Pailloux, est venu rappeler les attentes de la DGA et la nécessité d'inscrire la mobilisation du secteur financier dans la durée, pour « renforcer la souveraineté nationale et l'autonomie stratégique ».

Une piste longtemps écartée est de plus en plus soupesée par les pouvoirs publics : celle du renforcement de la place des marchés boursiers dans le financement des entreprises de la défense. Avec tous les risques et obligations de transparence que comporte une ouverture du capital. La dernière introduction en Bourse du secteur à Paris remonte à… juin 2024, avec celle d'Exosens, une entreprise spécialisée dans la vision militaire nocturne, qui a failli passer sous pavillon américain. ✷

QUELQUES DATES

Mars 2025
Sommet de Bercy sur le financement de la défense

Juin 2025
La Direction générale de l'armement lance un « club des investisseurs »

Avril 2026
Le gouvernement presse le secteur financier de « changer de braquet »



JONATHAN UTRACIK



Confidentiel

Les ingérences américaines prises au sérieux

Les sphères Maga et pro-Trump, très actives en ligne, sont désormais dans les radars du Quai d'Orsay. Le ministère des Affaires étrangères *(photo)* vient de mettre sur pied une discrète « task force » chargée de surveiller de plus près les ingérences américaines à même de déstabiliser la prochaine élection présidentielle française. Une initiative qui percute les efforts de la diplomatie française… pour se réconcilier avec Washington.

Paris attend en effet le feu vert de l'administration américaine au sujet de la nomination de son futur ambassadeur aux Etats-Unis, Aurélien Lechevallier. Ce 11 septembre, la France s'est résolue à un acte de contrition discret, via un communiqué de « regrets » publié par la mission permanente de la France auprès de l'ONU à Genève. Il s'agissait de lever le blocage américain contre la nomination de Lechevallier, consécutif à un précédent tweet de cet organe, le 25 avril. « Les Etats-Unis étaient autrefois un phare des droits humains. Ce n'est plus le cas », avaient écrit les diplomates français.

Les consulats français dans le viseur de Bercy

Réduire les dépenses, et vite. Sur fond de tour de vis budgétaire généralisé, l'Inspection générale des finances, rattachée à Bercy, a cet été appelé l'Etat à faire le ménage dans les primes et indemnités de ses agents. L'une de leurs propositions, lancée au fil d'une réunion en juillet, a suscité une levée de boucliers dans les rangs du Quai d'Orsay : fermer 21 consulats français de pays émergents, jugés inutiles et dispendieux. Les diplomates se sont vivement opposés à cette piste, qui ne figure pas dans le rapport final de l'IGF. Encore dotée du troisième réseau diplomatique au monde, la France dispose de 72 consulats à l'étranger. ✶



VU D'EUROPE

1 ●

Ciblage

Le général Ireneusz Nowak, commandant opérationnel des forces armées polonaises, se dit convaincu « à 80 % » que le missile de croisière russe Kh-101, qui s'est écrasé dans un champ de colza en Pologne le 30 juillet, a été programmé pour frapper le territoire polonais. L'analyse de sa trajectoire ne fait apparaître, selon lui, aucune cible plausible en Ukraine. (*Rzeczpospolita,* Varsovie, 12 septembre)

2 ●

Scénarios

Donald Tusk, le Premier ministre polonais, a révélé avoir reçu directement du directeur de la CIA John Ratcliffe un rapport « assez précis » sur les événements possibles dans les prochains mois. Il a estimé que Varsovie et l'Europe devaient se préparer à plusieurs offensives russes de tout ordre, sur le front ukrainien et sur le flanc oriental de l'Union européenne. (*TVN24,* Varsovie, 10 septembre)

3 ●

Ceuta

La polémique enfle en Espagne sur le rôle du Centro national de Inteligencia (CNI), le renseignement extérieur, lors de l'arrivée massive de migrants à Ceuta, fin juillet. Bien que le ministre de l'Intérieur affirme n'avoir reçu aucun avertissement, la centrale madrilène aurait demandé auresponsable local du CNI d'alerter la délégation du gouvernement. (*El País,* Madrid, 13 septembre)

4 ●

Habilitations

L'Allemagne refuse désormais des centaines de demandes de visa émanant de chercheurs chinois, sur fond de craintes d'espionnage scientifique. Les autorités examinent particulièrement les CV des chercheurs susceptibles d'accéder à des technologies sensibles. (*Die Süddeutsche Zeitung,* Munich, 10 septembre)

P.KOVALENKOV/SHUTTERSTOCK - JONAS KALMBACH

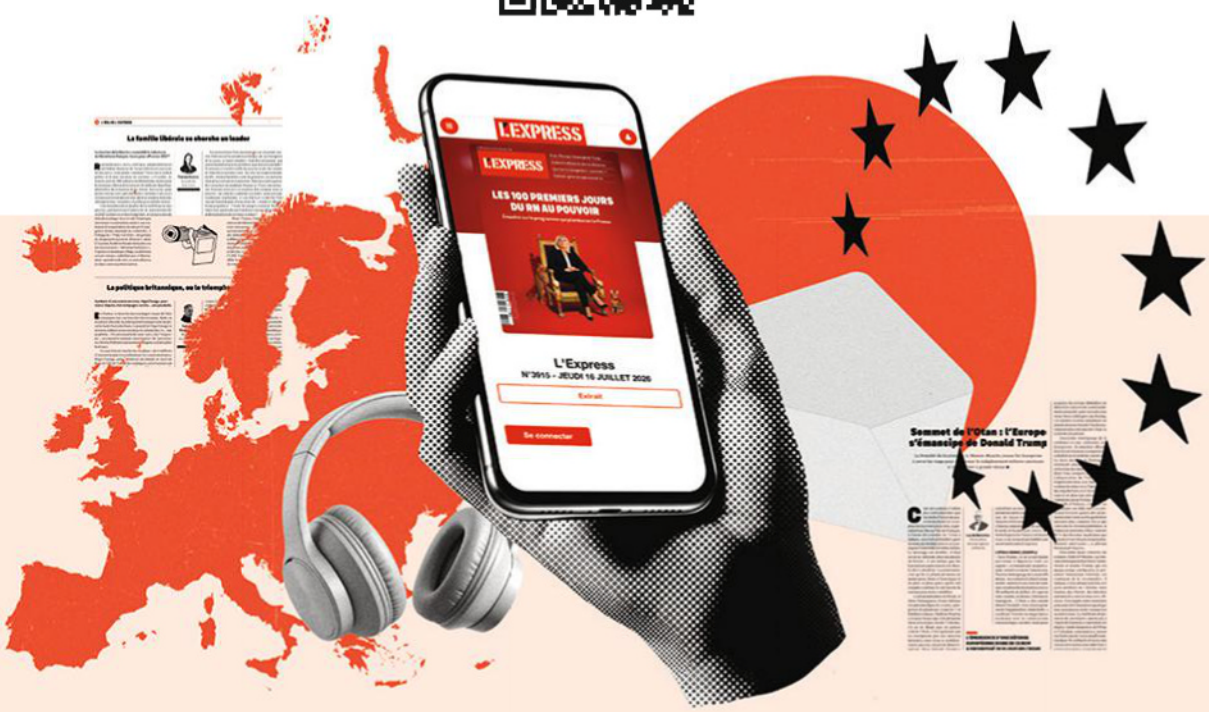
L'EXPRESS

96€

au lieu de ~~199 €~~

1 AN D'ABONNEMENT
DIGITAL + PAPIER

S'ABONNER



L'immigration, entre réalités et fariboles

Alors que la campagne présidentielle ravive les polémiques sur le sujet, le spécialiste Patrick Stefanini remet de la rationalité dans le débat et appelle les candidats à éviter les seuls slogans ●

Quand arrive une élection présidentielle, le sujet suscite toujours un bruit particulier. L'immigration ne figure pas, dans les dernières enquêtes d'opinion publiées, parmi les thèmes prioritaires, devancée par le pouvoir d'achat, la sécurité ou l'inflation ; mais elle arrive toujours en quatrième ou cinquième position. Si elle est en tête, c'est au classement des vérités que les premiers ne veulent pas voir, des fariboles que les deuxièmes aiment débiter, des fantasmes que se plaisent à entretenir les troisièmes. Raconter des sornettes n'est pas exactement le genre de Patrick Stefanini, dont le livre *Immigration. Ces réalités qu'on vous cache* (éditions Robert Laffont), vendu à près de 15 000 exemplaires, avait marqué les esprits. Il fut, à la fin des années 1980, sous-directeur des étrangers et de la circulation transfrontière au ministère de l'Intérieur, puis est nommé à la tête du comité interministériel de contrôle de l'immigration en 2005, avant de devenir représentant spécial sur l'immigration au ministère de l'Intérieur. Autant dire que c'est un spécialiste de la question *(Voir son interview complète sur Lexpress.fr)*.

A l'aube de la campagne électorale, il lance un avertissement : « Le réel va rattraper les politiques, et il va rattraper le futur président



T. ADELAJA/REUTERS



Eric Mandonnet
Rédacteur
en chef politique

de la République et son gouvernement, qu'il s'agisse du déclin de la natalité, du nombre croissant de métiers en tension, des dysfonctionnements du marché du travail et du choc des souverainetés. Je n'ignore pas qu'il faut séduire les électeurs mais les Français ne prendront pas des vessies pour des lanternes. S'agissant de l'immigration, il faut que les débats aillent au fond des choses. Je comprends qu'elle ait démarré sur des slogans ou sur des raccourcis, mais les Français ne s'en contenteront pas. »

Vous voyez bien que vous voyez mal… Chacun y va de sa proposition de référendum. Patrick Stefanini met en garde : « Il y a une instrumentalisation par les responsables politiques du débat constitutionnel sur l'immigration et du recours au référendum. Tout le monde veut chambouler la Constitution alors que certains sujets peuvent être traités par une loi simple : le droit de la nationalité, par exemple, qui relève du Code civil… Pour instaurer des quotas en matière d'immigration familiale, il faut réviser la Constitution. Pour la modifier sur le fondement de l'article 89, il faut, avant même tout référendum, que l'Assemblée nationale et le Sénat votent le texte en termes identiques, à la virgule près. Ce n'est pas gagné. »

Rien n'est consensuel, pas même l'immigration de travail. Les insoumis de Jean-Luc Mélenchon font parler d'eux en prônant de régulariser « les travailleurs sans papiers, ceux qui sont en formation et les parents d'enfants scolarisés » – sans donner de chiffres. « La proposition de LFI ne règle rien à moyen et long terme car elle ignore nos enjeux démographiques et les dysfonctionnements du marché de l'emploi », répond Patrick Stefanini, qui souligne qu'en raison d'une natalité en baisse, les métiers en tension, qui existaient auparavant dans certains secteurs et dans certaines régions, touchent désormais des pans entiers de l'économie française, partout sur le territoire. « Il n'y a qu'une seule réponse crédible selon moi : la refonte radicale de notre système de formation professionnelle et des règles de l'indemnisation chômage pour parvenir à un meilleur fonctionnement du marché du travail. Les chômeurs qui refusent un emploi dans un métier en tension ou une formation conduisant à un tel emploi devraient être radiés après deux refus. Il ne faut pas se raconter d'histoires : sans ces deux réformes radicales, l'immigration de travail continuera de se développer en France en entraînant à terme un rebond de l'immigration familiale. » L'effet boule de neige s'explique ainsi : « Au bout de dix-huit mois et en vertu des règles du regroupement familial, l'immigration de travail génère une immigration familiale, dont les bénéficiaires se présentent quelques années plus tard sur le marché du travail. Ils ont beaucoup de mal à s'y insérer. »

« ON ÉVOQUE SOUVENT LA SOUVERAINETÉ MAIS ON OUBLIE DE DIRE QUE LA SOUVERAINETÉ DE LA FRANCE S'ARRÊTE LÀ OÙ COMMENCE CELLE DES AUTRES »

DES MESURES CRÉDIBLES ?

A l'autre bout de l'échiquier, le Rassemblement national s'est installé depuis toujours sur le terrain de l'immigration mais, au-delà de la posture idéologique qui est la sienne, le parti de Marine Le Pen est-il crédible dans les mesures qu'il propose ? Le 4 septembre, Jordan Bardella s'affiche au côté du Britannique Nigel Farage, chef du parti Reform UK, pour signer un protocole d'accord qui prône de refouler les clandestins vers la France. « C'est l'un des dossiers parmi les plus difficiles de la politique migratoire de la France, observe Patrick Stefanini. A Calais, on gère un problème très particulier : il s'agit d'une frontière extérieure depuis le Brexit mais dans le sens de la sortie de l'Union européenne et les autres pays européens s'en sont longtemps complètement désintéressés. Or le nombre de migrants qui empruntent avec succès cette route est important, la seule route migratoire qui soit davantage fréquentée étant celle de la Méditerranée centrale. »

La méthode des *« small boats »* mise au point par les passeurs est dévastatrice : très dangereuse pour les migrants (78 morts en 2024), très difficile à contrôler. Outre-Manche, le sujet est devenu emblématique et même hystérique. Lors de l'un de ses déplacements à Londres, Patrick Stefanini avait été frappé de constater que le nombre d'arrivées par *small boats* était dans le débat public une donnée encore plus importante que le nombre de chômeurs, alors que l'immigration clandestine en Grande-Bretagne ne vient pas principalement de là. Jordan Bardella a donc lui aussi voulu apporter une réponse spectaculaire. Décryptage : « Il est obsédé par une idée : refouler les clandestins aux frontières au mépris d'un principe fondamental de la Convention de Genève, à savoir le non-refoulement (si une demande d'asile est déposée, il faut l'étudier avant de refouler le cas échéant). Il veut se débarrasser de ce principe, ce qu'aucun politique aspirant à gouverner n'a jamais envisagé. Il a raison cependant sur un point : il faut freiner voire bloquer les arrivées de migrants dans le Calaisis. Comme ils y arrivent en provenance notamment d'Italie, il faut mieux contrôler nos frontières avec ce pays et pas seulement à Menton. Nous n'y parviendrons pas, en particulier en zone de montagne, sans l'aide de l'Italie. » Conclusion de Patrick Stefanini : « Le risque pour le RN est de provoquer un choc des nationalismes, l'Italie n'ayant aucune envie de conserver sur son sol une bonne partie des migrants qui débarquent à Lampedusa. »

La Palice ne l'eût pas mieux dit : les immigrés viennent de l'étranger. La dimension internationale du ➤➤

← **Jordan Bardella et le Britannique Nigel Farage, chef du parti Reform UK, le 4 septembre, après avoir signé un protocole d'accord qui prône de refouler les clandestins vers la France.**



dossier est donc essentielle. « On évoque souvent la souveraineté, mais on oublie de dire que la souveraineté de la France s'arrête là où commence celle des autres, rappelle le préfet. Notre souveraineté n'est pas supérieure à celle des autres. » On le voit avec la question de la reprise des clandestins. « Qu'un Etat n'accepte pas de reprendre ses citoyens en situation irrégulière en France est scandaleux, mais c'est sa souveraineté. Il faut se préparer au choc des souverainetés et la seule issue est la négociation d'un accord bilatéral. Prenons l'exemple des centres de retour. Comment les ouvrir dans un pays qui les refuse ? »

En juin 2023, dans L'Express, Edouard Philippe jette un pavé dans la mare en demandant la remise en cause d'un accord de 1968 avec l'Algérie sur les questions migratoires. « Cet accord repose sur l'illusion de la symétrie, qui ne correspond plus du tout à la réalité d'aujourd'hui : le nombre d'Algériens en France n'a rien à voir avec celui de Français en Algérie, constate Patrick Stefanini. On veut dénoncer cet accord. J'avais suggéré de menacer de le faire, pour pouvoir mieux le renégocier. Ce n'est pas exactement la même chose. Le droit international n'aime pas le vide : si on dénonce un accord, qu'est-ce qui le remplace ? S'agissant de l'Algérie, la majorité des juristes pensent que l'issue de la dénonciation est l'application aux ressortissants algériens du droit commun des étrangers, mais la question clé demeure : en quoi cette dénonciation facilitera-t-elle l'éloignement des clandestins algériens ? »

↑ La méthode des *small boats* est très dangereuse pour les migrants et très difficile à contrôler.



Bio express

Patrick Stéfanini est conseiller d'Etat, ancien préfet, et fut, notamment, secrétaire général du ministère de l'Immigration.

DES VÉRITÉS DIFFICILES À DIRE

La France, en passe de devenir « un confetti sur la planète », n'est pas toujours en position de force pour négocier. Exemple : « Qui peut imaginer que la priorité de la Chine soit de reprendre ceux de ses ressortissants qui sont en situation irrégulière en France ? » S'il fallait se mettre autour d'une table, la discussion tournerait forcément autour de beaucoup d'autres sujets. Et il ne faut pas croire que seuls les empires nous posent des problèmes. « A Mayotte, la France doit faire face à une véritable submersion migratoire en provenance non seulement des Comores mais aussi, depuis plusieurs années, de quelques pays du continent africain : République démocratique du Congo, Rwanda, Burundi, Somalie, Tanzanie. Nous avons peu de liens culturels avec ces pays. Certains d'entre eux comptent parmi les plus pauvres de la planète, ils refusent de reprendre leurs clandestins présents à Mayotte. Nous pouvons toujours agiter la menace de limiter les délivrances de visas, de revoir les avantages commerciaux dont ils bénéficient, de bloquer les transferts de fonds des migrants etc., leur extrême pauvreté les rend complètement indifférents à ce type de menaces. »

En matière d'immigration, il y a souvent un grand écart entre les mots et les actes – la preuve par l'Italienne Giorgia Meloni. Prenons la promesse phare du RN, le concept de double frontière (européenne et nationale). Balivernes !, prévient Patrick Stefanini. « Lorsque l'Allemagne, il y a dix-huit mois, a rétabli les contrôles aux frontières intérieures avec ses voisins, une partie de la classe politique a demandé que la France fasse de même, mais la France l'a fait depuis 2015. On n'a donc pas besoin de créer une double frontière. Sur le papier, elle existe déjà mais pour contrôler effectivement nos frontières avec l'Italie, l'Espagne, l'Allemagne, nous avons besoin de davantage de policiers, gendarmes et douaniers. Il faut le dire aux Français et leur dire comment on financera ces créations de postes dans la fonction publique. »

Dire la vérité… On mesure à quel point c'est difficile. Alors ne parlons pas du nombre de clandestins dans la France d'aujourd'hui, par définition impossible à connaître. « Un des moyens de répondre à cette question est de s'appuyer sur le nombre de bénéficiaires de l'aide médicale d'Etat, qui n'est attribuée qu'à des clandestins, 420 000 actuellement. Mais tous les clandestins n'y ont pas droit et tous ne la demandent pas. Il y a probablement entre 600 000 et 1 million de clandestins dans notre pays. » Partir de la réalité : pour des candidats à l'élection présidentielle, c'est parfois presque aussi difficile que d'arriver à des solutions. ✷

S. LECOCQ/REUTERS - IBO/SIPA PRESS/ROBERT LAFFONT

Echantillon crédible

Frédéric Dabi, le sondeur qui horripile les insoumis

A force de commenter les soubresauts de la vie politique, le directeur général de l'Ifop est devenu un visage familier des Français. Non sans susciter certaines controverses.

« Alors, Frédéric, on ne vous voit jamais à nos dîners de famille ! » Ce jour-là, début 2021, Emmanuel Macron, sourire en coin, s'amuse d'une rumeur qui s'est répandue sur les réseaux sociaux. Frédéric Dabi, le directeur général de l'Ifop, aurait un lien de parenté avec le chef de l'Etat. Pure invention, bien sûr, révélatrice toutefois d'un des grands fantasmes qui entourent la profession de sondeur : celui d'une consanguinité secrète avec le pouvoir. Le médiatique dirigeant de 57 ans, devenu un visage connu des Français à force de courir les plateaux télé pour présenter ses baromètres et ses « photographies de l'opinion à un instant T », comme il est devenu de coutume de préciser, n'échappe pas aux soupçons, tout au contraire.

« De tous, c'est lui qui concentre le plus de détestation, notamment venant des troupes insoumises », observe le patron d'un institut de sondages concurrent. Une hostilité qui le pique suffisamment au vif pour qu'il réplique. Celui qui s'apprête à commenter dans les médias, et pendant toute la campagne présidentielle, les études de l'Ifop, se fend fréquemment de SMS aigre-doux. La France insoumise organise en août 2026 une table ronde intitulée « Sondages et médias : comment manipuler l'opinion », sans convier le moindre sondeur ? « Drôle de conception de la démocratie », assène-t-il au député (LFI) Antoine Léaument, au milieu de quelques formules assassines, notamment sur Jean-Luc Mélenchon, surnommé « l'Etre suprême » des insoumis.

« Mais oui, je suis un affreux sondeur macronard germanopratin ! » rétorque-t-il à ceux qui l'accusent de connivence avec le pouvoir.

Un goût du bon mot, contracté auprès d'un instituteur de CM2, qu'il décline à l'envi : un autre député insoumis, Paul Vannier, est rebaptisé « Paul-Pot » ; Antoine Léaument est lui qualifié de « beriesque » – référence à Beria, le redoutable bras droit de Staline. Un de ses proches relève : « Il ne supporte pas de voir le travail de l'Ifop attaqué, c'est plus fort que lui, il se sent obligé de défendre sa maison », comme lorsque l'institut a publié une étude décriée sur les musulmans de France, en novembre 2025.



V. ISORE/IP3/MAXPPP

PROCÈS EN TRUCAGE

Les hostilités ont été ouvertes voilà plusieurs années par Jean-Luc Mélenchon lui-même, qui avait surnommé l'Ifop « Iflop ». En septembre 2025, le patron des insoumis prend directement à partie le sondeur sur X. « L'échantillon n'est pas crédible et ça se voit, monsieur Dabi », ou encore : « Monsieur Dabi, vous exagérez la magouille ». Quelques mois plus tôt, au printemps 2025, Antoine Léaument l'avait convoqué à l'Assemblée nationale, dans le cadre de la commission d'enquête concernant « l'organisation des élections en France », dont il était le rapporteur. « Leurs études comportent les plus grands écarts de représentation entre l'électorat de Mélenchon et de Le Pen, je voulais donc comprendre les méthodes de redressement de M. Dabi », se justifie auprès de L'Express l'élu de l'Essonne, en référence à cette méthode par laquelle les sondeurs corrigent certains déséquilibres de leurs échantillons. Elle vaut aux instituts de sondages de nombreux procès en trucage, Frédéric Dabi figurant parmi les principaux accusés. Lui défend son éthique, rappelle les écarts

minimes entre les projections de l'Ifop et les résultats des dernières élections.

On l'accuse de connivence avec le pouvoir, parce qu'il participe à un séminaire gouvernemental à huis clos, ou que des images de lui discutant, le 14 juillet, avec la porte-parole du gouvernement, Maud Bregeon, circulent sur les réseaux sociaux ? Lui préfère ironiser auprès de L'Express : « Mais oui, je suis un affreux sondeur macronard germanopratin ! » Ceux qui le connaissent lui reconnaissent un attrait pour les mondanités. A l'heure du déjeuner, on le retrouve aux meilleures tables de la capitale, chez Guy Savoy ou chez Fauchon, où il a son rond de serviette. Et son carnet d'adresses, épais comme un guide Michelin, s'étend jusque dans les rangs du confidentiel cercle Ader, réseau de la réserve citoyenne de l'armée de l'air. Parrainé par le général André Lanata, le sondeur l'a rejoint en 2017, en même temps que Thomas Pesquet et Michel Drucker, avec le grade honorifique de colonel – distinction cocasse pour celui qui s'était fait dispenser de service militaire.

UNE MINUTIE MONASTIQUE

Son goût du contact est né à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), où il a grandi au sein d'une famille juive qui a longtemps tenu une pharmacie fréquentée notamment par feu le maire André Santini. Lui qui rêve dans un premier temps d'enseigner l'histoire achève sa première année à la Sorbonne lorsqu'une amie de la famille lui ouvre les portes de l'institut de sondages Sofres. « Le seul piston dont j'ai bénéficié », souligne Frédéric Dabi, qui se souvient avoir passé une bonne partie de ce stage auprès de la photocopieuse. Une première expérience qui lui offre l'occasion de croiser dans les couloirs les figures de l'entreprise, comme Jérôme Jaffré, qui, aujourd'hui encore, l'appelle « fiston ». Auprès de ses premiers mentors, Christophe Nadeau et Isabelle Lachaud, il y découvre le « quali », cette enquête de terrain qui permet de comprendre les tendances et l'évolution de l'opinion publique. « Pour m'entraîner, Isabelle organisait de faux entretiens avec des amis à elles », raconte-t-il.

Quelques années plus tard, c'est l'Ifop qui lui offre son premier CDD. La sagacité et l'endurance du jeune homme époustouflent celle qui en est alors la directrice. « Je l'avais trouvé absolument formidable. On sentait qu'il aimait ça », se souvient Laurence Parisot. L'ancienne propriétaire et présidente de l'Ifop, comme le politologue Stéphane Rozès, son second patron, sont d'une exigence sans équivalent. « Je n'osais pas même aller aux toilettes ! », rit Frédéric Dabi, qui se souvient encore d'une des phrases fétiches de l'ancien directeur de l'institut CSA : « Un bon sondeur, c'est un bénédictin. »

A la bonne heure pour Frédéric Dabi, qui, à 30 ans à peine, compulse déjà et vérifie tout avec une minutie monastique. « C'est probablement, dans sa génération, celui chez qui l'exigence éthique est la plus profondément ancrée », glisse l'ancienne patronne du Medef. Trente ans après ses débuts, l'ex-stagiaire est désormais actionnaire de l'Ifop, dont il détient 2 % du capital.

« TROP À GAUCHE » POUR CNEWS

Après un court passage à l'institut CSA, de 2000 à 2003, Frédéric Dabi développe l'Ifop avec son complice de toujours et autre visage de l'entreprise, Jérôme Fourquet. « Jérôme a toujours été le rat de bibliothèque du duo, Frédéric, lui, est davantage un homme de scène, à son aise dans la lumière », observe une source proche des deux sondeurs, liés par une amitié indéfectible. Peu avant la pause estivale, Frédéric Dabi lance ainsi à son vieux complice : « Maintenant que nous sommes amis depuis trente ans, nous pouvons enfin nous fâcher ! »

Avec Serge Nedjar, en revanche, la brouille est consommée. Naguère dans les meilleurs termes, le patron de CNews et celui de l'Ifop ne s'adressent aujourd'hui plus la parole. La rupture remonte au printemps 2021. L'Ifop vient de décrocher un appel d'offres de TF1. Dans les couloirs de CNews, Serge Nedjar fulmine, et traite, selon des sources en interne, le spécialiste de « traître ». « Peu à peu, j'ai constaté les conséquences concrètes de cette hostilité, raconte Frédéric Dabi : une interview accordée au *JDD* à l'occasion de la sortie d'un de mes livres a été supprimée du journal. On m'a expliqué que Serge Nedjar avait appelé Vincent Bolloré en présentant l'Ifop comme un ancien partenaire qui les avait trahis et en exigeant que l'on retire l'entretien. » D'après plusieurs sources, Serge Nedjar, qui n'a pas souhaité donner suite aux sollicitations de L'Express, a ultérieurement multiplié les démarches pour exclure les sondages de l'Ifop de *Paris Match* et du *JDD,* trouvant Frédéric Dabi « trop à gauche ». Divorce définitivement acté lorsque François Kraus, directeur du pôle politique et actualités de l'Ifop, oppose sur France Inter le sérieux du service public aux pratiques de CNews.

Habitués à ce que Frédéric Dabi décroche son téléphone, les journalistes se sont heurtés cet été au silence du combiné. Pour la première année, peut-être, l'infatigable quinquagénaire a décidé de « véritablement couper » pendant ses trois semaines de vacances, passées avec son conjoint en Autriche et dans le sud de la France. C'est que l'année qui s'ouvre s'annonce plus sportive que jamais. A peine rentré, le voilà déjà en train d'enchaîner les déjeuners dans les meilleurs restaurants de Paris, les interventions dans les grands médias et les événements qui animent la rentrée politique. Mais à quoi d'autre pourrait ressembler sa vie ? ✶ AMBRE XERRI

QUELQUES DATES

1995
Première embauche à l'Ifop

2017
Entrée dans le réseau Ader

2025
Publication de l'étude sur les musulmans de France

« MAINTENANT QUE NOUS SOMMES AMIS DEPUIS TRENTE ANS, NOUS POUVONS ENFIN NOUS FÂCHER ! »

Quatre-vingts ans de mémoire et deux jours d'indignation



KATE COPELAND

UNE CHRONIQUE DE JEAN-FRANÇOIS COPÉ

A force de traiter chaque nouvelle percée de l'extrême droite comme une étape presque attendue de la vie politique européenne, l'exceptionnel finit par devenir une habitude.

Jamais l'AfD n'avait atteint un tel niveau lors d'un scrutin régional en Allemagne : 43,8 %. Quatre-vingts ans après la chute du nazisme, un parti dont l'un des anciens chefs de file affirmait que tout membre des SS « n'était pas automatiquement un criminel », rassemble près de 1 électeur sur 2 en Saxe-Anhalt. Trois sièges seulement le séparent de la majorité absolue. Et pourtant, l'événement n'aura occupé l'espace médiatique que quarante-huit heures. Quelques réactions indignées, avant d'être emporté par l'actualité suivante.

A force de traiter chaque nouvelle percée de l'extrême droite comme une étape presque attendue de la vie politique européenne, l'exceptionnel finit par devenir une habitude. Depuis 1945, le rejet absolu du nazisme fait partie intégrante d'un travail de mémoire colossal de l'est à l'ouest du pays. Et pourtant, il n'aura fallu que treize années d'existence à un parti néonazi pour accéder aux portes du pouvoir. Et ce signal d'alerte ne s'arrête pas au Rhin. C'est toute l'Europe qu'il doit réveiller.

PSEUDO-INDIGNATION

En France, nous avons assisté à quarante-huit heures de pseudo-indignation alors qu'il en faudrait bien plus pour analyser les 302 mesures du programme délirant du parti. Un programme qui tient en quatre mots : « remigration », falsification, ségrégation, capitulation.

La « remigration » d'abord. Un plan qui, selon certains cadres du parti, ne viserait pas seulement les réfugiés en situation irrégulière, mais aussi des personnes résidant légalement en Allemagne et des citoyens allemands d'origine étrangère, jugés insuffisamment assimilés. La falsification d'une histoire dont l'enseignement devrait exalter sans nuance Bismarck et la grandeur du IIe Reich. En revanche, quand on parle des années 1930, le discours change en qualifiant son enseignement de « perpétuation d'une névrose », pour rappeler les termes de l'AfD.

Troisième concept : la ségrégation. A l'école, les enfants porteurs d'un handicap seront placés dans des classes distinctes. Les homosexuels accusés de « déviances » car ils ne correspondent pas au modèle familial promu par l'AfD sont stigmatisés au même titre d'ailleurs que les familles monoparentales que le parti refuse de présenter comme « normales ».

LEVÉE DES SANCTIONS

Et enfin la capitulation. Capitulation face à la Russie en réclamant la levée des sanctions contre Moscou et la remise en service du gazoduc Nord Stream au moment même où l'Europe cherche à asseoir son indépendance énergétique et où les Ukrainiens se battent pour leur sécurité (et la nôtre !).

Quarante-huit heures auront aussi suffi à révéler les deux stratégies utilisées par l'extrême droite française à l'approche de 2027. D'un côté, le RN et son double langage bien léché. Jean-Philippe Tanguy raconte être sorti « terrorisé » d'une rencontre avec les dirigeants de l'AfD en 2019, tant leurs positions l'auraient choqué, mais il ne semble pas pour autant apeuré quand ses amis eurodéputés du RN, menés par Jordan Bardella, votent main dans la main avec l'AfD pour défendre les intérêts russes. Que ce soit pour le rejet de la sortie du gaz russe ou encore en s'opposant au prêt européen de 90 milliards d'euros en faveur de l'Ukraine.

FANTASMES IDENTITAIRES

De l'autre côté, à rebours de cette tentative de dédiabolisation, Reconquête fait le choix d'une radicalisation à l'extrême. Fidèle à sa ligne de 2022, le parti s'enferme dans ses fantasmes identitaires et joue la surenchère. Eric Zemmour applaudit la victoire de l'AfD comme l'« heure de vérité » qui « sonnera partout », Sarah Knafo qui siège avec eux au Parlement européen, célèbre quant à elle « tout un continent qui se soulève ».

Le parti d'extrême droite allemand serait désormais un véritable exemple, une réussite à reproduire ? Et cette surenchère est d'autant plus aisée que les lignes rouges s'effacent progressivement. Quand ce qui aurait provoqué un scandale hier finit aujourd'hui par passer pratiquement inaperçu, il devient beaucoup plus simple d'assumer l'ignominie sans même avoir à s'en justifier.

« Plus jamais ça ! » répétaient nos grands-parents au lendemain des deux atroces guerres mondiales du XXe siècle. Ah bon ? ✷

Jean-François Copé, ancien ministre, est le maire (LR) de Meaux (Seine-et-Marne).

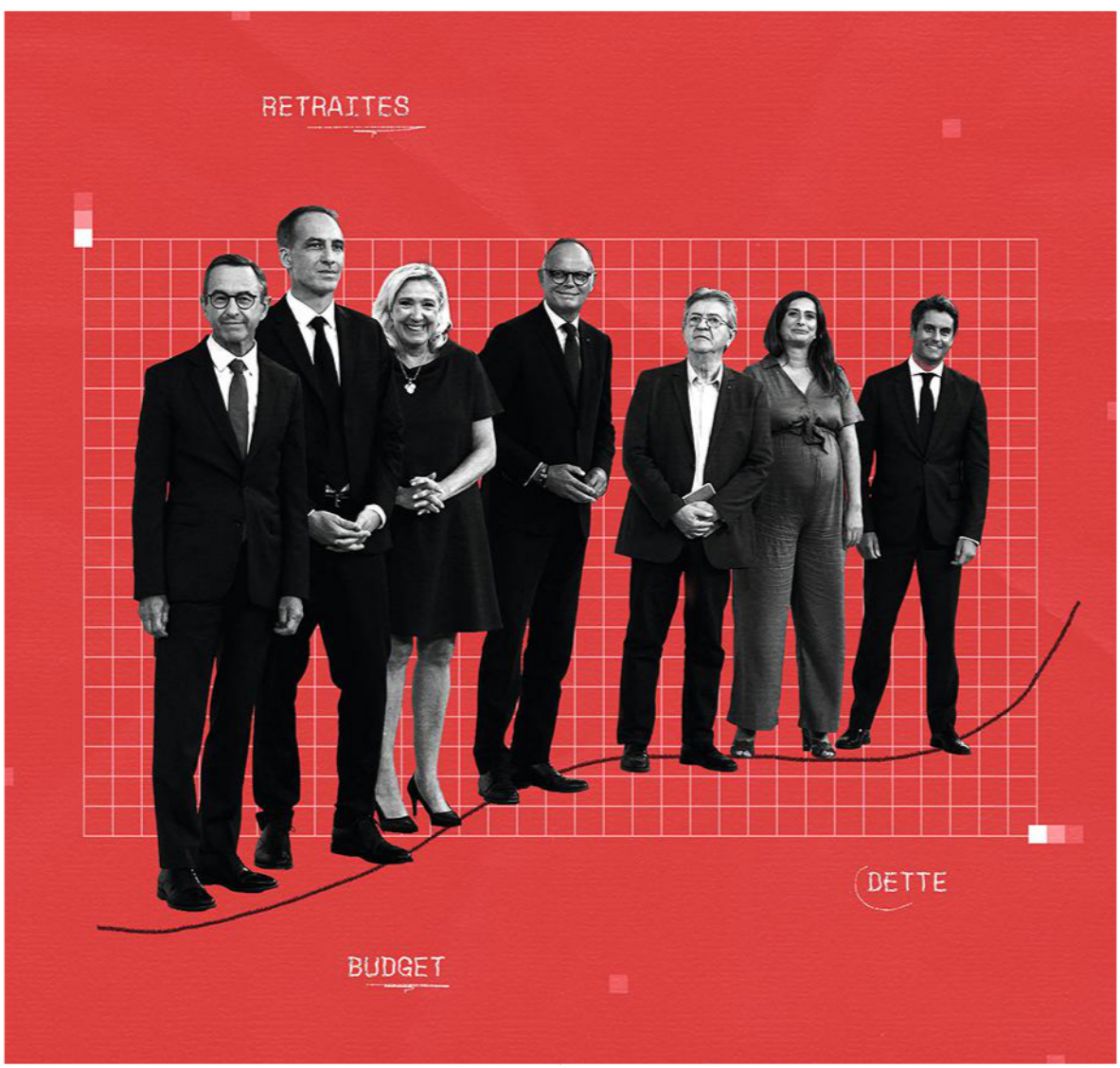
XAVIER JARAVEL ET VINCENT PONS

« Les candidats ne pourront pas épargner les retraités »

Deux des coauteurs des *Politiques économiques à l'épreuve des faits*, professeurs à la London School of Economics et à la Harvard Business School, passent au crible les propositions de mesures qui émergent au fil de la campagne présidentielle ●



Propos recueillis par Thomas Mahler
Directeur adjoint de la rédaction



S. LECOCQ/REUTERS - L'EXPRESS

→ **« Ce serait déjà rassurant si les candidats pouvaient s'engager sur le fait de produire un effort budgétaire de 125 milliards d'euros. Ça donnerait un cap. »**

C'est une bible pour les candidats à l'élection présidentielle, comme pour les électeurs. Dans *Les Politiques économiques à l'épreuve des faits* (Odile Jacob), deux économistes, Xavier Jaravel et Vincent Pons, et deux hauts fonctionnaires, Emmanuel Monnet et Mathieu Peruyero, examinent ce que la recherche et les résultats empiriques nous apprennent sur l'efficacité de différentes politiques économiques. Quels sont les risques liés à l'endettement public ? Comment lutter contre les inégalités ou le chômage ? Comment stimuler la croissance et l'innovation ? Pour L'Express, Xavier Jaravel, professeur à la London School of Economics et président délégué du Conseil d'analyse économique (CAE), et Vincent Pons, professeur à la Harvard Business School et membre du CAE, passent au crible différentes propositions des candidats à la présidentielle.

La maîtrise des finances publiques est un enjeu majeur de la campagne présidentielle. Qu'est-il possible de faire pour stabiliser ou réduire la dette de la France ?

Xavier Jaravel Nous devons faire un effort de 125 milliards d'euros pour stabiliser la dette d'ici à la fin du prochain quinquennat. Certains postes de dépenses, comme la santé, les retraites, sont dynamiques du fait du vieillissement de la population. Si les candidats à la présidentielle pouvaient s'engager sur le fait de produire un effort budgétaire de cet ordre de grandeur, ce serait déjà rassurant, et cela donnerait un cap. Une chose est sûre : contrairement à ce qu'a proposé Jean-Luc Mélenchon, on ne peut pas annuler la dette, à moins de s'exposer à une sanction des marchés financiers.

Dans le livre, nous ne proposons pas un plan de réduction de la dette, mais nous donnons des ordres de grandeur sur les différents leviers qui peuvent être mobilisés. Ensuite, cela relève du choix politique. Ce qui est certain, c'est que les efforts doivent être portés par tous. On ne peut pas s'en remettre à une hypothétique croissance future, ou croire qu'on pourrait tout faire porter sur une petite catégorie de personnes, ou épargner des catégories importantes, comme les retraités.

Vincent Pons Ce qui est inquiétant quand on écoute le débat actuel sur la question, c'est qu'on a l'impression qu'il y a d'un côté le camp des conservateurs, qui disent qu'il faut rembourser la dette, et de l'autre des gens qui affirment qu'on peut s'en passer. L'idée selon laquelle il y aurait le choix est très étrange. A partir du moment où l'on dit qu'on ne va pas rembourser la dette détenue par la Banque centrale européenne ou qu'on va la réaménager, on est sur un terrain très glissant. On a vu ce qui s'est passé dans des pays comme l'Argentine quand l'Etat s'est lancé dans de telles politiques hétérodoxes. La dette est une promesse. Si on commence à revenir sur ses promesses, cela inquiète tout le monde, avec le risque d'une forte hausse des taux d'intérêt à la clé. L'enjeu est au contraire de rassurer tous ceux qui ont prêté à l'Etat français sur sa capacité à rembourser la dette et, d'abord, à stabiliser le ratio d'endettement, qui s'élève à 114 % du PIB.

« À PARTIR DU MOMENT OÙ L'ON DIT QU'ON NE VA PAS REMBOURSER LA DETTE DÉTENUE PAR LA BCE, ON EST SUR UN TERRAIN TRÈS GLISSANT »

Le débat n'est donc pas de savoir si on doit rembourser ou non, mais comment faire cet ajustement. On peut par exemple se donner pour objectif de rétablir une forme de justice intra- et intergénérationnelle. Les inégalités entre générations augmentent, puisque les retraités bénéficient de retraites beaucoup plus fortes que celles auxquelles leurs enfants et leurs petits-enfants auront droit, en ayant moins contribué que les gens qui sont aujourd'hui dans la population active. Diminuer les dépenses de retraites permettrait de réduire la dette tout en réduisant ces écarts. On pourrait aussi augmenter les droits de succession et de donation, en particulier sur les grandes fortunes, ce qui permettrait de contenir la hausse des inégalités de patrimoines héritées, sans faire peser de risque important sur l'activité économique. Ça serait une façon de montrer aux Français que l'effort pour réduire la dette est partagé de façon juste et équitable par tous.

Même le Rassemblement national défend aujourd'hui le principe d'une règle d'or budgétaire. Est-ce symbolique ou ce genre de mesure a-t-il son efficacité ?

X. J. On a des règles européennes que la France ne respecte pas. Quand vous partez d'une situation avec un déficit public élevé et que vous introduisez une règle à valeur constitutionnelle, celle-ci ne pourra pas être appliquée avant plusieurs années, car résorber le déficit va prendre du temps. A quel moment cette règle deviendra-t-elle donc vraiment contraignante ? Dans le système français, il faudrait avoir d'autres évolutions institutionnelles, pas seulement une règle d'or, mais aussi des réformes de la gouvernance. Nous devons avoir des projections de finances publiques fiables et à long terme. Nous sommes un des pays qui en ont le moins. Aux Etats-Unis ou au Royaume-Uni, le Parlement a beaucoup plus d'outils à sa disposition. Aux Pays-Bas, des institutions jouent un rôle central pendant les campagnes présidentielles. Il y a souvent des problèmes de crédibilité des programmes qui retiennent des chiffrages de finances publiques plus ou moins farfelus. Il faudrait discipliner les débats, en s'assurant au moins qu'on est d'accord sur les ordres de grandeur.

La France dépense beaucoup plus que ses voisins pour les retraites. Comprenez-vous que des ➤➤



Bio express
Xavier Jaravel, professeur à la London School of Economics, est le président délégué du Conseil d'analyse économique (CAE).



Bio express
Vincent Pons, professeur à la Harvard Business School, est membre du CAE.

CAE-WIKIMEDIA COMMONS

candidats parlent encore de revenir à un âge de départ à 62 ans (Marine Le Pen) ou même à 60 ans (Jean-Luc Mélenchon) ?

V. P. On a un corps électoral de plus en plus âgé. Cela s'explique par le vieillissement de la population, mais aussi par le fait que les électeurs plus âgés votent bien davantage que les plus jeunes. La mission des partis est de répondre aux attentes des électeurs. Quand un grand nombre d'électeurs sont ou seront bientôt à la retraite, ils sont donc tentés de leur promettre des retraites plus généreuses. Mais l'idée qu'il faudrait encore augmenter les transferts vers cette partie de la population est une aberration. Il faudrait au contraire réduire le poids des retraites. Cela passe-t-il par un allongement de la durée de cotisation ou par des prestations annuelles plus faibles ? C'est un débat politique. Mais, sur le plan économique, il est important de réduire la masse des transferts qui va aux pensions de retraite et de rediriger toute une partie de ces dépenses. En France, par exemple, trop peu de dépenses sont consacrées à l'éducation, avec un décrochage très fort du niveau de nos élèves.

Vous montrez que le facteur travail joue un rôle important dans le décrochage économique par rapport aux Etats-Unis. Même dans la zone euro, la France se distingue négativement dans ce domaine. La proposition d'Edouard Philippe de limiter à douze mois la durée de l'assurance-chômage pour les moins de 50 ans aurait-elle des effets positifs en la matière ?

X. J. C'est un exemple où l'analyse économique doit comparer les coûts et les bénéfices. Cette mesure peut inciter des personnes à revenir au travail plus rapidement, mais il sera aussi plus difficile de maintenir votre consommation si vos droits au chômage expirent. Une littérature abondante permet de mesurer cet effet. Il y a une certaine élasticité, c'est-à-dire un effet de retour à l'emploi quand vous réduisez la durée de cotisation. Mais cet effet est limité. Les études montrent que pour les personnes en deçà de 50 ans, rien ne permet sur le plan économique de dire qu'on aurait un système trop généreux. Même chose quand on fait des comparaisons internationales. Il y a quelques années, l'assurance-chômage était plus généreuse en France que dans la moyenne de l'Union européenne, mais ce n'est plus le cas. Depuis dix ans, au fil des réformes, la France a convergé vers les autres pays en la matière. En revanche, on a un système d'assurance-chômage plus généreux pour les plus de 55 ans. S'il y a des efforts à faire, ce serait plutôt pour cette partie de la population que pour le reste…



Les politiques économiques à l'épreuve des faits, par Xavier Jaravel, Emmanuel Monnet, Mathieu Peruyero et Vincent Pons. Préface de Philippe Aghion. Odile Jacob, 560 p., 39,90 €.

« POUSSER LES GENS À RETROUVER UN TRAVAIL TROP VITE PEUT RÉDUIRE LA QUALITÉ DE L'APPARIEMENT ENTRE LES OFFRES D'EMPLOI ET LES CHÔMEURS »

V. P. Il y a un décrochage de la croissance européenne, et en particulier française, par rapport aux Etats-Unis, qui s'explique par deux facteurs principaux : une plus faible productivité, avec moins d'innovation, et une moindre utilisation du facteur travail. Le chômage reste important en France, même s'il a un peu baissé ces dernières années. Réduire la durée de l'indemnisation par l'assurance-chômage peut avoir des effets positifs en termes d'incitation pour que les gens retrouvent un travail plus vite, car on sait que les chômeurs surestiment souvent leur probabilité de retrouver un travail avec le même niveau de salaire qu'ils avaient auparavant, et sous-estiment les risques liés à un chômage de long terme, notamment en matière de dépréciation de leur expérience. Mais des études montrent aussi que si on pousse les gens à retrouver un travail trop vite, cela peut les inciter à prendre un emploi qui ne correspond pas suffisamment à leurs compétences. Cela peut donc réduire la qualité de l'appariement entre les offres d'emploi et les chômeurs.

Beaucoup de candidats mettent en avant la réindustrialisation. Vous soulignez qu'il s'agit pourtant d'un levier très limité pour la France…

V. P. L'enjeu est d'augmenter la productivité, d'encourager l'innovation et surtout la diffusion de ces innovations. On a un retard sur les Etats-Unis, en particulier dans l'intelligence artificielle. Mais les innovations, qu'elles viennent des Etats-Unis ou d'Europe, mettent aussi trop de temps à se diffuser dans l'ensemble du tissu économique. C'est ça qu'il faut combler. Par ailleurs, nous avons en France un fétichisme sur l'industrie, qui rappelle certains fétichismes du président des Etats-Unis. Cette idée qu'il faudrait à tout prix remettre des industries est un peu étrange, car notre avantage comparatif ne se situe pas là. Ce n'est pas parce que les Américains ont décidé de lancer une guerre tarifaire contre le monde entier qu'il faut leur emprunter le pas. Le commerce international n'est pas un jeu à somme nulle. Les études montrent que les droits de douane imposés par Donald Trump durant ses deux mandats sont en réalité largement une taxe sur les consommateurs. Cela explique aujourd'hui une inflation aux Etats-Unis qui reste trop élevée, au-delà de 3 %.

Il ne faut bien sûr pas pécher par naïveté. Mettons en œuvre les instruments dont l'Union européenne s'est dotée, notamment pour répondre à du dumping prédateur de pays comme la Chine. Mais instaurer automatiquement un droit de douane de 30 % sur les importations chinoises, comme l'a proposé le Haut-Commissariat à la stratégie et au plan, serait une grave erreur. Elle se traduirait principalement par une augmentation des prix pour les consommateurs et pour les entreprises utilisant des produits venant de l'étranger. Et je ne parle même pas des répercussions qu'auraient les droits de douane adoptés par la Chine en guise de riposte. ✶

Comment les Anglais ont sauvé leur école et résistent au décrochage

Alors que le niveau des élèves baisse dans une grande partie de l'OCDE, l'Angleterre est l'un des rares pays à se maintenir. Le pays a su inverser la tendance après avoir traversé une crise de son modèle éducatif dans les années 1980 et 1990. De quoi inspirer la France ?

Pour les ministres de l'Education, la publication des résultats de Pisa relève souvent du cauchemar. Tous les trois ans, cette grande enquête internationale, qui mesure les performances des élèves en mathématiques, en sciences et en compréhension de l'écrit, vient raviver l'inquiétude sur la baisse du niveau scolaire, alimentant aussi les débats sur l'incapacité des systèmes éducatifs à endiguer les effets des écrans et des réseaux sociaux sur les plus jeunes. Mais ce 8 septembre, Lucy Powell, secrétaire d'Etat à l'Education du gouvernement britannique, a dû feuilleter le rapport avec plus de sérénité que la plupart de ses homologues occidentaux. Alors que la grande majorité des pays de l'OCDE ont vu leurs scores chuter depuis 2022, l'Angleterre s'est stabilisée en maths (0) et en compréhension de l'écrit (+ 1) et a même progressé en sciences (+ 13). A titre de comparaison, la France accuse désormais un écart de 33 points en sciences avec l'Angleterre, de 41 points en lecture et de 34 points en mathématiques *(voir page 18)*.

On en oublierait presque que le système éducatif anglais n'a pas toujours connu pareil bulletin de notes. A partir des années 1970, puis tout au long des années 1980 et 1990, le pays traverse même une profonde crise de son modèle éducatif : niveau jugé insuffisant pour un nombre trop important d'élèves, fortes inégalités entre territoires, mais aussi remise en cause d'une pédagogie accusée de ne pas accorder assez de priorité aux « savoirs de base ». Pour tenter d'inverser la tendance, les Anglais engagent alors un vaste plan de réformes déployées en deux temps : la première vague débute entre 1997 et le milieu des années 2000, sous la houlette du New Labour du Premier ministre travailliste Tony Blair, puis à partir de mai 2010, sous l'impulsion du conservateur David Cameron et de Michael Gove, secrétaire d'Etat à l'Education de 2010 à 2014, ainsi que Nick Gibb, ministre chargé des Ecoles pendant une grande partie de la période conservatrice.

↓ L'une des clés de la réussite ? « L'adoption de méthodes pédagogiques dont l'efficacité a été validée par la recherche. »



PICTORPICTURES/SHUTTERSTOCK

AUTONOMIE ET RESPONSABILISATION

Pour Sam Freedman, chercheur principal au think tank britannique Institute for Government, le succès de ces réformes s'explique d'abord par une incroyable continuité, malgré les alternances politiques. « Une même idée directrice consistait à donner beaucoup d'autonomie aux établissements, tout en les tenant fortement responsables de leurs performances et en leur donnant un cadre très clair sur les objectifs attendus », explique à L'Express cet ex-conseiller politique de Michael Gove de 2010 à 2013. Ce que le chef d'établissement britannique Robert Peal, coauteur avec Nick Gibb de *Reforming Lessons : Why English Schools Have Improved Since 2010 and How This Was Achieved* (Routledge, 2025), nomme le « double pilier de l'autonomie et de la responsabilisation », qui consiste à centraliser les objectifs tout en décentralisant la mise en œuvre.

C'est en réalité l'*Education Reform Act* de 1988, adopté sous Margaret Thatcher, qui en pose les bases, en mettant en place un programme d'enseignement obligatoire au niveau national, en accordant davantage d'autonomie budgétaire et administrative aux établissements et en donnant aux parents davantage de liberté dans le choix de l'école de leurs enfants. Au début des années 2000, le gouvernement de Tony Blair ➳

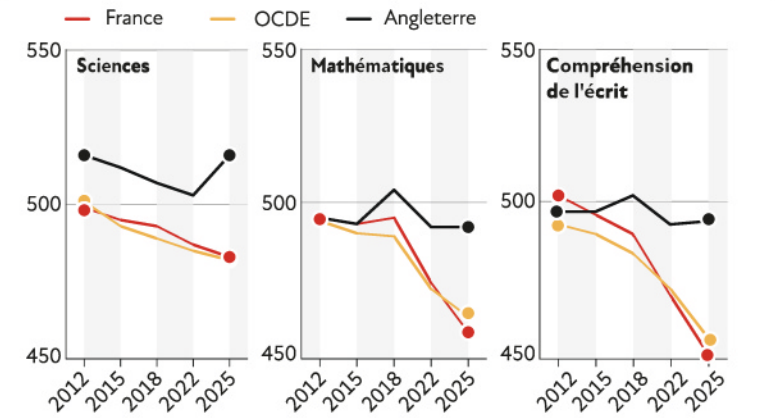
LE SUCCÈS DES RÉFORMES S'EXPLIQUE PAR UNE INCROYABLE CONTINUITÉ, MALGRÉ LES ALTERNANCES POLITIQUES

instaure l'*Academies Programme,* qui permet alors de transformer des écoles publiques traditionnelles en difficulté en *« academies »,* des établissements financés par l'Etat mais gérés de manière indépendante par des *« academy trusts »* à but non lucratif. Aujourd'hui, et après un prolongement de la réforme en 2010 par le gouvernement de David Cameron *(Academies Act),* 84 % des collèges et lycées anglais sont des *« academies »* ou des *« free schools »* (des établissements nouvellement créés sous le statut d'*« academy »*).

Mais la clé du succès réside moins dans l'autonomie elle-même que dans le fait de l'avoir assortie d'une forte responsabilisation, avec un cadre national très contraignant sur les résultats. En 2013, le gouvernement britannique a par exemple annoncé la création d'un nouvel indicateur « Progress 8 », qui mesure la progression de chaque élève entre la fin du primaire et ses 16 ans. L'idée ? Mieux tenir compte du niveau initial des élèves lorsqu'on compare les performances des établissements et ainsi mieux mesurer la contribution de chacun à leur progression.

Enquête Pisa : l'Angleterre maintient son niveau scolaire

Evolution des scores Pisa de la France et de l'Angleterre comparés à la moyenne des pays de l'OCDE



SOURCES : OXFORD UNIVERSITY CENTRE FOR EDUCATIONAL ASSESSMENT, DEPARTMENT OF EDUCATION, UNIVERSITY OF OXFORD AND UCL INSTITUTE OF EDUCATION

MAÎTRISER LES COMPÉTENCES FONDAMENTALES

Dernier pilier du succès anglais : « L'adoption de méthodes pédagogiques dont l'efficacité a été validée par la recherche », souligne Clio Dintilhac, experte en politiques publiques éducatives à la Fondation Bill & Melinda Gates et coauteure d'une note du Conseil d'analyse économique (CAE) sur les « enseignements à tirer des pays qui ont le plus progressé dans les classements internationaux ». Cette volonté de mettre l'accent sur la maîtrise des compétences fondamentales a en effet occupé une place centrale dans les deux vagues de réformes. A la fin des années 1990, Tony Blair a par exemple déployé les *National Literacy Strategy* et *National Numeracy Strategy* dans les écoles primaires, qui ont généralisé une heure quotidienne consacrée à la lecture et à l'écriture, ainsi qu'une leçon de mathématiques par jour, avec des résultats très nets.

Malgré leurs bons résultats, ces réformes ne se sont pas toujours faites sans difficultés. En 2013 et en 2014, la mise en place d'un nouveau programme national, davantage centré sur les connaissances que sur l'acquisition de compétences, a suscité de très vives oppositions. « C'est là que le volet de la responsabilisation a été très important, car le gouvernement a imposé l'idée selon laquelle il fallait prescrire un socle de connaissances aux enfants : la maîtrise de la table de multiplication, de la grammaire, du vocabulaire, etc., se souvient Robert Peal. Ce programme a été très fortement combattu par une grande partie de l'establishment éducatif. Mais douze ans plus tard, elles ont clairement eu des effets positifs », affirme ce professeur proche des conservateurs.

De quoi faire écho aux débats qui secouent la France et son modèle éducatif, souvent épinglé pour son conservatisme et son inertie. Car il est délicat, souligne Clio Dintilhac, de prendre à bras-le-corps les questions de méthodes d'enseignement sans donner le sentiment que l'on s'attaque à la sacro-sainte liberté pédagogique, véritable totem des organisations syndicales. Reste qu'« il faut qu'il y ait au moins un consensus pédagogique sur ce à quoi ressemblent les bonnes pratiques dans les classes », estime l'experte. Idée sur laquelle, assure-t-elle, « seraient alignés » les techniciens du Conseil scientifique de l'éducation nationale et les scientifiques : « C'est plutôt un problème de traduction sur le terrain. »

A quelques mois d'une élection présidentielle décisive, près de quarante ans de réformes outre-Manche offrent, à tout le moins, quelques pistes de réflexion aux candidats français. Le CAE recommande ainsi de donner davantage de marges de manœuvre aux établissements et aux acteurs qui sont au plus près du terrain. Mais cela ne peut réussir sans responsabilisation, prévient Clio Dintilhac : « C'est la condition d'une autonomisation réussie. » Une piste consisterait à renforcer le contrôle des établissements et la transparence de leurs résultats : « Cela permettrait de suivre la progression du niveau des élèves, de s'inspirer des méthodes des établissements qui réussissent et de mieux cibler ceux qui ont besoin davantage de soutien », continue la spécialiste.

Dernière leçon : de telles réformes ne passent pas nécessairement par une augmentation du budget de l'Education nationale. L'exemple écossais le montre : davantage de dépenses ne garantissent pas, à elles seules, de meilleurs résultats : en 2024-2025, l'Ecosse dépensait environ 20 % de plus par élève que l'Angleterre, tout en obtenant des scores Pisa significativement inférieurs dans les trois grandes disciplines. Une donnée qui mérite d'être méditée, alors même que la question de l'équilibre budgétaire s'annonce comme l'un des grands défis du prochain locataire de l'Elysée. ✶

BAPTISTE GAUTHEY

L'EXPRESS

Quand la géopolitique se shoote à l'héroïne ou au fentanyl

Dans *La Drogue au pouvoir,* Benjamin Sire montre à quel point opiacés et autres substances ont servi d'arme secrète depuis deux siècles, des guerres de l'opium au XIXe siècle pour soumettre la Chine jusqu'à l'actuel régime iranien dont le narcotrafic est l'un des piliers.

C'est la face cachée de la géopolitique. Alors que le narcotrafic est souvent appréhendé au niveau local, toute l'originalité de *La Drogue au pouvoir* de Benjamin Sire (Editions du Cerf) est d'élargir la focale. Comme l'explique le journaliste, rédacteur en chef des Electrons libres, la drogue représente « à la fois une arme d'intoxication sociale, une monnaie d'échange diplomatique et un moyen de financer le terrorisme ou la guerre ».

Au XIXe siècle, l'opium a servi aux puissances coloniales pour soumettre la Chine de la dynastie Qing. L'empire britannique met en place un commerce triangulaire : l'Inde fournit les champs de pavot, l'opium est vendu clandestinement en Chine, ce qui permet au Royaume-Uni de racheter du thé, une drogue bien moins dangereuse prisée par ses citoyens. L'opium provoque deux guerres conclues par les traités de Nankin (1842) et Tianjin (1858), ouvrant la Chine aux intérêts étrangers. A la fin du XIXe siècle, près de 10 % de la population chinoise souffre d'addiction. A l'arrivée au pouvoir de Mao en 1949, encore 20 millions de Chinois sont dépendants. Le régime saura s'en souvenir…

LE COUP DE MAIN DE LA CIA À LA FRENCH CONNECTION

La France coloniale fait également de l'opium un pilier de l'Indochine, avec un véritable monopole d'Etat. S'installe un « apartheid pharmacologique » : les fumeries se multiplient à Hanoï ou Hué, tandis que la France interdit le produit, bien consciente de ses ravages en matière de santé publique.

Durant la guerre froide, c'est au tour de la CIA de jouer un rôle trouble dans le trafic d'héroïne. Toute à ses obsessions anticommunistes, l'agence américaine s'allie au milieu corse à Marseille et favorise l'essor de la French Connection. Les Etats-Unis financent surtout des guérillas et coups d'Etat en Amérique latine pour contrer l'influence de l'ennemi idéologique dans son propre hémisphère, du Chili à Cuba en passant par le Guatemala ou le Nicaragua, encourageant ainsi des circuits parallèles propices aux armes comme aux drogues… Dans les rues de New York ou de Chicago, c'est une épidémie qui décime la communauté afro-américaine.

En 1971, Richard Nixon lance sa « guerre contre les drogues ». Son administration met la pression sur la Turquie, pivot du pavot, ce qui ne fait que déplacer le commerce d'opium vers le Triangle d'or en Asie du Sud-Est.



La Drogue au pouvoir, par Benjamin Sire. Editions du Cerf, 262 p., 20,90 €.

Les décennies suivantes voient le triomphe de la cocaïne. De 1981 à 1986, la CIA aide les Contras contre le mouvement sandiniste au Nicaragua. Or ces groupes sont alliés au cartel de Medellin. Mêmes compromissions au Salvador et au Guatemala. Mais l'argent sale de la drogue n'est pas l'apanage des « impérialistes ». Au Pérou, le groupe maoïste du Sentier lumineux taxe le coca pour financer la terreur.

L'AVÈNEMENT DES DROGUES SYNTHÉTIQUES

C'est sans doute le régime des mollahs qui détient la palme de l'hypocrisie. Benjamin Sire montre à quel point le narcotrafic est le pilier invisible du régime chiite. Opium et captagon enrichissent les Gardiens de la révolution et leur proxy, le Hezbollah. L'Iran monte un véritable partenariat avec le régime chaviste au Venezuela ou celui sandiniste au Nicaragua, eux aussi en guerre contre le « grand Satan » américain. La drogue sert à contourner les sanctions économiques, mais aussi à pervertir l'ennemi occidental. En 2024, selon les Nations unies, 14 % du trafic mondial d'opiacés et près de 4 % de celui de la cocaïne transite par l'Iran.

Le XXIe siècle marque l'avènement des drogues synthétiques. En Amérique, où les classes populaires sont frappées par la désindustrialisation, l'OxyContin et le Tramadol accoutument légalement des milliers de personnes aux opioïdes. Ces chevaux de Troie précèdent l'invasion du redoutable fentanyl, simple à produire dans des laboratoires improvisés. D'autant plus qu'en 2022, les talibans, de retour au pouvoir, interdisent toute culture du pavot en Afghanistan, ce qui dope encore les drogues de synthèse.

Le « père » du fentanyl, le pharmacologue belge Paul Janssen, a installé sa société pharmaceutique en Chine en 1985. Pékin y voit l'occasion de prendre une vengeance historique. Le régime mène un jeu double : d'un côté, Xi Jinping promet à Joe Biden ou Donald Trump de durcir le ton, de l'autre, la Chine tolère les triades et laboratoires, tirant des bénéfices économiques tout en fragilisant à peu de frais son adversaire géopolitique n° 1. ✶ **THOMAS MAHLER**

Dette, le jour d'après : le film d'une tempête française

Pour matérialiser la menace qui plane sur le pays, L'Express a interrogé une trentaine d'économistes, banquiers, hauts fonctionnaires et acteurs des marchés afin d'écrire le scénario d'une tourmente financière. Un récit encore fictif… Pour combien de temps ? ●

Le décor ? L'Assemblée nationale et un hémicycle plein à craquer ce mardi 13 octobre 2026. La veille, les débats sur le projet de loi de finances pour 2027 ont débuté, laissant à Sébastien Lecornu un goût de cendre. Un concert de sifflets et de noms d'oiseaux. Et surtout, une avalanche d'amendements, près de 4 500. Sans doute, le locataire de Matignon aurait pu choisir un plan B, la voie de la loi spéciale, cautère provisoire pour éviter des semaines de discussions et une paralysie de l'Etat. Mais le Premier ministre a voulu emprunter le chemin étroit de la responsabilisation des députés. Il monte rapidement la volée de marches qui le mène au perchoir. Le visage fermé de son ministre de l'Economie Roland Lescure lui rappelle la situation : la guerre entre les Etats-Unis et l'Iran qui redouble d'intensité, les menaces de mobilisation en Russie, les prix de l'essence au plus haut depuis quatre ans… Il faut un budget pour la France, et vite, décide-t-il, abattant la carte de l'article 49-3 pour abréger les débats. Dans la foulée, La France insoumise, les communistes et les écologistes déposent une motion de censure. Une partie de poker de quarante-huit heures débute alors. Le gouvernement a parié que certains socialistes rejoindraient le camp de la raison. Mais le calendrier de la primaire bouscule tout. Boris Vallaud, le chef des socialistes à l'Assemblée, et le patron du PS, Olivier Faure, déclarent qu'ils voteront la censure. Le RN, en embuscade, jubile, attendant que le fruit pourri tombe tout seul.

Le jeudi 15 octobre en fin d'après-midi, le gouvernement Lecornu II chute avec 295 voix contre. A l'Elysée, Emmanuel Macron ironise. Après tout, il n'aura qu'à renommer son champion une troisième fois pour gérer les affaires courantes jusqu'en avril 2027. Mais une déclaration inattendue venue des Etats-Unis électrise les marchés financiers. Interrogé sur la chaîne CNBC, Jamie Dimon, le patron de JP MorganChase, la plus grande banque américaine, se lance dans une diatribe contre l'Europe avec, au cœur, la France, décrite comme un poulet sans tête, incapable de se réformer. La charge est sévère et fait le tour de la planète. Dès le vendredi 16 au matin, les taux d'intérêt sur la dette française se tendent brutalement, le fameux *spread*, qui mesure l'écart entre les rendements français et allemands, se hisse à un niveau inédit depuis la crise financière en 2008. Durant le week-end, en Allemagne, l'affaire devient politique. Alice Weidel, la patronne de l'AfD, le parti d'extrême droite, galvanisée par ses récents succès électoraux, déclare qu'en cas de problème sur la dette française, jamais les Allemands ne mettront la main au porte-monnaie. Le 19 octobre, les taux à long terme tricolores tutoient les 5 %, contre 4,5 % à la mi-septembre. Les économistes de la direction du Trésor font leurs calculs : à ce niveau-là, la charge de la dette s'alourdira de 10 milliards d'euros en 2027, flirtant dangereusement avec la barre symbolique des 100 milliards. Certes, la France de 2026 n'est pas la Grèce de 2010, mais le tic-tac d'une tempête est enclenché.

EN COUVERTURE



Thibault Marotte
Journaliste économie



Béatrice Mathieu
Grand reporter économie

LUNDI 19 OCTOBRE, 8 HEURES, MINISTÈRE DE L'ECONOMIE : ROLAND LESCURE À LA MANŒUVRE

La voracité des marchés financiers, Roland Lescure la connaît bien. Dans sa vie d'avant, le ministre démissionnaire a hanté les salles de marché et il sait qu'une course de vitesse a débuté. Au petit matin, il réunit une cellule de crise pour acter la marche à suivre. Son credo : « Dans ce genre de cénacle, pour qu'elle fonctionne, il faut rassembler tous ceux qui sont nécessaires et uniquement ceux qui le sont.» Autour de la table : Bertrand Dumont, le patron du Trésor, son prédécesseur Emmanuel Moulin, désormais gouverneur de la Banque de France, et Antoine Deruennes, le directeur général de l'Agence France Trésor (AFT), qui a placé quelques heures avant la censure plus de 13 milliards d'euros de dette française sans difficulté. Les trois hommes le savent : les coupe-feu sont minces. Pour amortir le choc sur la charge de la



ANDREI COJOCARU D'APRÈS T. PADILLA - A. SCIARD/IP3 - T. BREGARDIS/*OUEST-FRANCE*/MAXPPP - D. BALIBOUSE - S. LECOCQ/REUTERS - SHUTTERSTOCK - L'EXPRESS

dette, Roland Lescure demande à l'AFT de tenter un tour de passe-passe : augmenter sensiblement les émissions d'obligations à court terme – de deux à cinq ans – dont les taux sont moins élevés que celles à dix ans. « Si les marchés jugent la trajectoire budgétaire structurellement insoutenable, cette astuce ne fait que repousser le problème », prévient Rémy Estran, ancien président de l'Association européenne des agences de notation. Le bras financier de l'Etat, la Caisse des dépôts, est prié de mettre davantage de ses actifs au service de la dette française, en renforçant ses achats avec les fonds du livret A. L'objectif est le même : limiter la casse.

Tout au long de la journée, Roland Lescure n'a qu'une obsession : comprendre ce qui est en train de se passer sur les marchés financiers. Qui vend la dette française, et à quel prix ? Il téléphone. Beaucoup. Partout. Aux grandes banques américaines notamment, les meilleures pour avoir une vision fine de tous les mouvements. Chez Morgan Stanley, les analystes compilent leurs données et livrent leur lecture dans une note confidentielle qui finit dans la nuit sur le bureau du ministre. Quelques *hedge funds*, notamment les plus spéculatifs comme le géant Citadel, auraient déjà commencé à « shorter » la France. Dès le lendemain, les patrons des grandes banques françaises sont appelés à la rescousse, convoqués dans le plus grand secret à Bercy. L'ambiance est sinistre. A la demande du ministre de « jouer français », c'est-à-dire de conserver leurs portefeuilles d'obligations d'Etat et même de renforcer leurs positions lors de la prochaine adjudication du 5 novembre, les banquiers froncent le nez. L'un d'entre eux rétorque : « La dette, c'est votre problème, pourquoi deviendrait-il le nôtre ? » Avec un argument massue : leur capacité d'action serait de toute façon marginale, alors que 60 % de la dette tricolore est détenue par des non-résidents. Le sort de la France se joue sur d'autres terrains, à Bruxelles et surtout à Francfort.

↑ De Thierry Breton *(en haut à g.)* à Christine Lagarde *(à dr.)* en passant par Emmanuel Macron et Sébastien Lecornu *(au centre)*, la dette tricolore affole au plus haut niveau.

ROLAND LESCURE VEUT COMPRENDRE CE QUI EST EN TRAIN DE SE PASSER SUR LES MARCHÉS FINANCIERS

MERCREDI 23 OCTOBRE, 22 HEURES, SIÈGE DE MOODY'S À NEW YORK : LE VERDICT TOMBE

Depuis plusieurs mois, la France se sait sur la sellette. Mais la tempête qui s'est déclenchée ces derniers jours – les taux français sont installés au-dessus des 5 % – a précipité la sanction. Ce 23 octobre, en fin de soirée, dans un communiqué laconique, l'agence de notation américaine Moody's abaisse d'un cran la note souveraine de la France. Roland Lescure réagit dans la foulée, prenant sobrement acte de la décision mais rageant en coulisse contre une décision qui, craint-il, fragilise un peu plus la position française. Le ministre sait ➤➤

qu'une digue vient de céder. Car une telle dégradation n'est jamais anodine. « Certains grands fonds d'investissement ont des contraintes internes et ne peuvent placer leur argent que sur des titres bénéficiant d'une bonne note. Cette décision risque d'alimenter de nouvelles ventes d'obligations du Trésor », explique Rémy Estran. La secousse ne s'arrête pas aux portes de Bercy. « Une dégradation de la note souveraine entraîne aussi celle des banques du pays et peut renchérir leur coût de refinancement », redoute un ancien du Trésor. Au moment où l'Etat vacille, les banquiers tremblent.

JEUDI 22 OCTOBRE, 9 HEURES, SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE À LA DÉFENSE : RASSURER LES ÉPARGNANTS

Slawomir Krupa, le patron de la Société générale, est coutumier des tourmentes. En janvier 2008, tout jeune directeur de cabinet du grand

« UNE DÉGRADATION DE LA NOTE SOUVERAINE ENTRAÎNE AUSSI CELLE DES BANQUES DU PAYS »

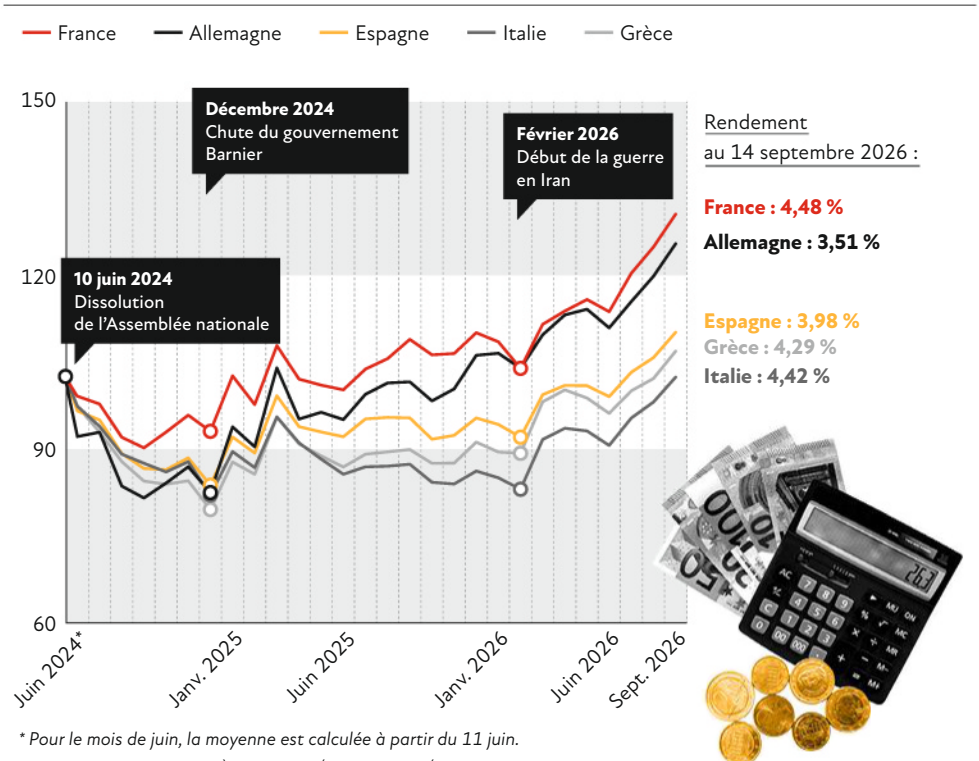
manitou de la banque d'investissement Jean-Pierre Mustier, il est autour de la table lorsque Jérôme Kerviel fait trembler les tours de La Défense. Il connaît la musique. Dans la matinée, Krupa réunit pour la troisième fois en une semaine son « comex ». Depuis la chute du gouvernement, le cours de Bourse de la Société générale, comme celui de toutes les banques françaises, a dégringolé de 25 %. Avec la hausse brutale des taux d'intérêt à long terme, les pertes potentielles sur son portefeuille se comptent en centaines de millions d'euros. Certes, les banques sont moins exposées que les assureurs à la dette française, mais la crise commence à mordre. Ordre est donné à toutes les agences du réseau de resserrer le robinet du crédit – seuls les meilleurs dossiers seront sélectionnés. Mais la crainte du grand patron est ailleurs : et si, dans un mouvement irrationnel amplifié par les réseaux sociaux et les ingérences étrangères, les clients se mettent à retirer leurs économies ? Un *bank run* impossible à freiner. Après tout, en mars 2023, Credit suisse est tombé en l'espace d'un week-end, après des retraits massifs d'épargnants paniqués. Certes, les établissements français ont tous passé haut la main les derniers *stress tests* de la Banque de France. « Mais une banque peut mourir d'un problème de liquidité », confirme le patron d'un grand réseau. Ce n'est pas sa tasse de thé, mais Slawomir Krupa va se plier à l'exercice : le lendemain, dans la matinale d'une grande radio, il martèle que l'épargne des Français est protégée.

MERCREDI 28 OCTOBRE, 16 H 30, UNE AGENCE BANCAIRE EN BRETAGNE : LE COUP DE MASSUE

Olivier F., le patron de cette PME bretonne spécialisée dans l'agroalimentaire, avait tout prévu, planifié, chiffré : une nouvelle ligne de production, avec des machines dernier cri, pour un montant de 8 millions d'euros. Un investissement indispensable pour partir à l'assaut de nouveaux marchés. Le 28 octobre, dans le bureau du chargé d'affaires de son agence bancaire, c'est la douche froide. Se tortillant sur son fauteuil, le banquier lui annonce que son emprunt lui coûtera beaucoup plus cher que ce qu'il avait promis à la fin de l'été. Les profits supplémentaires espérés ne seront pas suffisants pour compenser le renchérissement du crédit. La crise est passée par là, les décisions viennent d'en haut et puis, il ne peut pas faire davantage… « Les taux de la dette souveraine servent de référence au coût du crédit, pour l'immobilier évidemment, mais aussi pour les emprunts des entreprises. C'est la suite logique de la crise », confirme l'ancien directeur général d'une grande banque française. Pour les entreprises déjà fragiles, c'est la

Le grand écart français

Taux souverains à 10 ans, base 100 le 10 juin 2024



** Pour le mois de juin, la moyenne est calculée à partir du 11 juin.*

SOURCE : EURONEXT, D'APRÈS LES DONNÉES DE MARCHÉ

OLIA DANILEVICH - TALAL/PEXELS - FREEPIK/MAGNIFIC - L'EXPRESS



A. HANZEKOVIC/BCE

↑ Lors d'une réunion dans la salle du Conseil des gouverneurs de la BCE, à Francfort, une mise sous tutelle de la France est envisagée.

goutte de trop. Le terrain est miné : l'activité tourne au ralenti, les prix de l'énergie sont repartis à la hausse, les défaillances d'entreprises sont à des niveaux historiquement élevés. Résultat, des projets reportés, des recrutements gelés, des investissements sacrifiés. La transmission de la crise de la dette à l'économie réelle est plus rapide que Bercy ne l'avait imaginé, obligeant les stratèges du ministère à revoir encore à la baisse leur prévision de croissance pour 2027.

DIMANCHE 1ER NOVEMBRE,
JOURNAL DE 20 HEURES DE TF1, JORDAN BARDELLA LANCE UN APPEL À LA BCE

Avec fracas, la dette s'est installée au cœur de la campagne présidentielle. Costume bleu nuit, l'air grave, Jordan Bardella est l'invité de la grand-messe télévisuelle du dimanche soir. L'occasion idoine pour le leader du RN de rabâcher la proposition qu'il défend depuis plus d'un an : il suffit que la BCE rachète des titres de dette française et le calme reviendra. Et puis, lui, il est sérieux, il ne demande pas comme Jean-Luc Mélenchon et son banquier star, Matthieu Pigasse, que la BCE efface la dette, se plaît-il à rappeler. « Appeler haut et fort à une intervention de la BCE est la dernière chose à faire : ça ne conduirait qu'à raidir davantage cette institution dont le mandat interdit explicitement tout financement monétaire d'un Etat », explique un fin connaisseur. Les candidats du bloc central, à la peine dans les sondages, essaient, eux, de peaufiner leur image de bons gestionnaires. Ce n'est pas 125 milliards d'économies qu'il faudra faire pour stabiliser la dette mais 150, clame Edouard Philippe. Gabriel Attal, prévoit, lui, le gel de toutes les prestations sociales pendant cinq ans. A la première heure, le lundi 2 novembre, l'Elysée annonce la constitution d'un gouvernement technique pour éteindre le feu. Thierry Breton, l'ancien commissaire européen, est nommé Premier ministre.

MERCREDI 25 NOVEMBRE,
SIÈGE DE LA BCE À FRANCFORT, RÉUNION DU CONSEIL DES GOUVERNEURS : CHRISTINE LAGARDE AU PIED DU MUR

La réunion était prévue de longue date. Ce jour-là, les 26 membres du Conseil de la BCE auraient dû parler supervision bancaire. La tempête que traverse la France depuis un mois a chamboulé l'ordre du jour. Comme le veut la tradition, le chef économiste, Philip Lane, dresse un état des lieux. Pour l'heure, la crise est restée cantonnée à l'Hexagone mais des signes de tension sur les taux italiens apparaissent. Fabio Panetta, le gouverneur de la Banque d'Italie soupire, Emmanuel Moulin, son homologue français, tente d'expliquer le travail fait depuis trois semaines par le nouveau gouvernement. Thierry Breton, baptisé « Monsieur règle d'or », a multiplié les allers-retours à Bruxelles pour s'efforcer de rassurer les partenaires européens, essuyant les critiques acerbes de ses homologues néerlandais et finlandais. Un budget sera voté par ordonnance, promet Breton, et le cap des 5 % de déficit en 2027 inscrit dans le projet de loi de finances. « Que faisons-nous si l'incendie gagne d'autres pays membres de la zone euro ? », s'interroge la présidente de la BCE, Christine Lagarde. Depuis la grande crise du début des années 2010, l'institution s'est dotée de parades. Dernier exemple en date, le TPI – l'Instrument de protection de la transmission –, qui n'a jamais été utilisé. « Il n'a pas été imaginé pour porter secours à un pays sanctionné pour sa piètre gestion budgétaire », souligne Olivier Garnier, conseiller à l'Institut Montaigne et ancien directeur général à la Banque de France. Problème, depuis trois ans, la France est dans le viseur de la Commission européenne pour déficit excessif. Reste le Mécanisme européen de solidarité, le MES. Un bol d'air, certes, mais qui a un prix : un plan crédible de rétablissement des finances publiques, dans la durée. En clair, une mise sous tutelle. Pour éviter que la tornade française finisse par emporter l'euro, les gouverneurs se résolvent à suivre l'exemple de la Banque d'Angleterre. En septembre 2022, après la présentation d'un budget fantaisiste par Liz Truss, fraîchement nommée à Downing Street, les marchés financiers s'étaient déchaînés contre le Royaume-Uni. La Banque d'Angleterre avait fini par intervenir provisoirement, le temps de casser la spéculation. Le 25 novembre, la BCE offre un dernier répit à Paris, en rachetant des titres de dette française pour quinze jours maximum. La France respire, mais le mur du 2 mai 2027, date du second tour de la présidentielle, se dresse toujours, menaçant. ✶

310
MILLIARDS D'EUROS
Montant que l'Etat français prévoit d'emprunter sur les marchés en 2026

SOURCE : AGENCE FRANCE TRÉSOR

Italie

La menace française vue par Mario Monti et Elsa Fornero

La situation de Paris alarme nos voisins européens. Voici le point de vue de deux responsables italiens qui ont vécu de près la crise de la dette en 2011.

L'Italie revient de loin. Comme la Grèce, l'Espagne ou le Portugal, le pays a été confronté à la défiance des marchés financiers et à la violence des mesures d'austérité prises dans l'urgence. Quinze ans plus tard, la roue a tourné. Le déficit public italien devrait passer sous les 3 % en 2026 et la dette souveraine se négocie à un taux plus faible que celui de la France. Mario Monti et Elsa Fornero ont vécu la crise de près. Le premier s'est retrouvé à la tête du gouvernement en novembre 2011, formant une équipe d'experts dans laquelle la seconde était ministre du Travail. Tous deux s'inquiètent de voir que les Français ne prennent pas la mesure de la situation.

MARIO MONTI
« IL N'Y A PAS DE DÉBAT SÉRIEUX EN FRANCE »

Entre une conférence à Aix-en-Provence en juillet 2011 et une autre à Berlin cinq mois plus tard, l'économiste Mario Monti voit le spread *italien – l'écart de taux avec l'Allemagne – multiplié par six. Il succède alors à Silvio Berlusconi comme président du Conseil pour « sauver l'Italie » en demandant aux citoyens des efforts inédits : coupe dans les dépenses de l'Etat, hausse des taxes, réforme des retraites…*

En décembre 2011, quel impact a eu l'annonce de votre plan de rigueur « Salva Italia » sur les marchés ?
Les taux d'intérêt ont commencé à baisser, mais très lentement. Les marchés se trouvaient confrontés à une énorme masse de dette publique italienne, bâtie pendant des décennies. De mon côté, j'avais besoin, pour persuader le Parlement et l'opinion de la pertinence de notre approche, que nos efforts considérables se traduisent par un resserrement du *spread*. La chancelière Merkel et le ministre des Finances Schäuble s'opposaient à ce que la BCE baisse les taux d'intérêt, de peur que les pays du Sud se sentent moins tenus de mettre leurs comptes en ordre.

Le moment de vérité a eu lieu lors du Conseil européen du 28 juin 2012. Ce soir-là, j'ai évoqué la possibilité que l'Italie exerce son droit de veto sur une question collatérale si des mesures n'étaient pas prises pour calmer les marchés. La France, par la voix du président Hollande, m'a soutenu. Le Conseil a émis, à l'unanimité, une déclaration appelant la BCE à faire le nécessaire pour aider les Etats ayant engagé des réformes sérieuses, ce qui a permis à son président Mario Draghi, quelques semaines plus tard, de prononcer sa fameuse phrase, « *I will do whatever it takes* ».

Voyez-vous des similitudes entre la France de 2026 et l'Italie de 2011 ?
Il y a deux différences importantes. L'une est largement en faveur de la France : l'ampleur du *spread*, de l'ordre de 85 points de base, est loin des sommets atteints par les taux italiens à l'époque. L'autre est à mettre au crédit des Italiens : l'opinion publique était devenue extrêmement sensible au sujet de la crise financière. Si vous montiez dans un taxi à Milan ou à Rome, le chauffeur vous entreprenait sur le *spread* ! Aujourd'hui, la France n'est pas assez consciente de la menace.



Bio express
Avant de succéder à Silvio Berlusconi comme Premier ministre (2011-2013), Mario Monti, 83 ans, a été commissaire européen entre 1995 et 2004.



Bio express
L'économiste Elsa Fornero, 78 ans, a été ministre du Travail et des politiques sociales (2011-2013) dans le gouvernement de Mario Monti.

La BCE doit-elle intervenir ?
Absolument pas, et d'autant plus après la nouvelle avancée de l'AfD en Allemagne. Quels événements pourraient encore accentuer la percée de ce parti d'extrême droite ? Deux choses : que la BCE cesse d'être un arbitre rigoureux et indépendant, à l'abri de la pression des gouvernements, et que ce soit la France, pays qui a poussé l'Allemagne à accepter une monnaie unique et à renoncer au deutsche Mark, qui en bénéficie.

M. Mélenchon a dit récemment que la BCE pourrait effacer 600 milliards d'euros de dette publique française. Pourquoi les gouvernements ayant fait des réformes difficiles – l'Italie, la Grèce, le Portugal, l'Espagne, l'Irlande – devraient-ils permettre à la BCE de faire un cadeau à un seul pays, jetant ainsi le discrédit sur l'euro, tout en épargnant à la France des efforts trop longtemps différés ?

Quels sont les risques ?
S'il devait y avoir une crise de la zone euro provoquée par la chute de la France, la perte de crédibilité serait énorme. Le pays de Jacques Delors et de Jean Monnet, ancien moteur de l'Europe aux côtés de l'Allemagne, se retrouverait sous tutelle du FMI. Ni les Etats-Unis de Trump, ni la Chine de Xi, ni même l'Argentine de Milei, ne lui feraient le moindre cadeau. Je suis surpris qu'il n'y ait pas de débat sérieux en France sur la catastrophe qu'une crise financière représenterait pour son prestige, sa fierté et sa position, économique comme politique.

L'approche de la présidentielle complique l'élaboration du budget 2027. Que faire ?
Notre gouvernement a travaillé avec un horizon potentiel de quinze jours à un mois ! M. Berlusconi sous-entendait presque chaque semaine qu'il pouvait nous « débrancher ». Et pourtant, nous avons persévéré.

24 ORE EVENTI - A. MICHAILIDIS/UNION EUROPÉENNE

J'ai encore l'espoir qu'il y ait des responsables politiques en France qui puissent comprendre et expliquer à l'opinion publique les risques qui pèsent sur les jeunes générations. Je ne sais pas si, d'ici à l'élection présidentielle, une solution de responsabilité nationale pourra émerger. L'idéal serait que tous les partis, ou presque, acceptent d'assumer le coût politique du redressement.

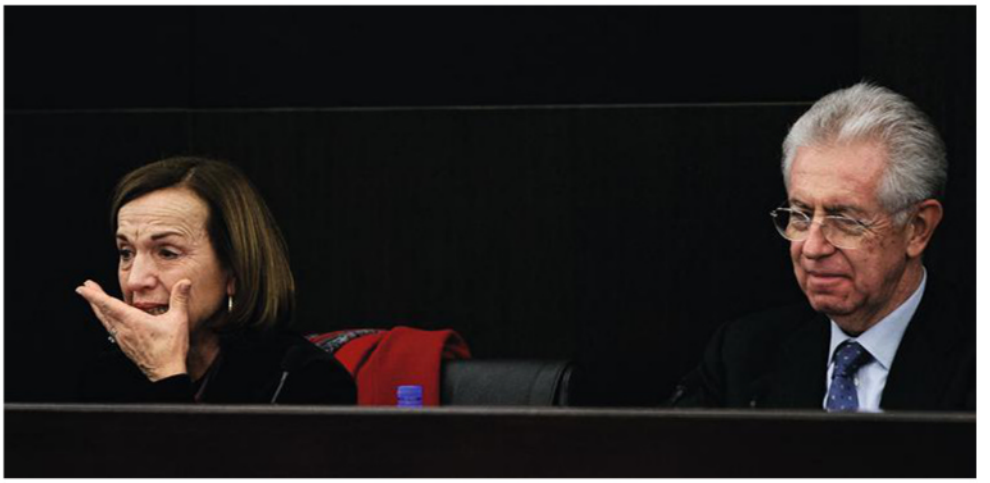
ELSA FORNERO
« QUE FAIRE, SINON PRENDRE DES MESURES D'AUSTÉRITÉ ? »

Elsa Fornero se souvient comme si c'était hier de l'appel de Mario Monti, un soir de novembre 2011. Cette universitaire n'a alors qu'une heure pour accepter la proposition d'entrer au gouvernement et devenir ministre du Travail. Elle préparera en vingt jours une réforme considérable des retraites : recul de l'âge de départ (66 ans pour les hommes, 62 ans pour les femmes, avec un objectif de convergence sept ans plus tard), gel des pensions et indexation des conditions d'accès sur l'espérance de vie.

Comment avez-vous mis en œuvre une réforme aussi structurante en à peine quelques semaines ?
On sentait littéralement dans l'air la crise financière qui approchait. Il était clair que si nous laissions planer le doute, si nous prenions trop de temps, le risque de déception, donc de sanction des marchés, était réel. Nous mesurions la gravité de la situation.

J'ai travaillé d'arrache-pied et j'ai présenté la réforme des retraites en Conseil des ministres le 4 décembre, après avoir commencé à plancher le 17 novembre. Il a fallu gérer les désaccords entre l'Agence publique des retraites et le Trésor, la communication du projet, l'impopularité…

On se souvient de vos larmes lorsque vous avez annoncé les sacrifices demandés aux Italiens…



R.DE LUCA/MAXPPP

↑ Elsa Fornero, au côté de Mario Monti, émue aux larmes lors d'une conférence de presse à l'issue du Conseil des ministres pour présenter le plan d'austérité et les mesures de lutte contre la crise, à Rome, le 4 décembre 2011.

Après le Conseil des ministres où nous avons présenté les mesures destinées à remettre l'Italie sur une trajectoire sûre, nous avons tenu une conférence de presse, à laquelle je n'étais pas préparée. J'ai détaillé notre réforme des retraites… jusqu'à ce que les mots refusent de sortir. J'ai fait un blocage au moment de parler des efforts imposés aux retraités – habituellement, on ne touche pas aux droits de ceux qui sont déjà à la retraite, mais notre situation l'exigeait.

Le taux d'emprunt italien à dix ans est aujourd'hui inférieur au taux français. Le signe que votre thérapie de choc a fonctionné ?
Matteo Salvini et la Ligue du Nord, qui était la seule force politique opposée à nos propositions, n'ont cessé de les critiquer dans les années qui ont suivi. Mais lorsque Salvini s'est retrouvé au gouvernement, en 2018, seules des exceptions à l'âge de départ ont été introduites. La réforme, elle, n'a pas été abolie, ni profondément modifiée.

Les Français ont une sensibilité particulière à la question des retraites : dès qu'on évoque un changement, la rue proteste. En Italie, tous les grands partis politiques, sauf la Ligue de Salvini et le mouvement 5 Etoiles, ont adopté une forme de prudence dans la gestion des finances publiques, ce qui nous vaut aujourd'hui une certaine stabilité politique. Même si notre dette rapportée au PIB est plus élevée que celle de la France, ce qui compte, c'est la dynamique. Or, la dette italienne paraît sous contrôle, contrairement à son homologue française.

Que devrait faire le gouvernement français ?
Il est tard pour faire les évolutions nécessaires. J'avais beaucoup de respect pour Emmanuel Macron. On peut avoir les bonnes recettes, mais si les citoyens ne vous font pas confiance, vous devenez inefficace, et votre bilan en pâtit. Imaginez que, sur les marchés financiers, les investisseurs commencent à douter de la France au point de se tenir à l'écart de ses titres obligataires. Que faire, sinon prendre des mesures d'austérité ? Paris peut vendre de l'or issu de ses réserves ou céder *La Joconde* aux Italiens, mais la manœuvre ne marche qu'une fois.

Non, il faut changer les habitudes, faire travailler les gens plus longtemps, leur faire payer davantage d'impôts – en Italie, nous avons lutté contre l'évasion fiscale. Expliquer que le chemin est long et douloureux, tout en combattant le discours des populistes, ces marchands de foire qui vendent des crèmes miracles sensées tout guérir. Le peuple finit toujours par comprendre qu'un simple onguent ne soigne pas une maladie grave. ✷

PROPOS RECUEILLIS PAR MURIEL BREIMAN ET THIBAULT MAROTTE

Parallèle

Entre la France de 2026 et celle de 1789, d'étranges similitudes

L'historien Jean-Christian Petitfils, qui publie *La Révolution française* (Perrin), pointe le rôle écrasant de la dette dans ce bouleversement politique majeur.

« A l'été de 1786, le sémillant contrôleur général des Finances Charles Alexandre de Calonne, qui, durant trois ans, avait joué la cigale, multipliant les dépenses somptuaires et acrobatiques pour plaire à la cour, eut l'impression que la terre se dérobait sous ses pieds » : la monarchie courait à la banqueroute. Le royaume accumulait entre 1,2 et 1,9 milliard de livres de dette, pour un budget de recettes d'environ 475 millions, des dépenses supérieures à 600 millions et par conséquent un endettement avoisinant les 130 millions. Stupeur ! En 1781, dans son fameux « Compte rendu au roi », Necker, ministre des Finances de Louis XVI, n'avait-il pas prétendu que les finances étaient en léger excédent ?

Cette scène ouvre le nouveau livre de Jean-Christian Petitfils, *La Révolution française* (Perrin). D'une plume alerte, l'auteur bien connu de nombreuses biographies royales (Henri IV, Louis XIV, Louis XV, Louis XVI) nous plonge au cœur de cet événement fondateur de la France moderne. Son ouvrage n'est pas seulement celui d'un habile conteur.

LA DETTE, CLÉ DE LA RÉVOLUTION

Ancien banquier, il analyse avec minutie la crise financière. « Sans la dette, avance-t-il à L'Express, on n'aurait clairement pas eu la Révolution. Après l'échec du plan Calonne, puis des tentatives de Loménie de Brienne, on se retrouva en mai 1788 dans une urgence absolue. Faute d'argent, le roi fut contraint de proclamer une semi-banqueroute. Il demanda à l'ordre du clergé d'augmenter son "don gratuit" – sa contribution au budget – à 8 millions, ce qui n'était pourtant pas grand-chose. L'assemblée du clergé refusa et fit la leçon au roi en exigeant la convocation des états généraux. »



↑ Charles Alexandre de Calonne (1734-1802), ministre et contrôleur général des Finances de Louis XVI, par Elisabeth Vigée Lebrun, 1784.

La Révolution française, par Jean-Christian Petitfils. Perrin, 960 p., 29,90 €.

Nourri de science politique, l'historien analyse les enjeux de la révolution en matière de souveraineté, de légitimité, de jeux de pouvoirs, de luttes de clans, de stratégies de camouflage, et de propagande. Notre pays aurait-il pu entrer dans la modernité sans effusion de sang, à l'instar de l'Angleterre et de sa Glorious Revolution ? La question hante encore notre imaginaire politique.

La révolution n'a pas commencé en 1789 : « Il y eut d'abord, en 1787, une tentative de révolution royale par le haut, explique Jean-Christian Petitfils, et en miroir une contre-révolution nobiliaire qui s'y opposa farouchement. L'endettement du royaume était tel qu'il fallait en réformer les structures. D'où cette révolution prônée par le contrôleur général Calonne dans la lignée de la monarchie administrative qui, de Sully à Colbert et Vauban, a toujours voulu débarrasser le pays de ses vieilles institutions féodales. Mais le grand problème était la faiblesse de la monarchie. Elle n'avait pas la force de revenir sur les privilèges et les libertés accordées à certaines provinces. C'était une caste de corps et d'ordres qui ne reflétait plus l'évolution de la société, tirée par le développement du tiers état et de la bourgeoisie. »

L'ERREUR MAJEURE DE LOUIS XVI

Louis XVI, dira l'abbé de Véri, avait le courage des martyrs, mais pas celui des monarques. S'il avait su entraîner le tiers état contre les autres deux ordres, il eût peut-être réussi son pari. Rappelé au pouvoir, Necker reprit sa politique d'endettement : « Plutôt que de faire confiance au peuple français – pourtant très patriote au moment de la guerre d'Amérique et prêt à payer davantage d'impôts ou à souscrire un emprunt national –, il préféra emprunter sur les marchés internationaux, alourdissant encore la dette, selon Jean-Christian Petitfils. Ce fut l'erreur majeure. »

A la lecture de cette *Révolution française,* on est frappé par les similitudes entre la France de 1787-1789 et celle de 2026. Outre la situation financière et les blocages institutionnels, le pays subit durant l'année 1788 une succession d'épisodes caniculaires, de sécheresses, d'orages de grêle avant un hiver d'une rigueur extrême. Si nous étions dans la série *Game of Thrones*, nous dirions : *« Winter is coming »*... La dette se rappelle toujours au souvenir des nations. ✷

SÉBASTIEN LE FOL

L'intégralité de l'entretien avec Jean-Christian Petitfils est à retrouver sur Lexpress.fr

WIKIMEDIA COMMONS


LE FIGARO
LA NUIT
présenté par Thibaut Gauthier
LE FIGAROTV
TOUT LE FIGARO À LA TÉLÉVISION
Thibaut Gauthier entraîne son invité dans une déambulation nocturne à travers des lieux mythiques de la capitale. Une conversation franche et complice pour découvrir une personnalité comme vous ne l'avez jamais vue.
disponible sur
TNT IDF 34
CANAL+ 126 / 136*
TF1+
Samsung TV Plus
118
SFR 194
free 203
247
Molotov.tv
Regarder sur Apple TV
Regarder sur Google TV
YouTube
Aussi sur LeFigaro.fr et l'app
*(i) hors réception satellite
(ii) également accessible sur myCANAL

Enrique Martinez

« Le combat pour la lecture, c'est notre responsabilité »

Explosion des ventes de climatiseurs et de ventilateurs, essor de la robotique domestique, retour du vinyle… Le directeur général de Fnac Darty décrypte les grandes tendances de la consommation européenne ●

→ « Dans le domaine de la culture, il n'existe pas de consommateur européen type, chaque marché est très local. »



Propos recueillis par Sébastien Le Fol
Directeur délégué de la rédaction



et Béatrice Mathieu
Grand reporter économie

L'OPA sur Fnac Darty de EP Group, contrôlé par le Tchèque Daniel Kretinsky, est en cours d'examen par les autorités européennes de la concurrence. Enrique Martinez attend sereinement l'issue de cette procédure d'ici la fin de l'année. Cet Espagnol, qui a commencé par diriger la Fnac Lisbonne, occupe un bon poste d'observation sur la consommation des Européens. A quelques jours de la remise du 25e prix du roman Fnac 2026, il rappelle l'engagement de son enseigne pour la défense du livre. Le seul antidote à la baisse dramatique du niveau des élèves pointé par le dernier classement Pisa.

Comment votre groupe a-t-il traversé cet été caniculaire ?

Enrique Martinez La succession des canicules nous a poussés à accélérer la mise en place d'un projet stratégique : nous allons proposer l'installation de climatisation fixe dans les appartements. Plusieurs magasins pilotes sont opérationnels dans le sud de la France depuis mi-juillet, et nous visons une centaine de lieux de vente d'ici la prochaine saison, en mars. C'est le socle de notre projet « Darty Energy », consacré à l'efficience énergétique du foyer.

En dehors de la climatisation, quelles tendances de consommation observez-vous à l'échelle européenne ?



Sur la technologie, il y a une vraie convergence des comportements, avec parfois un décalage dans le temps : les pays anglo-saxons et nordiques adoptent plus vite les nouveautés, les pays latins ont besoin d'être davantage rassurés. Mais dans le domaine de la culture, il n'existe pas de consommateur européen type – chaque marché est très local. Le cinéma et la musique restent des phénomènes nationaux ; seul le jeu vidéo est réellement mondialisé. Un mouvement fait exception : le retour du vinyle, qui représente aujourd'hui plus de la moitié des ventes de supports musicaux, porté à la fois par une génération qui a connu l'objet et par des plus jeunes en quête d'un lien physique que le tout numérique a fait disparaître. D'ailleurs, on observe aussi l'émergence d'une demande surprenante pour les baladeurs MP3, portée par des parents en quête d'une alternative au smartphone pour leurs enfants.

La robotique domestique progresse aussi très vite. Comment jugez-vous la concurrence chinoise sur ce terrain ?

La Chine est dominante dans ce secteur. Cela fait plus de quinze ans que les industriels chinois investissent massivement dans le pilotage, l'autonomie, les caméras, les fonctionnalités de géolocalisation des robots – une avance considérable, notamment sur les aspirateurs laveurs, un segment où la France, longtemps en retard, monte aujourd'hui en puissance. Nous restons vigilants vis-à-vis de plateformes comme Temu : sur l'essentiel de l'électroménager, elles n'ont pas l'offre ou l'infrastructure logistique pour nous concurrencer frontalement, mais sur les petits appareils, une partie importante des produits qui y transitent ne sont pas conformes aux normes européennes.

Vous revendiquez 50 millions de livres vendus en 2025. Ce statut vous donne-t-il une responsabilité ?

Dans l'histoire de la Fnac, il y a toujours eu, outre notre indépendance, de grands combats qui ont défini l'entreprise : historiquement, c'était la liberté d'expression, la liberté de la presse. Aujourd'hui, c'est le combat pour la lecture, notamment pour des jeunes générations. Nous vendons chaque année 50 millions de livres en France, soit un peu plus de 15 % du marché : cela nous donne une responsabilité. Le Pass Culture, que nous avons soutenu dès son lancement, a changé la vie de milliers de jeunes en leur donnant, souvent pour la première fois, les moyens de s'acheter des livres. Depuis deux ans, les restrictions budgétaires, notamment, l'ont amputé de 30 à 50 % par an. Il faut assurer la pérennité du ➤➤

B. LACHAUD/FNAC

Airfryers, ventilateurs, vinyles… Les produits phares de l'année

Ventes en France du groupe Fnac Darty (magasins et en ligne)



AIRFRYERS

+ 129 %
de **croissance** en 2024

Produit **star** du petit électroménager

3,4 millions
d'appareils vendus en 2025

38 %
de foyers français équipés en 2025 (vs. **10 à 15 %** fin 2022)



ASPIRATEURS LAVEURS

+ 113 %
de **croissance** en valeur au 1er trimestre 2026

1,3 million
d'unités vendues en 2025





VENTILATEURS

1,9 million
d'appareils vendus en **quinze jours** pendant le pic de chaleur de juin 2026. En 2024 et 2025, on oscillait entre 200 000 et 400 000 unités au maximum par semaine

+ 37 %
de pièces vendues chez Fnac Darty entre mai et mi-juillet 2026 par rapport à 2025



VINYLES

+ 5,8 %
de **croissance** au premier semestre 2026

Objet de collection, phénomène de communautés de fans

60 %
C'est la part du vinyle dans le chiffre d'affaires musique à la Fnac

Au rayon livres, Freida McFadden fait le ménage !

Meilleures ventes de livres en Europe en 2025

50 millions
de **livres vendus** par la Fnac France en 2025

FRANCE

1. *La Femme de ménage*, Freida McFadden
2. *Les Secrets de la femme de ménage*, Freida McFadden
3. *Astérix en Lusitanie*, Goscinny/Uderzo, Fabcaro et Didier Conrad

BELGIQUE

1. *La Femme de ménage*, Freida McFadden
2. *Les Secrets de la femme de ménage*, Freida McFadden
3. *Astérix en Lusitanie*, Goscinny/Uderzo, Fabcaro et Didier Conrad

ESPAGNE

1. *La asistenta*, Freida McFadden
2. *Empireo 3: Alas de Onix*, Rebecca Yarros
3. *El ultimo secreto*, Dan Brown



PORTUGAL

1. *Asterix na Lusitânia*, Goscinny/Uderzo, Fabcaro et Didier Conrad
2. *O Segredo dos Segredos*, Dan Brown
3. *O Hospital de Alfaces*, Pedro Chagas Freitas

SUISSE

1. *La Femme de ménage*, Freida McFadden
2. *La Très Catastrophique Visite du Zoo*, Joël Dicker
3. *Les Secrets de la femme de ménage*, Freida McFadden

SOURCE : FNAC DARTY

KUNGFU01 - NEW AFRICA - O. RAVENSCROFT - MASTER1305 - SIFATI055/SHUTTERSTOCK - L'EXPRESS



↑ Lancement de la première *reading party*, le 29 mai à la Fnac de Bercy.

dispositif en repensant son financement avec les acteurs privés ; nous sommes bien sûr disponibles pour échanger avec les responsables politiques et l'ensemble des parties prenantes sur ce sujet.

Le dernier classement Pisa fait apparaître un nouveau décrochage dans la compréhension des textes, notamment en France. Que pouvez-vous faire à votre niveau pour enrayer ce déclin ?
Nous sommes l'un des acteurs les plus actifs pour valoriser la lecture et les livres, nous organisons des milliers d'événements chaque année dans nos magasins, des dédicaces aux *« reading parties »*. Nous travaillons avec les éditeurs pour proposer une offre adaptée, avec les influenceurs pour créer du contenu valorisant la lecture, et avec les pouvoirs publics pour intégrer la littérature contemporaine dans les programmes scolaires, où l'écart entre les lectures obligatoires et les envies réelles des jeunes est devenu immense. Continuer à imposer certaines œuvres sans tenir compte de ce décalage, c'est prendre le risque de fabriquer une véritable « machine à fabriquer la haine de la lecture ».

Dans le domaine culturel, on assiste à une montée de l'intolérance. On demande de plus en plus souvent le retrait de certains livres des librairies. Ressentez-vous cette pression ? Comment y faites-vous face ?
Le meilleur garant de la diversité, c'est la concurrence et la bonne santé financière d'un secteur indépendant – un luxe que peu de pays possèdent encore, quand on voit qu'Amazon représente parfois plus de la moitié du marché du livre ailleurs en Europe. Chez nous, aucune personne unique ne décide de ce qui se vend en magasin : c'est un système avec un pilotage central mais où chaque librairie garde une part de liberté. Nous n'avons jamais refusé de vendre un livre en dehors des cas où la loi française l'interdit. Nous sommes parfois accusés par tel ou tel camp politique tantôt de trop promouvoir certains ouvrages, tantôt de ne pas en interdire d'autres. Nous refusons l'idée d'un tribunal de la censure, comme cela existe ailleurs, notamment aux Etats-Unis.

La baisse des ventes d'ouvrages s'accélère. Le placement en redressement judiciaire de l'enseigne Gibert a frappé les esprits cet été…
Le marché du livre traverse une période difficile depuis quatre ou cinq ans. Une situation déjà fragile s'est encore dégradée, sans doute aggravée par des charges immobilières devenues insoutenables pour certaines enseignes – cela avait déjà été le cas pour le Furet du Nord. Nous connaissons aussi ces fortes hausses de loyers et de charges, de l'ordre de 18 % et 23 % entre 2019 et 2025. Chez nous, le segment du livre – moins de 10 % du chiffre d'affaires du groupe, l'électronique restant notre premier marché – devrait reculer de 5 à 6 % cette année, après un fort rebond post-Covid suivi d'un ajustement. Rapporté à l'inflation, c'est un marché qui, en réalité, a perdu du terrain depuis 2019.

Comment imaginez-vous l'équilibre entre magasins physiques et le digital ?
La vente en ligne continue de progresser, autour de 24 à 25 % de nos ventes, avec des écarts selon les pays. Mais le magasin garde un rôle essentiel – conseil, expérience, retrait – qui nourrit un modèle mixte. Il faut continuer à le réinventer, d'autant que les marques ont de plus en plus de mal à exister sur un Internet saturé de choix. C'est là que le magasin retrouve toute sa valeur. Nous allons encore avoir des opportunités de renforcer notre présence physique en Europe, en partie par croissance externe.

Où en est la recomposition du capital de Fnac Darty ?
L'OPA de EP Group, contrôlé par Daniel Kretinsky, est en cours d'examen par les autorités européennes de la concurrence, avec un dénouement attendu d'ici à la fin de l'année.

Il aurait été très difficile, politiquement, qu'un actionnaire chinois devienne majoritaire au capital de la Fnac ?
La vigilance des autorités françaises et européennes est légitime puisqu'il s'agit d'une question de souveraineté. Techniquement, la distribution de produits culturels et technologiques n'est pas classée à ce jour secteur stratégique au titre du contrôle des investissements étrangers, même s'il y a des réflexions et des propositions politiques en ce sens. Bercy avait obtenu de JD.com des engagements – pas de montée au capital de Fnac Darty, pas d'influence sur la gouvernance. Le sujet le plus sensible se joue aujourd'hui à Bruxelles, où la Commission européenne enquête au titre du règlement sur les subventions étrangères, sur d'éventuelles subventions publiques chinoises susceptibles de fausser le marché intérieur de l'UE. Mais avec une participation indirecte d'environ 22 %, quelle que soit l'issue du projet de rachat de Ceconomy, cet actionnaire minoritaire ne pèsera plus sur le contrôle de Fnac Darty une fois l'OPA en cours menée à son terme. ✶

FNAC

Vent en poupe

Au Texas, les énergies vertes narguent Donald Trump

Faisant fi de l'hostilité du président envers les alternatives au pétrole et au gaz, l'Etat républicain produit plus du quart de l'électricité éolienne américaine.

Un milliardaire, un parcours de golf et un combat perdu contre un parc éolien. Il n'en fallait pas plus pour déclencher une hostilité viscérale. Cette histoire, celle de l'échec de Donald Trump dans ses velléités d'empêcher la construction de 11 éoliennes au large d'Aberdeen, en Ecosse, face à un 18-trous lui appartenant, compte pour beaucoup dans son aversion pour les énergies renouvelables (EnR). Depuis son retour au pouvoir, le président des Etats-Unis cherche à saboter ces filières par tous les moyens. Une stratégie contrariée ces derniers mois. Certes, son gouvernement a déboursé de rondelettes sommes pour l'abandon de projets éoliens en mer. Mais un juge fédéral a, dans le même temps, ordonné au Pentagone de lever le gel concernant l'examen de dizaines de projets terrestres. Rageur, Donald Trump assiste au boom des énergies vertes dans le pays. D'après S&P, les Etats-Unis devraient ajouter plus de 90 gigawatts (GW) de nouvelles capacités électriques cette année, dont 51 GW de solaire et 13 d'éolien. Un plébiscite, qui tient à plusieurs facteurs. En premier lieu, les besoins colossaux en énergie des centres de données. Bien que les centrales à gaz restent l'option n° 1 des géants de l'IA, les coûts et les délais de livraison des turbines ont augmenté. A l'inverse, ceux des projets verts demeurent bas et stables. La fin de certaines aides a aussi accéléré la dynamique. « Les développeurs d'EnR étaient incités à faire avancer leurs projets avant l'extinction des crédits d'impôt », indique Timothy Fox, directeur général de ClearView Energy Partners.

LA COULEUR DE L'ARGENT

Aucun Etat américain n'incarne mieux le paradoxe des renouvelables que le Texas. Profondément républicain, il est le cœur battant des hydrocarbures, qui vont encore enregistrer de nouveaux records de production. Pour alimenter un data center géant, Amazon a confirmé pendant l'été y financer une centrale à gaz colossale – hors réseau – dont la consommation pourrait dépasser celle de l'Autriche ! Mais le Texas ne boude pas pour autant le solaire ni l'éolien, au contraire. La production d'électrons issue du photovoltaïque va dépasser celle du charbon pour la première fois cette année. En 2025, l'Etat texan a généré à lui seul plus du quart de toute l'électricité éolienne américaine. Et il mène le train sur les prochaines infrastructures. D'après l'Agence fédérale sur l'énergie, le Texas installera cette année 40 % des nouvelles capacités solaires de tout le pays, et 53 % du stockage par batteries.

Cette approche tous azimuts n'entre pas totalement en contradiction avec la position trumpiste, estime Thibault Michel, du centre énergie et climat de l'Institut français des relations internationales : « Pour beaucoup de républicains texans, mettre fin au soutien financier de l'éolien et du solaire est une bonne chose. Ils considèrent que c'est au marché de décider ce qui doit être mis en place en priorité. Or les projets renouvelables y sont rentables depuis longtemps. » Certains élus ont bien tenté de limiter le déploiement des énergies vertes. Ils ont échoué face à la pression des citoyens et des représentants de l'industrie. « Le gouverneur, Greg Abbott, reste très prudent, ajoute Thibault Michel. Défenseur historique du pétrole et du gaz, mais pragmatique, il a su apprécier les avantages de disposer de ces sources alternatives dans la production d'électricité. »

De quoi pousser la Maison-Blanche à réviser son opposition dogmatique ? « Le Texas est un bon rappel que les renouvelables ne relèvent pas seulement de la politique climatique mais aussi de l'économie, conclut Timothy Fox. L'Etat texan dispose de ressources exceptionnelles, d'un cadre réglementaire léger et d'un marché de l'électricité qui récompense la production à bas coût. Il a beau être politiquement républicain, les promoteurs d'EnR suivent la couleur de l'argent. » Businessman accompli, Donald Trump devrait le savoir mieux que quiconque. ✶ **BAPTISTE LANGLOIS**



DIGITAL77NOMAD/SHUTTERSTOCK

← **Pragmatique, le gouverneur a su apprécier l'intérêt de diversifier les sources d'énergie.**

J-213 avant la présidentielle

Comment sortir la France de la « smicardisation »

En exclusivité pour L'Express, l'Institut de l'Entreprise convie des experts de premier plan à formuler des propositions tout au long du débat présidentiel.

La France est riche de prélèvements aussi nombreux que sophistiqués, sur toutes les « assiettes » imaginables. C'est vrai des impositions du capital, touchant ses revenus mais aussi son stock et sa transmission, des taxes concernant les produits et la consommation, et bien sûr des différents impôts et cotisations assis sur les revenus du travail. Notre niveau global de prélèvements obligatoires nous situe parmi les champions du monde, avec un taux qui dépasse systématiquement les 41 % du PIB depuis 1983, un record à 45,3 % en 2017, pour rester en hautes eaux à 43,6 % en 2025.

Tous ces prélèvements ne sont pas forcément exorbitants, et peuvent même pour certains – miracle ! – ne guère excéder la moyenne européenne. Les cotisations sociales patronales françaises réussissent l'exploit d'être exceptionnelles à tous égards : très faibles sur les bas salaires, puis plus élevées que nulle part ailleurs sur les rémunérations plus importantes, et largement déplafonnées, ce qui est tout à fait atypique en Europe.

Cette situation hors norme résulte d'un double mouvement historique. Face à l'envolée des dépenses sociales publiques, s'expliquant notamment par le vieillissement de la population et l'abaissement de l'âge légal de la retraite à 60 ans en 1982, la France a relevé fortement ses taux de cotisations, jusqu'au milieu des années 1990. Le niveau exorbitant de prélèvements sociaux sur les revenus du travail issu de ces hausses de taux s'avérant insuffisant pour financer la flambée des dépenses sociales, il a fallu diversifier les assiettes de prélèvement. Ce fut l'objectif de la CSG, appliquée à tous les types de revenus.

Le constat d'un écart colossal entre coût du travail et salaire net a entraîné la mise en place d'une politique d'allègements de cotisations patronales sur les bas salaires, dans l'espoir de réduire le chômage endémique des moins qualifiés. Le dispositif a été étendu et pérennisé avec le passage aux 35 heures.

Dans le même temps, il a été décidé – notamment par les partenaires sociaux pour les régimes de retraite complémentaire – d'étendre les assiettes de prélèvements jusqu'à des plafonds toujours plus élevés : 3, 4 puis 8 fois le plafond annuel de la Sécurité sociale (Pass) pour certaines cotisations.

SYSTÈME SOCIAL DÉNATURÉ

Ces grandes évolutions des niveaux de prélèvements sur les salaires ont dénaturé les fondements du système social créé en 1945. D'une base strictement assurantielle, avec un prélèvement contributif plafonné couvrant les grands risques sociaux et créant les droits associés, la France a choisi de créer des contributions universelles de solidarité déplafonnées et d'accroître fortement les prélèvements directs sur les salaires, au titre d'une dépense sociale publique toujours plus étendue. Ainsi, les salaires moyens et élevés financent de plus en plus largement une protection sociale universelle couvrant les inactifs et, avec la politique d'allègements de cotisations patronales, les droits associés aux bas salaires.

Institut de l'ENTREPRISE

Cette semaine, Jean-Charles Simon explore les issues possibles au phénomène de trappe à bas salaires.

Bio express

Jean-Charles Simon est économiste et président de Propriété et libertés.



Le dispositif d'allègements des cotisations patronales sur les bas salaires n'a pas eu les résultats escomptés en matière de chômage. Même si celui-ci a diminué depuis 2015, en partie grâce à des réformes structurelles du marché du travail, il reste l'un des plus élevés de l'Union européenne. En revanche, ce mécanisme coûte très cher aux finances publiques, l'Etat compensant aux organismes sociaux les cotisations non perçues. Ce sont ainsi des prélèvements fiscaux, payés par tous, qui viennent subventionner le coût du travail sur les bas salaires. Il faut y ajouter la prime d'activité qui améliore le revenu net des salariés à faibles rémunérations, là aussi financée par des impôts. Avec ces deux soutiens à l'emploi peu qualifié, l'Etat mobilise environ 90 milliards d'euros par an – autour de 3 points de PIB, plus de la moitié du déficit public –, qui sont donc supportés par les contribuables et non les seuls intéressés. Il faut rappeler que ces derniers bénéficient de l'intégralité des droits à la retraite, comme s'ils avaient effectivement supporté les cotisations dont ils sont exonérés.

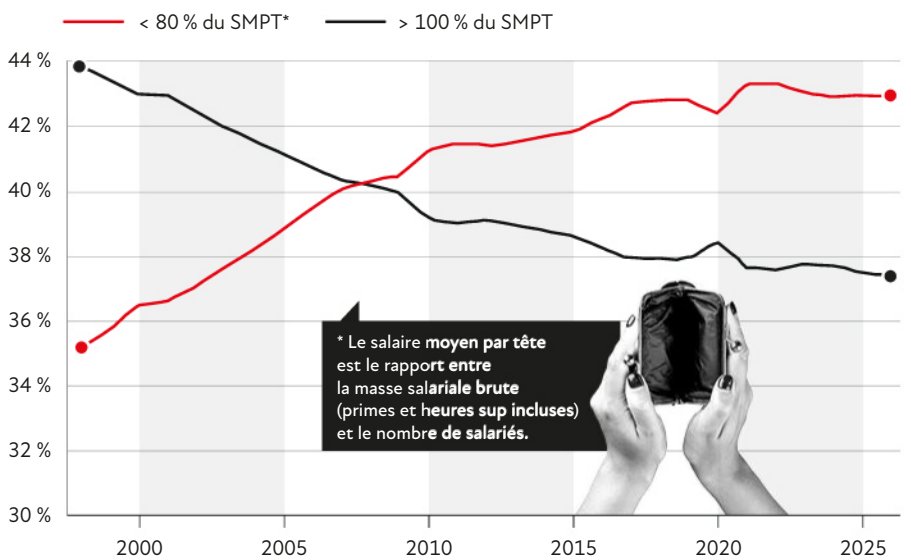
Cette structure de soutien aux bas salaires induit une forme d'aide aux activités dont les emplois sont principalement de cette nature, au détriment de celles qui rémunèrent davantage leurs salariés. Il en résulte une « smicardisation » de l'économie française, avec des activités peu qualifiées qui occupent une part toujours plus importante dans le tissu économique, tandis que celle des secteurs à salaires moyens et élevés tend à décroître. Cette intuition est confirmée par les études sur la déformation du tissu de l'emploi ces dernières années : la part des salariés payés à moins de 80 % du salaire moyen a augmenté de 7,4 points entre 1998 et début 2026, celle des salariés payés au-dessus du salaire moyen a diminué de 8,5 points.

La forte progressivité des taux de cotisations patronales à partir du

IDEP

De plus en plus de fiches de paie inférieures au salaire moyen

Répartition des effectifs du secteur privé en fonction du niveau de rémunération



SOURCE : REXECODE, À PARTIR DES DONNÉES URSSAF SUR LES MASSES SALARIALES ET LES EFFECTIFS PAR TRIMESTRE

smic crée également un phénomène de trappe à bas salaires. Les augmentations de la rémunération brute sont particulièrement coûteuses pour l'employeur sur les faibles rémunérations, et à faible impact sur le revenu net du salarié. Pour accroître de 100 euros le revenu disponible d'une personne rémunérée à un niveau proche du smic (revenus, prélèvements et transferts sociaux compris), son employeur supportera une hausse du coût du travail parfois supérieure à 500 euros.

Pour essayer de contrecarrer ces effets néfastes, il n'est hélas pas possible de repartir d'une feuille blanche ou de retrouver rapidement la situation préalable à la mise en place des allègements sur les bas salaires. Ainsi, un relèvement brusque du niveau des cotisations patronales au niveau du smic entraînerait probablement une hausse significative du chômage. Deux mesures à fort impact potentiel paraissent cependant envisageables.

La première, qui s'inscrirait dans une réforme plus large de notre système de retraite, consisterait à revenir à un plafond de cotisations beaucoup plus faible qu'aujourd'hui pour le calcul des droits des retraites complémentaires. Celles-ci pèsent en effet à elles seules près de 25 % du salaire brut entre 1 et 8 Pass. Abaisser le seuil de 8 à 2 Pass par exemple, soit peu ou prou le plafond des cotisations retraite en Allemagne, permettrait de retrouver à la fois de la compétitivité pour les entreprises et de l'attractivité pour les salariés sur les fonctions concernées. Cette mesure n'entraînerait aucune perte pour des tiers ou l'Etat, les salariés bénéficiant de cette baisse des cotisations ayant naturellement, en contrepartie, moins de droits futurs à la retraite.

LA FRANCE A CHOISI D'ACCROÎTRE FORTEMENT LES PRÉLÈVEMENTS DIRECTS SUR LES SALAIRES

EFFORT COLLECTIF

Reste l'enjeu majeur des cotisations sur les salaires éloignés du smic mais inférieurs à la borne évoquée ci-dessus, par exemple 2 Pass. En l'absence de marges de manœuvre budgétaires, la seule solution passe par une remise en cause progressive des allègements actuels, en recyclant les économies réalisées par une baisse générale des taux de cotisations pour tous. Une manière simple et peu traumatisante de procéder consisterait à geler le niveau du smic utilisé dans la formule actuelle de la « réduction générale dégressive unique ». A chaque revalorisation du smic effectif, le taux de cotisations serait ainsi réduit à ce niveau de salaire, tandis que la borne du système, gelée à 3 fois le smic de 2026, serait de moins en moins élevée par rapport au smic effectif. Le gain pour les finances publiques pourrait être transformé en baisse des taux nominaux avant allègements, bénéficiant en net aux rémunérations plus éloignées du smic.

Une approche plus ambitieuse pourrait consister à revenir en quelques années à la situation qui prévalait au niveau du smic avant le Cice de 2013. Les baisses des cotisations patronales au smic décidées depuis lors (environ 10 % du salaire brut) seraient effacées et, là aussi, recyclées en réduction uniforme des taux de cotisations pour tous les salaires. La hausse du coût du travail sur les plus faibles rémunérations en résultant serait d'autant plus absorbable pour les entreprises concernées si, par miroir de ce qui s'est passé au moment des 35 heures, le temps de travail était légèrement relevé, à rémunération inchangée : au lieu des « 35 heures payées 39 » du tournant du siècle, on accepterait par exemple un « 37 heures payées 35 », au moins pour les nouvelles embauches.

Cet effort collectif des salariés ne serait pas vain : en réduisant globalement la forte progressivité des cotisations patronales, leurs chances de voir leur salaire augmenter seraient renforcées. Dans le même temps, la baisse du coût du travail pour les salaires moyens et élevés, toutes choses égales par ailleurs, redonnerait des perspectives de montée en gamme du tissu productif français. Le pays pourrait enfin envisager de contrer la « smicardisation » délétère de son économie. ✶

L'EXPRESS

Gaspillage : la bureaucratie française rattrapée par l'IA



UNE CHRONIQUE DE ROBIN RIVATON

Un cadre laborieusement mis en place va contraindre les industriels à révéler les plans de leurs pièces détachées. L'intelligence artificielle a déjà résolu le problème.

Sur X, de nombreux témoignages montrent le déferlement de la consommation sur mesure grâce aux dernières avancées de l'IA. Comme cet internaute qui avait besoin d'un butoir de porte spécifique, a posé un mètre ruban contre l'encadrement, pris deux photos et envoyé le tout à ChatGPT Work. Dix minutes plus tard, il avait un fichier imprimable qui a permis de concevoir l'objet du premier coup. L'anecdote est banale. Mais sa date ne l'est pas. Elle intervient au moment précis où l'Etat français s'apprête à imposer aux industriels de livrer les plans d'impression 3D de certaines de leurs pièces.

L'article 19 de la loi antigaspillage de février 2020 a en effet inscrit dans le code de la consommation une obligation loin d'être anecdotique. Lorsqu'une pièce détachée indispensable n'est plus disponible sur le marché et peut être fabriquée par impression tridimensionnelle, le fabricant doit en fournir le plan, ou à défaut les spécifications techniques permettant de l'établir. Le texte renvoyait à un décret le soin de désigner les produits concernés.

Six ans plus tard, le gouvernement a enfin rédigé ce décret et l'a notifié à la Commission européenne en juin, pour une entrée en vigueur prévue au 1er janvier 2027. Le fabricant disposerait de quinze jours ouvrables pour transmettre le plan s'il en détient un, et de vingt jours pour livrer les spécifications s'il n'en détient pas. La liste des produits visés est longue : électroménager, smartphones, ordinateurs portables, consoles de jeux, serveurs, dispositifs d'affichage, articles de sport et de bricolage, voitures particulières, camionnettes et deux-roues motorisés.

Les industriels ont répondu par une fin de non-recevoir. L'Afnum, qui réunit Apple, Microsoft, Google, Xiaomi, Panasonic ou Nikon, soutient qu'aucun acteur de la réparation par impression 3D ne dispose aujourd'hui des capacités techniques ni des certifications nécessaires. L'APPLiA, où siègent Miele, Dyson, Philips ou Electrolux, invoque l'impossible contrôle de la composition des matériaux d'une pièce produite par un tiers, notamment pour les surfaces en contact avec des denrées alimentaires.

DES PLANS 3D VALIDES

Pour aller dans leur sens, une étude publiée début août par des chercheurs de l'université Mohamed ben Zayed d'intelligence artificielle, à Abou Dhabi, a confronté huit modèles d'IA à 300 pièces industrielles, un test baptisé CADEngBench. Sur les 2 400 programmes 3D qu'ils ont générés, 1 030 produisent un résultat valide. Mais seuls 432 d'entre eux respectent les exigences d'ingénierie permettant de fabriquer la pièce.

L'IA progresse cependant rapidement. Le 3 septembre, OpenAI a dévoilé GPT-6 Astra qui revendique 95,9 % sur BenchCAD, un test qui mesure la capacité d'un modèle à reconstruire un objet tridimensionnel à partir de vues multiples. Le même test ne créditait Claude Fable 5.1 que de 84,3 %. Les prochaines générations parviendront sans doute à faire encore mieux.

RESPONSABILITÉ DU FABRICANT

Le sujet n'est donc plus l'accès aux données géométriques mais à des réparateurs formés, des matériaux qualifiés et un tiers endossant la responsabilité du composant remonté dans un lave-linge. C'est ce qui permet le passage à l'échelle dans la réparation.

Le projet de décret concède aux industriels quelques points. Le mécanisme doit respecter les droits de propriété intellectuelle et obtenir le consentement exprès de leur détenteur. Une exemption est aussi prévue lorsque la pièce imprimée ne peut se conformer à certaines exigences de sécurité.

Bruxelles prévoit toutefois une autre obligation. Une directive qui sera transposée en décembre range les fichiers de fabrication numériques dans la catégorie des produits susceptibles d'être défectueux, aux côtés des logiciels et des matières premières. Un fichier de conception qui pilote une imprimante devient donc lui-même un produit. S'il est vicié et cause un dommage, son fabricant peut être sommé de rendre des comptes. En clair, au moment où l'Etat français force les constructeurs à transmettre certains de leurs plans, l'Europe les transforme en produits susceptibles d'engager leur responsabilité… L'industriel aura donc toutes les raisons de laisser, chaque fois qu'il le peut, le consommateur se débrouiller avec son modèle d'IA. ✷

Robin Rivaton est président de Stonal et membre du conseil scientifique de la Fondation pour l'innovation politique (Fondapol).

KATE COPELAND

COMMUNIQUÉ

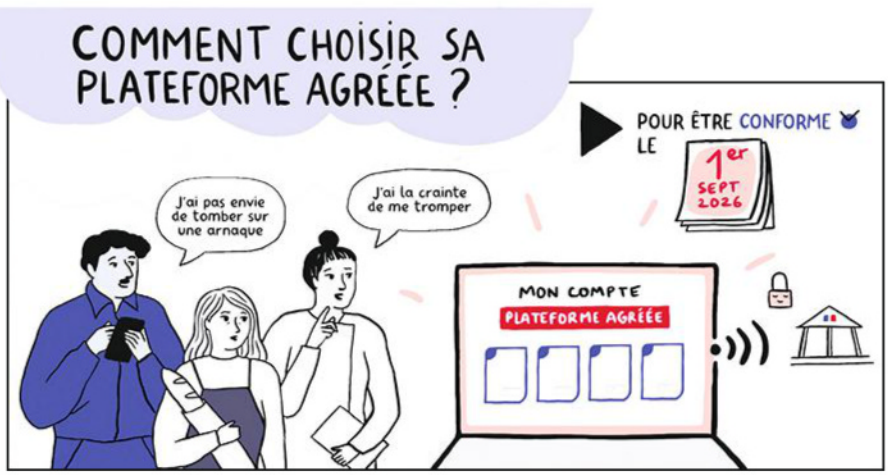
Kolecto.

PRÉSENTE :

La Facturation électronique

CÔTÉ PRATIQUE CÔTÉ CONCRET

LA BANDE DESSINÉE POUR S'APPROPRIER LA RÉFORME ET RÉUSSIR SA MISE EN CONFORMITÉ















Dessins de Mai-Lan





Découvrez comment la plateforme agréée de Kolecto répond à vos critères

Kolecto, société par actions simplifiée au capital de 30 000 euros, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro unique d'identification 844 589 226. Solution de gestion et de pré-comptabilité, ayant sa propre Plateforme Agréée : Kolecto PDP, (RCS Paris - 950955542), et immatriculée auprès de la DGFIP sous le numéro 0039.

Danemark

Sostrene Grene insuffle le « *hygge* » dans toute l'Europe

L'entreprise familiale, spécialiste de la décoration à petits prix, joue la carte de l'expérience en magasin.



↑ La seconde génération a pris le relais : Mikkel Grene *(à dr.)* est directeur général, son frère Cresten, directeur artistique.



Aux côtés de la Princesse au petit pois ou de la Reine des neiges, Anna et Clara auraient pu être les héroïnes d'un des *Contes danois* d'Hans Christian Andersen. L'une a l'âme créative, l'autre est organisée : chignons relevés, les deux sœurs fictives se font face, en ombres chinoises, sur le logo de Sostrene Grene. Leur invention remonte à 1973, lorsque Inger Grene et son mari ouvrent leur première boutique à Aarhus, deuxième ville du Danemark.

Un demi-siècle plus tard, le concept a largement dépassé les frontières danoises. La chaîne, qui s'est déployée dans 19 pays d'Europe grâce notamment à la franchise, compte une quarantaine de boutiques en France – la dernière vient d'ouvrir ses portes à Boulogne-Billancourt. Entre-temps, la seconde génération a repris le flambeau : Mikkel Grene est directeur général, son frère Cresten s'occupe de la direction artistique. Avec succès. Les ventes ont grimpé de 31 % en un an, au niveau record de 380 millions d'euros, lors du dernier exercice publié, clos en avril 2025. Les moteurs : l'expansion au Royaume-Uni et l'activité des fêtes de fin d'année – un temps fort du calendrier scandinave.

En magasin, des tisanes bio, des pinceaux, des bougies ou encore de la vaisselle, le tout à des prix abordables. « La spécialisation dans la petite décoration favorise une meilleure récurrence d'achat que l'ameublement par exemple, pointe Emilie Miquelestorena, consultante chez Another Retail. Ce positionnement correspond bien à l'implantation des magasins Sostrene Grene, souvent en centre-ville : la clientèle privilégie des achats légers et faciles à transporter sans voiture. »

L'enseigne est surtout prisée par les adeptes des loisirs créatifs. « Depuis la crise sanitaire, les activités manuelles – comme le dessin ou le crochet – connaissent un réel essor, notamment auprès de la Gen Z en quête de déconnexion, remarque Julie Hermann, fondatrice du cabinet Focus Shopper. Si des enseignes comme Action ou Normal proposent des produits similaires avec une offre purement fonctionnelle et accessible, Sostrene Grene se distingue par un univers esthétique spécifique. On entre dans un de ses magasins pas seulement pour un besoin, mais aussi pour chercher de l'inspiration, ce qui favorise les achats d'impulsion. »

ATMOSPHÈRE CHALEUREUSE

Surtout, la mise en scène est pensée avec soin. Sous une lumière tamisée, le client déambule dans un parcours à sens unique, serpentant entre les cagettes en bois. Sur les étiquettes, les mentions sont manuscrites. L'ensemble baigne dans le « *hygge* » – une atmosphère chaleureuse propre à la culture danoise, mêlant convivialité et moments réconfortants. Un thé au coin du feu. Un bon livre sous un plaid. « Une visite chez Sostrene Grene doit être l'occasion de faire une pause dans un quotidien souvent trépidant, où les clients peuvent s'immerger dans l'univers sensoriel de notre magasin », assure Mikkel Grene. Le design des produits est toujours réalisé au Danemark, avec une esthétique scandinave.

En matière de chaînes de bazar à prix légers, le royaume n'en est pas à son coup d'essai : ces dernières années, Normal et Flying Tiger ont essaimé le long des artères commerçantes européennes. Pourtant, « même si son offre est bon marché, Sostrene Grene n'est pas un discounter au sens strict du terme, analyse Frank Rosenthal, spécialiste de la distribution. Leurs produits sont axés sur l'amélioration de la vie quotidienne, avec une attention à l'art de vivre, et la théâtralisation du parcours en magasin offre une expérience que l'on ne retrouve pas chez leurs concurrents directs. »

D'ici à 2027, l'enseigne vise 500 magasins en Europe. « Notre défi est de trouver les emplacements idéaux pour développer notre réseau et attirer la clientèle cible », confie Mikkel Grene. *« All over the world »*, peut-on lire sur son logo. Le présage d'un projet encore plus ambitieux ? ✷

TATIANA SEROVA

QUELQUES CHIFFRES

Plus de 5 000
employés

423
magasins en Europe

10 %
de ventes en ligne

SDP

DONNEZ DU SENS À VOTRE ESPRIT D'ENTREPRENDRE



VOUS SOUHAITEZ CRÉER OU REPRENDRE UN MAGASIN ?



NOUS Y SERONS

Salon « Forum Franchise»
Nantes - Stand C07
17 SEPTEMBRE 2026

Salon « Forum Franchise»
Lyon - Stand D12
8 OCTOBRE 2026

VENEZ NOUS VOIR

AVEC BIOCOOP :

1. DEVENEZ

sociétaire de Biocoop et prenez part à la vie de la coopérative, à ses décisions et orientations.

2. LANCEZ

votre magasin, développez et pérennisez votre activité en vous appuyant sur l'accompagnement Biocoop.

3. GÉREZ

en totale autonomie l'ensemble des activités de votre point de vente.

Biocoop, leader de la distribution alimentaire biologique en France. Avec 744 magasins - CA 1,93 Mrd € TTC (+7,5%)

NOTRE IMPACT SUR LA CONSOMMATION
Données 2025

- 45,2 % DU MARCHÉ DU BIO SPÉCIALISÉ
- 26 % DU MARCHÉ DU VRAC
- 14 % DU MARCHÉ DU COMMERCE ÉQUITABLE

BIOCOOP Société Coopérative à forme anonyme à capital variable - SIRET 382 891 752 00216 - 28/32 boulevard de Grenelle 75 015 PARIS - Crédits photos : E.Lamy/Biocoop - Merci à l'équipe du magasin Biocoop Méditerranée - Création : Biocoop SA Juillet 2026 - Sources : Circania / Réseau Vrac/ Commerce Équitable France.

Contactez-nous pour en savoir plus sur les étapes pour devenir sociétaire de notre coopérative **creation@biocoop.fr** - Plus d'informations sur le site **biocoop.fr**

biocoop
LA BIO NOUS RASSEMBLE

IA et croissance : l'équation aux multiples inconnues



UNE CHRONIQUE D'ANTOINE LEVY

Les uns voient dans l'IA notre planche de salut économique. Les autres doutent qu'elle puisse changer la donne en profondeur. Analyse comparée de leurs modèles.

L'IA sera-t-elle notre planche de salut économique ou, au contraire, notre perte collective ? Ces derniers mois ont vu jusqu'aux plus sceptiques être éblouis par deux sauts qualitatifs successifs : les modèles dits de « raisonnement », capables de revenir sur leurs propres enchaînements intellectuels et donc d'éviter de s'enferrer dans l'erreur ; et le « tournant agentique », qui permet désormais aux IA de dépasser le cadre de la conversation avec l'utilisateur et d'intervenir directement dans la création de produits ou de documents, l'utilisation d'outils virtuels, ou la résolution de problèmes complexes.

Pourtant, si ces innovations se sont diffusées dans la société à une vitesse inédite, elles ne semblent pas encore avoir radicalement accéléré la croissance. Parmi les économistes, le débat sur l'impact de l'IA sur celle-ci fait rage, au point de susciter ces dernières semaines une véritable controverse scientifique.

D'un côté, des chercheurs de renom, comme Chad Jones ou Anton Korinek, qui ont rejoint Anthropic (l'entreprise créatrice de Claude), et qui ont présenté récemment une batterie de scénarios suggérant la possibilité concrète d'une croissance dépassant 15 % par an dès la fin des années 2020.

De l'autre, des macroéconomistes, menés notamment par Ben Moll et Luis Garicano, loin de nier l'impact substantiel de l'IA, mais plus circonspects sur ses implications économiques à court terme, et qui considèrent qu'une accélération plus modeste de la croissance à 4 ou 5 % annuels d'ici 2030 serait déjà un résultat exceptionnel.

FREINS AU DÉPLOIEMENT DE L'IA

Trois facteurs sous-tendent ces différences. En premier lieu, un désaccord sur l'amplitude des tâches automatisables dans l'économie : les premiers envisagent un monde dans lequel l'ensemble des missions aujourd'hui confiées aux travailleurs seraient susceptibles d'être accomplies par l'IA d'ici à 2030, quand les seconds rappellent qu'au-delà même des métiers manuels peu affectés par l'IA, chaque emploi est un « panier » désordonné de tâches dont certaines mettront bien plus longtemps à être remplacées, si elles le sont jamais.

Ensuite, une divergence sur la possibilité d'une « auto-amélioration récursive » à court terme des modèles d'IA, qui, devenus les principaux acteurs de leur développement, accroîtraient leur productivité de manière exponentielle, dépassant rapidement les humains, non seulement dans les tâches cognitives, mais dans l'ensemble de leurs compétences, même celles ayant trait à la manipulation du monde physique ou aux interactions sociales.

Enfin, un accent différent est mis, parmi ces deux groupes, sur les vents contraires (politiques réglementaires, « accidents industriels », réaction populaire contre les data centers) qui pourraient freiner le déploiement de l'IA à l'échelle macroéconomique. L'intérêt de cette controverse pourrait sembler limité : après tout, si des hypothèses différentes sur les chiffres à utiliser pour simuler un modèle de croissance mènent à des résultats variant du simple au quadruple pour prédire la croissance des cinq à dix prochaines années, l'exercice n'est-il pas vain, et cantonné à l'agitation intellectuelle d'un petit groupe de spécialistes ?

VERS UNE PROSPÉRITÉ INÉDITE ?

Pourtant, l'enjeu de ces modélisations est crucial, et constitue un objet politique explosif. En effet, les gains économiques potentiels doivent être considérés en miroir des risques existentiels que les progrès de l'IA pourraient faire peser sur l'humanité. Les scénarios catastrophes se multiplient, et ont donné lieu à l'habitude quelque peu morbide, parmi les spécialistes du secteur, de calculer leur *p(doom)* ou « probabilité de désastre existentiel » associée au développement de l'IA.

Si les gains économiques potentiels à mettre en regard de ces scénarios d'extinction sont d'une ampleur trop modeste, le jeu n'en vaut sans doute pas la chandelle : qui mettrait l'humanité dans la balance pour un ou deux points de croissance annuelle ? Si, au contraire, le « scénario rose » sans catastrophe majeure mène réellement à une prospérité de masse inédite dans l'histoire humaine à très court terme, alors les acteurs de l'IA pourraient-ils faire valoir un argument fort contre toute régulation excessive susceptible de retarder ce nirvana économique à portée de main. Prendre parti dans ce débat économique, c'est donc aussi choisir son camp politique : celui d'une « pause » de l'IA, ou celui d'une accélération, advienne que pourra. ✶

Antoine Levy est professeur et chercheur à l'université de Californie à Berkeley.

KATE COPELAND


C'EST QUI LE PATRON ?
C'est vous !
En créant ou affiliant votre agence immobilière.
MARQUE PRÉFÉRÉE* des Français®
CENTURY 21
LA CONFIANCE ÇA FAIT TOUTE LA DIFFÉRENCE
Chaque Agence est Juridiquement et Financièrement Indépendante.
01 69 11 12 81
dev@century21france.com

Votre meilleur bureau est sans doute un bistrot

Et s'il existait une troisième voie entre les inconvénients inhérents au télétravail et les désagréments des open space ? A en croire la science (et l'histoire), celle-ci pourrait bien être un troquet ●

Fils d'un coutelier de Langres et formé chez les jésuites, Denis Diderot a, notamment, été à l'avant-garde de l'athéisme des Lumières, inspiré un concept (« l'effet Diderot »), donné ses lettres de noblesse à la critique d'art moderne et porté le titanesque projet de *L'Encyclopédie* pendant plus de vingt ans. On serait tenté d'ajouter que Denis Diderot était aussi un habitué des cafés parisiens tant ceux-ci ont joué un rôle majeur dans son œuvre : selon la légende, l'idée du célèbre ouvrage aurait ainsi émergé lors d'une discussion avec d'Alembert au Procope (VI^{e} arrondissement de Paris), où il écrivit ensuite certains passages. Le philosophe a cela en commun avec plusieurs génies de leur temps. Du compositeur prodige Wolfgang Amadeus Mozart à la reine de la soul britannique Amy Winehouse, en passant par J. K. Rowling, auteure du succès planétaire *Harry Potter*, tous hantèrent les cafés et les pubs en quête d'inspiration.

Mais n'est pas Diderot qui veut. D'autant que, sur le papier, la perspective d'être pris en tenaille entre une poussette criarde et un voisin de table ayant renoncé à retrouver



Alix L'Hospital
Rédactrice en chef adjointe idées

ses écouteurs, le tout sur un fond pop (au mieux) des plus douteux, peut sembler incompatible avec la notion de travail.

Et pourtant, selon une étude menée auprès de résidents américains par un professeur du Massachusetts Institute of Technology (MIT) en 2021, plus d'un tiers des heures de travail à distance se dérouleraient dans des « tiers-lieux », parmi lesquels des cafés. D'après des recherches menées par la Swinburne University of Technology (Australie) en 2023, ceux-ci arriveraient même en tête des tiers-lieux de travail préférés, devant les pubs, les bibliothèques, les parcs et les espaces de coworking.

Il faut dire que le télétravail et le bureau comportent leur lot de désavantages. Comme le notait récemment le magazine *Science* dans une étude intitulée « Home alone : Remote work, isolation, and mental health », le télétravail est, par exemple, associé à une dégradation de la santé mentale et une augmentation de l'isolement (un effet renforcé chez les personnes vivant seules). De même, selon la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares), les open spaces, où le bruit ambiant est constant, présentent aussi des distractions importantes susceptibles d'affecter la concentration et la productivité…

Ne pas se fier au souvenir adolescent de films comme *L'Etudiante* (réalisé par Claude Pinoteau, 1988), dans lequel la jeune Sophie Marceau interprète une enseignante de lycée préparant l'agrégation de lettres depuis une bibliothèque aux accents monacaux. Une étude intitulée « Is noise always bad ? Exploring the effects of Ambient Noise on Creative Cognition » (*Journal of Consumer Research*, 2012) montre qu'en réalité, un niveau sonore modéré (environ 70 décibels, typique d'un café) améliore la performance créative, contrairement au silence total d'une bibliothèque ou, évidemment, au bruit assourdissant d'une boîte de nuit. De quoi nous réconcilier avec la pop de mauvaise facture et les bébés en mal d'attention…

CRÉATIVITÉ ACCRUE

Ce, surtout à la lecture d'une expérience chinoise menée par les chercheurs Te Bao et Qiao Wang en 2024, selon laquelle l'expansion rapide de Starbucks en Chine entre 2000 et 2019 serait allée de pair avec une hausse du nombre de brevets collaboratifs. En cause notamment : les interactions entre innovateurs en face-à-face dans ce type de lieux de rencontre informels. « Je ne compte plus les rencontres que j'ai pu faire en tant qu'habituée dans mon bistrot de quartier, et qui ont débouché sur des collaborations », répond volontiers la souriante Vanille*, communicante free-lance attablée au comptoir d'un troquet du V^{e} arrondissement de Paris. « Mes meilleures idées viennent d'ailleurs souvent ici. Je ne sais pas à quoi c'est dû. Peut-être à l'odeur du café », plaisante-t-elle.

Une chose est sûre : au-delà du brouhaha chaud des bistrots, les environnements inhabituels ont

JOHANNE LICARD

tendance à accroître la créativité. Comme l'explique Sunkee Lee, professeur associé en théorie organisationnelle et stratégie au sein de l'université Carnegie Mellon et coauteur d'une étude intitulée « Spaces for creativity : unconventional Workspaces and divergent thinking » (*Management Science*, 2025), « lorsque les caractéristiques inhabituelles de l'espace ne sont pas liées au problème que les gens essaient de résoudre, elles peuvent stimuler une pensée plus large et inspirer de nouvelles idées ».

A l'inverse, lorsque ces caractéristiques suggèrent directement des solutions possibles, elles peuvent restreindre la créativité. Steven Johnson, auteur du best-seller *Where good ideas come from : the natural history of innovation* (2012), ne dit pas autre chose. Pour avoir de bonnes idées, celui-ci recommande notamment de fréquenter… les cafés. Valentin*, très sérieux patron d'une PME française, est tout de même dubitatif. « C'est important d'avoir de bonnes idées. Mais si mes salariés ne sont pas productifs, ça n'est pas suffisant », dit-il. Et de qualifier les travailleurs du zinc de « glandeurs qui s'ignorent ».

L'auteure de ces lignes achève ce paragraphe aux côtés d'un voisin qu'elle ne connaît pas, auquel elle n'adressera sans doute pas la parole de l'après-midi, mais qui, comme elle, tapote sur son clavier d'ordinateur l'air pénétré. Or, c'est une chose étayée par la recherche : de façon générale, le fait d'être observé ou de travailler à côté d'autres personnes tend à améliorer la performance sur des tâches simples ou maîtrisées. Certains travaux portant sur les espaces de coworking et les cafés avancent par ailleurs l'idée qu'un voisin concentré aide à rester soi-même engagé et à éviter l'isolement du télétravail. « C'est simple, quand je travaille chez moi, je dépéris. Au café, au moins, je me sens entourée, il y a les habitués, la patronne qui me connaît et me motive quand elle sent que j'ai un coup de mou… », confirme Joséphine*, documentariste et voisine de comptoir occasionnelle de Vanille. « Mais si je veux du silence, je l'ai ! Et je dois avouer que voir les autres travailler me donne l'impression d'une compétition saine. C'est à celui qui sera le plus vaillant *[Rires.]*… »



« AU CAFÉ, JE ME SENS ENTOURÉE : IL Y A LES HABITUÉS, LA PATRONNE QUI ME MOTIVE… »

L'ODORAT, PUISSANT ALLIÉ

Certains s'entêteront peut-être à défendre la sacro-sainte bibliothèque et ses studieux pensionnaires. Ce serait sous-estimer combien notre odorat peut être un puissant allié. En effet, une étude parue en 2019 montre que de jeunes adultes ayant inhalé l'odeur du café ont notamment obtenu de meilleurs résultats aux tests d'attention et de mémoire qu'un groupe témoin. Dans une autre expérience menée en 2018, des individus avaient aussi obtenu de meilleurs résultats sur une tâche de raisonnement analytique dans une pièce parfumée au café que dans une pièce non parfumée. Et l'intuition de Vanille d'être validée par la science… Aux sceptiques, aux radins et aux caféinophobes, on conseille tout de même de tenter l'expérience. Car, comme le suggère l'expert Sunkee Lee, dépenser une certaine somme d'argent pour consommer quelque chose peut en outre nous motiver à « rentabiliser notre temps ». Sur ce, L'Express s'en va gaiement commander un second café. ✷

**Le prénom a été modifié.*

« La hausse des droits d'inscription à l'université ne doit plus être un tabou »

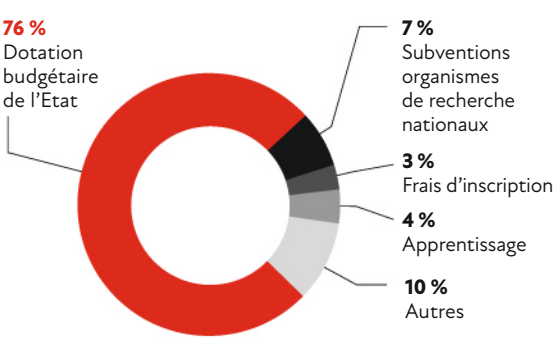
Les candidats à la présidentielle sauront-ils s'emparer de la question du financement de l'enseignement supérieur ? Pour Jérôme Fournel et Gilles Roussel, auteurs d'un rapport sur le sujet, il y a urgence. Entretien



Propos recueillis par Amandine Hirou
Grand reporter éducation

Augmenter les frais d'inscription des étudiants à la fac et permettre aux universités de fixer leurs capacités d'accueil : ce sont deux des propositions chocs du rapport remis en juin aux ministres des Comptes publics et de l'Enseignement supérieur. Ses auteurs, Jérôme Fournel, inspecteur général des finances, et Gilles Roussel, ancien président de la Conférence des présidents d'université. Des pistes également portées par la droite sénatoriale dans un rapport rendu public le 9 septembre.

Les frais d'inscription, une ressource marginale
Répartition des recettes des établissements publics et universités (2022-2023)



SOURCE : RAPPORT DE L'INSPECTION GÉNÉRALE, DE L'ÉDUCATION, DU SPORT ET DE LA RECHERCHE, ET DE L'INSPECTION GÉNÉRALE DES FINANCES, JANVIER 2025

Si le modèle financier des universités n'évolue pas, il ne sera plus soutenable d'ici à 2030, alertez-vous dans votre rapport. Comment en est-on arrivé là ?
Jérôme Fournel Cette situation est le résultat d'un processus progressif. Notre système, qui repose presque exclusivement sur le financement public, a dû absorber une forte hausse du nombre d'étudiants jusqu'au milieu des années 2010. Les moyens alloués aux universités ont bien augmenté, mais à un rythme inférieur à la croissance démographique. La poussée inflationniste qui a suivi la crise du Covid-19 a constitué un deuxième choc. Parallèlement, les sources de financement se sont diversifiées afin de soutenir le développement de l'apprentissage, de la formation continue et des appels à projets, notamment dans le cadre du plan d'investissement France 2030. Cette évolution a toutefois eu des effets indirects du fait de règles et de contraintes : ainsi, le recours à des contractuels, indispensable pour le financement de certains projets, a alourdi la masse salariale, et contribué à fragiliser l'équilibre financier des établissements.

Votre proposition d'augmenter les frais d'inscription des étudiants a suscité une levée de boucliers, notamment de la part des syndicats étudiants. Pourquoi relancer ce débat ?
J. F. Même si le rôle de l'Etat doit rester central, les universités n'ont d'autre choix que de diversifier leurs ressources. La hausse des frais d'inscription, qui ne représentent aujourd'hui que 3 % de leur financement, fait partie des pistes à explorer et ne doit plus être considérée comme un tabou. L'objectif serait de porter cette part à 10 %, ce qui reviendrait à fixer le montant d'une année de licence à 900 euros, contre 178 euros aujourd'hui, et celui d'une année de master à 1 300 euros, contre 245 euros. Rapportés aux coûts réels des formations, ils demeurent très modiques.
Gilles Roussel Il faut préciser que cette hausse ne s'appliquerait qu'aux étudiants déjà soumis au paiement de l'intégralité des droits d'inscription. Les boursiers, qui en sont aujourd'hui exonérés, continueraient de l'être. En parallèle, nous plaidons pour une réforme du système de bourses afin d'élargir le nombre de familles pouvant en bénéficier.

En juin dernier, le ministre de l'Enseignement supérieur, Philippe Baptiste, réclamait plus de fermeté dans l'application des droits d'inscription, plus élevés, des étudiants non issus de l'UE. Pourquoi ne pas avoir abordé ce point dans votre rapport ?
J. F. Les modalités actuelles font que bon nombre d'universités n'appliquent pas les droits d'inscription relatifs aux étudiants extracommunautaires. L'évolution de la réglementation en vigueur est cohérente avec notre objectif de diversification des ressources. Cela étant, les recettes attendues restent limitées : elles devraient représenter 200 millions d'euros, là où l'augmentation générale des frais d'inscription devrait apporter

L'EXPRESS

→ « On ne peut pas demander aux établissements de se hisser dans les classements sans leur donner la possibilité de fixer leurs capacités d'accueil. »





Bio express

Jérôme Fournel a été le directeur général des Finances publiques de 2019 à 2024 et le directeur de cabinet de Michel Barnier à Matignon en 2024.



Gilles Roussel a été à la tête de la Conférence des présidents d'université de 2017 à 2020 et a dirigé l'université Gustave-Eiffel de 2021 à 2026.

L. LESAUX/PHOTOPQR/LE TÉLÉGRAMME/MAXPPP - H. DE OLIVEIRA - WIKIMEDIA COMMONS

au total 1,5 milliard de recettes supplémentaires.

Vous suggérez aussi que les établissements puissent fixer eux-mêmes leurs capacités d'accueil. Au risque de remettre en question le principe de l'accès au supérieur pour tous ?

G. R. Ce principe mérite d'être interrogé, même s'il s'agit d'un sujet sensible. On demande aux universités de se hisser dans les classements internationaux tout en continuant à accueillir et à accompagner dans sa progression tout étudiant, quel que soit son niveau. Or on ne peut pas exiger des établissements qu'ils améliorent leurs performances, développent la recherche, l'innovation et la professionnalisation sans leur donner la possibilité de fixer leurs capacités d'accueil. Reste la question suivante : que fait-on des étudiants qui arrivent parfois à l'université par défaut ? Cela implique une réflexion plus large sur la manière de mieux les orienter et de les accompagner vers les différentes voies de l'enseignement supérieur, qu'elles soient universitaires, privées ou professionnalisantes.

Faut-il continuer à préserver coûte que coûte certaines disciplines ou certains champs de recherche parfois considérés comme des niches peu rentables ?

G. R. Ce sujet n'a pas été abordé directement dans le rapport, mais je participe à un groupe de travail consacré aux disciplines rares. Certaines thématiques semblent secondaires à un moment donné avant d'être perçues, plus tard, comme des enjeux majeurs. Que dirions-nous aujourd'hui si, en France, les chercheurs travaillant sur l'Ukraine avaient disparu du paysage académique ? De la même manière, à l'époque des grandes vagues de délocalisations industrielles, nous avons commis l'erreur de délaisser la recherche en métallurgie. A l'heure où l'on parle de réindustrialisation et où l'on mesure l'importance stratégique de certains métaux, ces travaux se révéleraient précieux.

J. F. La question de la régulation du nombre d'étudiants formés dans certaines filières ne doit pas non plus être éludée. Le risque inverse serait de conduire des générations d'étudiants vers des cursus offrant peu de débouchés. Les formations doivent rester ouvertes sur le monde et nous devons trouver des points d'équilibre entre les différents acteurs que sont l'Etat, les universités, les collectivités territoriales et le monde économique.

Parmi les autres pistes, vous évoquez celles de miser davantage sur la formation continue, de développer le mécénat d'entreprises, d'améliorer la gestion du patrimoine immobilier… Sur quoi concentrer les efforts ?

G. R. Nous savons que la contrainte budgétaire peut amener à revoir le niveau de financement de l'apprentissage ou celui des appels à projets liés à la loi de programmation de la recherche. L'enjeu majeur sera de préserver, a minima, le même niveau d'investissement de la part de l'Etat afin de continuer à bénéficier de ces leviers indispensables.

J. F. Certaines universités pourront choisir d'augmenter le coût d'une partie de leurs formations. D'autres développeront des cursus plus spécialisés dans des secteurs susceptibles d'intéresser des entreprises de leur territoire. D'autres encore renforceront l'apprentissage ou la formation continue en s'appuyant sur des partenariats avec le monde économique.

Comment convaincre les futurs candidats à l'élection présidentielle que la question de la diversification des ressources des universités constitue un enjeu majeur pour l'avenir ?

J. F. Le risque, si nous ne prenons pas ces sujets à bras-le-corps, y compris les plus sensibles, est de voir l'université se paupériser et perdre en attractivité. C'est en lui donnant davantage de marge de manœuvre et d'autonomie qu'on pourra l'aider à rester compétitive, notamment face aux formations privées. Un modèle reposant sur la subvention publique demeure fragile. Les évolutions observées aux Etats-Unis ou dans d'autres pays montrent à quel point il est essentiel que les universités conservent leur indépendance et leur autonomie afin de continuer à éclairer les jeunes générations. ✶

Bill Gates

« Sur l'IA, je mets ma réputation en jeu… »

A l'occasion de la sortie du rapport de sa fondation, le cofondateur de Microsoft rappelle que si les inquiétudes autour de l'intelligence artificielle sont légitimes, celle-ci pourrait aussi bénéficier aux pays en développement ●



Propos recueillis par Stéphanie Benz
Rédactrice en chef adjointe sciences



et Thomas Mahler
Directeur adjoint de la rédaction

Une déflagration internationale. L'alerte lancée à la fin du mois d'août par Bill Gates face aux risques liés à la montée en puissance de l'intelligence artificielle a été largement reprise par les médias du monde entier. Le cofondateur du géant de l'informatique Microsoft, jusqu'ici grand technophile, y appelle à se préparer à cette révolution, avant qu'il ne soit trop tard. Mais le milliardaire y voit aussi une source d'espoir. A la tête de sa fondation, toujours aussi impliqué dans l'aide au développement, Bill Gates constate tous les jours à quel point l'IA peut déjà aujourd'hui, et encore davantage à l'avenir, bénéficier aux pays les plus pauvres. En exclusivité pour L'Express, alors que paraît la nouvelle édition de *Goalkeepers*, le rapport annuel de la Fondation Gates, il explique comment et à quelles conditions l'intelligence artificielle pourra changer la donne pour ces pays.

Vous expliquez avoir toujours été optimiste face à l'innovation. Pour la première fois pourtant, l'IA vous inquiète. Pourquoi cette transition technologique sera-t-elle l'une des périodes les plus tumultueuses de l'histoire de l'humanité ? Sous-estimons-nous les effets de l'IA ?

Bill Gates Beaucoup de gens se laissent bercer par l'idée qu'il ne serait pas nécessaire de prendre des mesures particulières vis-à-vis de l'IA, car ils voient que les technologies passées ont toutes été plutôt bénéfiques. Ils ont raison. Chaque technologie inventée par l'humanité a amélioré notre sort, et le marché de l'emploi est resté solide, voire s'est renforcé à mesure que nous devenions plus riches.

L'IA est très différente. Je mets en quelque sorte ma réputation en jeu en disant ceci : ne vous fiez pas aux limites actuelles des grands modèles de langage, ni à l'expérience passée pour déterminer ce qu'il faut faire aujourd'hui.

J'espère que nous verrons un engagement politique. Le secteur de la tech est très impliqué, et ses acteurs ont admis que, oui, nous avons probablement besoin d'une réglementation. Ces bonnes intentions vont maintenant être mises à l'épreuve. A mesure que les think tanks et les universités collaboreront avec les décideurs et les responsables politiques, et que des concepts tels que la taxation des robots ou le fait d'avoir des emplois « réservés aux humains » dans certains secteurs, afin d'empêcher l'IA de les remplacer, gagneront du terrain, le secteur de la technologie pourrait se dire : « Non, attendez un instant, ce n'est pas ce que nous voulions ». Mais pour l'instant, nous n'en sommes encore qu'au début de la réflexion sur les réponses concrètes à apporter aux transformations liées à l'IA.

Il faut maintenant mobiliser les expertises, confronter les idées et faire émerger des propositions suffisamment solides pour guider les choix à venir. Pourtant, dans des domaines comme le marché de l'emploi, nous commencerons déjà à observer des effets significatifs d'ici deux à trois ans…

Quels sont les risques spécifiques liés à l'IA pour les pays en développement ? Pourquoi pensez-vous qu'elle pourrait accroître les inégalités entre les pays du Sud et le monde riche ?

La plupart des Occidentaux ne se rendent pas compte à quel point la vie en Afrique subsaharienne est différente de celle des pays riches, ce que les gens doivent endurer en termes de pénurie de médecins, de maladies spécifiques pour lesquelles il n'existe pas encore de solutions innovantes. Prenons simplement le paludisme. Les pays riches ne connaissent pas cette maladie infectieuse, il est donc difficile de comprendre à quel point c'est un problème urgent.

Pour de nombreux pays en développement, à mesure que nous accélérons des recherches comme celles financées par la Fondation Gates, l'IA peut s'avérer bénéfique, car elle permet de fournir des conseils médicaux directement au patient ou des conseils agricoles directement à l'agriculteur. Si nous parvenons à ce que toutes les personnes disposent d'une connexion

→ « Dans le domaine médical, l'adoption de l'IA dans les pays pauvres peut s'accélérer si l'aide étrangère et des organisations philanthropiques comme la Fondation Gates unissent leurs forces. »



W.ACKERMAN/FONDATION GATES

Internet et d'un smartphone, si nous veillons à ce que leur langue locale soit bien prise en compte, si nous utilisons des fonds philanthropiques pour intégrer les données qui leur sont propres et si nous menons réellement des programmes pilotes pour comprendre ce qui fonctionne, les avancées positives pourraient être plus spectaculaires en Afrique que dans les pays riches.

Prenons le domaine médical. Ce secteur est très strictement réglementé, car on ne veut commettre aucune erreur. Même un taux d'erreur de 1 % est trop élevé. C'est un domaine où je pense que l'adoption de l'IA peut s'accélérer si les budgets de l'aide étrangère et des organisations philanthropiques comme la Fondation Gates unissent leurs forces, voire obtiennent un certain soutien de la part du secteur de l'IA. Je dois mentionner quatre entreprises qui ont apporté une aide précieuse à la Fondation Gates : Microsoft, Google, Anthropic et OpenAI. Cela devrait encore s'amplifier à l'avenir, car ces acteurs souhaitent associer leurs efforts à notre travail de terrain, mené en collaboration avec les gouvernements africains, et à notre compréhension de questions telles que le paludisme et les besoins agricoles africains – des domaines dans lesquels ils ne se spécialiseront jamais. La balance bénéfice-risque pour l'IA est en réalité un peu plus favorable à l'Afrique subsaharienne, à condition que l'aide, la philanthropie et les efforts soient correctement ciblés.

Que proposez-vous à la Fondation Gates ?

Nous mettons en place une coalition pour veiller à ce que les langues africaines soient bien prises en charge par l'IA. Quand je me suis rendu au Rwanda, j'ai constaté que même pour le kinyarwanda, pourtant l'une des langues africaines les mieux traitées par l'IA, les taux d'erreur y étaient nettement plus élevés qu'en anglais. C'est tout à fait résoluble. Pour cela, il faut collecter des données qui seront du domaine public, de sorte que tous les modèles d'IA – qu'ils soient locaux, mondiaux, américains ou chinois – puissent exploiter ces données linguistiques et en tirer profit. Voilà une mesure très concrète.

L'Afrique est confrontée à d'énormes défis en matière de données : par exemple, comment améliorer la gestion budgétaire du gouvernement et s'assurer que l'argent est bien dépensé ? Tant que vous ne disposez pas des données, l'intelligence artificielle ne peut pas vous aider de manière optimale en ce qui concerne votre chaîne d'approvisionnement, votre système de passation de marchés publics ou la performance de vos employés.

Le Rwanda est un pionnier dans la structuration des données →



« Le Rwanda est un pionnier dans la structuration des données nationales, notamment pour le système de santé », témoigne Bill Gates *(ici, au côté du ministre de la Santé rwandais, en juillet).*

gouvernementales, notamment pour le système de santé. Nous finançons par exemple le campus à Kigali de l'université Carnegie-Mellon, qui attire de nombreux talents pour aider à développer ces applications numériques. L'objectif est de collecter des données sur les sols et le climat africains. Mais il faut aussi renforcer les capacités humaines pour mettre efficacement en œuvre ces systèmes.

J'ai une vision pragmatique de la situation : où devrions-nous en être en matière d'éducation, de santé ou d'agriculture en Afrique ? La Fondation Gates a le sens de l'urgence, car l'ensemble de nos fonds sera dépensé dans les dix-neuf années à venir. Nous essayons de mener à bien des projets très ambitieux, comme réduire encore de moitié la mortalité infantile ou éradiquer le paludisme. Grâce à l'IA, je pense que nous pouvons nous montrer encore plus ambitieux si nous parvenons à établir les bons partenariats et si les budgets de l'aide au développement ne sont pas réduits davantage qu'ils ne l'ont déjà été…

Parmi toutes les innovations que vous avez observées ces derniers mois, quelle est celle qui vous paraît vraiment passionnante et prometteuse ?

A ma grande surprise, les projets pilotes agricoles progressent plus rapidement que tout le reste. Il y a déjà des centaines de milliers d'agriculteurs en Inde qui, au quotidien, utilisent l'IA pour obtenir des informations sur les engrais, la santé des cultures et la météo.

J'ai été étonné de constater que, d'une certaine manière, en agriculture, si l'on réussit 99 fois sur 100, c'est déjà formidable. En matière de santé, il faut se rapprocher de 100 sur 100, et c'est pourquoi nous redoublons d'efforts dans ce domaine. Pour ce qui est de l'éducation, même si cela prend du temps, il faut impliquer les enseignants, leur montrer qu'ils vont gagner en productivité avec l'IA.

En Afrique, nous sommes confrontés à des défis particuliers. Tout le monde ne dispose pas d'un smartphone ni d'une connexion Internet. Et puis, il y a un manque d'infrastructures, que nous devrons en partie financer à un moment où l'aide internationale devient très, très rare.

En matière de santé et d'éducation, un pays comme le Rwanda avance aujourd'hui plus vite que d'autres. Mais il ne s'agit en aucun cas d'un savoir-faire exclusif. Les gouvernements sont libres d'apprendre les uns des autres. Ce sera l'une des grandes priorités de la Fondation Gates.

Dans un récent article paru sur votre blog Gates Notes, qui a été très commenté, vous estimez que les gouvernements occidentaux auront du mal à relever ce défi de l'IA. En France aura lieu l'année prochaine une élection présidentielle, et pourtant il est très peu question d'intelligence artificielle…

Cela va vite changer. J'espère que ce changement ne viendra pas seulement du fait que les électeurs prendront conscience des inconvénients liés à l'IA, mais aussi de la volonté des responsables politiques d'accélérer les avancées positives. Cette technologie est très efficace pour vous aider à mieux comprendre les systèmes de prestations sociales, les systèmes fiscaux et les régimes de retraite. Les IA peuvent servir l'action publique, à condition de leur fournir les bonnes données. Si l'on souhaite réduire les délais réglementaires pour la construction, les lancements de projets ou l'enregistrement des entreprises, l'IA peut rendre l'administration bien plus réactive. Mais je ne vois pas suffisamment d'efforts dans cette direction.

Le sujet le plus marquant sera bien sûr le risque de perte d'emplois. Je ne m'attends pas à ce que les électeurs s'inquiètent des risques cybernétiques, biologiques ou psychosociaux liés à l'IA ; ces domaines ne sont généralement pas en tête de leurs préoccupations. En revanche, la peur pour les emplois grandit. Lors des cérémonies de remise des diplômes aux Etats-Unis, il suffit à l'orateur de mentionner le mot « IA » pour se faire huer. C'est un terme devenu particulièrement polémique. Une réaction politique simpliste serait de dire « bon, arrêtons tout ça ». Pour un pays pris isolément, c'est certes possible – on peut bloquer une partie de son propre territoire à une nouvelle technologie. Mais ce ne serait pas la réponse la plus bénéfique. ✶



L'IA aide déjà les paysans indiens

740 000 agriculteurs utilisent un outil IA pour mieux gérer leurs cultures

18 cents c'est le coût par utilisateur de cette application

SOURCE : GOALKEEPERS, 2026

« LES IA PEUVENT SERVIR L'ACTION PUBLIQUE, À CONDITION DE LEUR FOURNIR LES BONNES DONNÉES »

REDUAN ARIEFEEN/SHUTTERSTOCK - L'EXPRESS - A. RUGEMA/FONDATION GATES

Des attaques contre la science toujours plus inquiétantes



KATE COPELAND

UNE CHRONIQUE DU PR ALAIN FISCHER

Aux Etats-Unis comme en Europe, les projets des dirigeants et des partis populistes font peser une menace de plus en plus importante contre la liberté académique.

Depuis janvier 2025, le président Trump et son administration se sont lancés dans une campagne de démantèlement de l'aide internationale au développement et à la recherche en supprimant l'organisme Usaid et son budget de 43 milliards de dollars. Les attaques contre les universités, les organismes de recherche dont le NIH (National Institutes of Health) et les agences gouvernementales chargées de la santé publique se sont multipliées, notamment sous la forme de suppressions de postes (14 000 titulaires d'un doctorat en science ont perdu leur emploi), de coupures budgétaires et d'interdits. Les recherches sur le VIH, les vaccins à ARN messager, le genre ou encore l'inclusion ne sont plus financées. Les coupes auraient pu être encore plus sévères si le Congrès n'avait pas rétabli le budget des organismes de recherche. En parallèle, Robert F. Kennedy Jr, secrétaire à la Santé, a limogé les scientifiques jusque-là en charge des recommandations en matière de vaccination.

Mais ce n'était pas encore suffisant ! Voici que le bureau fédéral du management et du budget envisage de changer les règles d'attribution et d'utilisation des crédits de recherche. La mesure la plus spectaculaire stipule que tout projet scientifique sera revu par l'administration et donc soumis à une forme de censure politique avant d'être financé. C'est une remise en cause de la sacro-sainte évaluation par les pairs des projets de recherche, une immense brèche dans la liberté académique. Haro sur les sciences maudites par l'administration Trump : climat, sciences humaines et sociales, vaccins, genre, diversité, migrations, minorités… L'argent public doit être utilisé conformément aux priorités du président. Le journal *Science* n'hésite pas à titrer à ce propos qu'il s'agit d'une nouvelle « alerte rouge ». De plus, il est prévu de restreindre considérablement le financement des collaborations internationales.

UNE VISION ANTI-ÉLITE

Cerise sur le gâteau, ces crédits ne peuvent servir à couvrir les frais de publication des articles scientifiques, mesure susceptible de menacer l'indépendance des revues, notamment celles prônant une science ouverte. Une consultation – obligatoire du fait de la loi – est en cours avant une mise en œuvre éventuelle. Si ces mesures devaient être appliquées, elles auraient des effets dévastateurs sur l'innovation, la science et la recherche, a déclaré le Dr Georges C. Benjamin, président de l'American Public Health Association. Nous assistons à l'incroyable fuite en avant de cette vision anti-élite et de ce fait anti-universitaire de l'administration Trump. A contrario les domaines qui plaisent, comme la physique quantique, l'intelligence artificielle ou la conquête spatiale (objectif Mars), sont (en partie) financés – sans parler des fantasmes transhumanistes de certains milliardaires.

COUPES DANS LES FINANCEMENTS

Sommes-nous à l'abri de la propagation en Europe et en France d'une telle politique ? Ses admirateurs ne manquent pas en Europe. Dans son programme, le parti d'extrême droite allemand AfD s'attaque frontalement à la liberté académique en prévoyant de couper le financement de projets de recherche dans les domaines qui déplaisent. Ce parti est aux portes du pouvoir de plusieurs régions, au sein desquelles il pourrait appliquer cette politique du fait de l'organisation fédérale de l'Allemagne. En France, on a pu entendre proférer ces derniers mois, dans le contexte de recherche d'économies, des attaques contre le CNRS, notre principal organisme de recherche.

La même vision populiste inspirée par une vision libertarienne telle qu'elle sévit aux Etats-Unis pourrait s'inviter chez nous à l'issue de la prochaine élection présidentielle. Cette menace vient se superposer à une situation médiocre du financement de la recherche publique en France, déjà très inférieur à celui de nos voisins, alors même que nos performances déclinent, comme le démontre le rapport récemment publié par l'Observatoire des sciences et techniques. Budget annuel et mesures complémentaires conduisent à son grignotage, tandis qu'apparaissent de nouvelles contraintes à l'obtention de crédits de l'Agence nationale de la recherche. En deux mots, contextes international et national sont de moins en moins favorables pour la recherche scientifique. ✶

Alain Fischer est professeur émérite au Collège de France et cofondateur de l'Institut des maladies génétiques (Imagine).

Arthur Dreyfus, maître ès homobiographies

Héritier d'Hervé Guibert et de Guillaume Dustan, il décortique sur un millier de pages l'histoire de son homosexualité. Un récit monumental qui fera date dans le genre de l'écriture de soi ●



→ « Le *chemsex* est un fléau d'autant plus insidieux que s'y mêle un discours punk et libertaire », pense l'auteur de *La Troisième Main*.

H. BAMBERGER/POL

A ses débuts, auteur chez Gallimard et animateur sur France Inter, Arthur Dreyfus était le nouveau gendre idéal de la littérature française. Il tombe le masque en 2021 : désormais publié chez P.O.L, il sort *Journal sexuel d'un garçon d'aujourd'hui,* un pavé de plus de 2 000 pages qui le révèle plus proche de Guillaume Dustan que de Philippe Besson. En 2023, il revient au roman avec *La Troisième Main,* conte fantastique racontant les mésaventures d'un pauvre homme né avec un bras supplémentaire au milieu du ventre, qu'il ne contrôle pas. C'est avec *La Troisième Main* qu'on a vraiment saisi le talent, et même le génie, de l'écrivain, d'une intelligence et d'une fantaisie rares.

« ATOMISATION DE LA PUDEUR »

La Punition, qui vient de paraître et figure sur la sélection du prix Renaudot, est une sorte de suite réfléchie du *Journal sexuel*. Arthur Dreyfus y raconte l'histoire secrète de son homosexualité. A 16 ans, lors de son coming out, il enregistre la conversation houleuse qu'il a avec son père, honnête médecin lyonnais – discussion dingue qui est reproduite au début du livre. Puis le jeune Arthur quitte Lyon pour Paris, fait ses débuts dans la vie et bascule dans la compulsion sexuelle (d'abord avec l'application de rencontre Grindr, ensuite avec le *chemsex,* un cocktail de 3-MMC, de kétamine et de *crystal meth*). Sur plus de 1 000 pages, tour à tour fiévreuses, désespérées ou drôles, on le voit sombrer et se ressaisir peu à peu, jusqu'à ce qu'il se joigne à des groupes de parole des Narcotiques anonymes. Ceux qui liront jusqu'au bout cette captivante autoanalyse verront le Dr Dreyfus être confronté au discours qu'il avait tenu à son fils, au cours d'un dîner lui aussi enregistré – une scène mémorable, à la fois bouleversante et burlesque, comme Arthur Dreyfus en a le secret.

Le jour où nous rencontrons l'auteur dans un café parisien, les rôles s'inversent : c'est nous qui



Louis-Henri de La Rochefoucauld
Rédacteur en chef adjoint livres

sortons notre dictaphone. Dans *La Punition,* cherchant à qualifier son propre livre, Arthur Dreyfus invente un mot : « homobiographie ». Quels modèles avait-il en tête en se lançant dans ce projet fou, version postmoderne gay des *Confessions* de saint Augustin ? « Les deux premiers livres qui m'ont vraiment marqué, à la fin de l'adolescence, sont *Mes parents* d'Hervé Guibert et le *Journal* de Jules Renard. Avec Renard, même si c'est plutôt ludique, j'ai découvert un nouveau champ de la littérature : la possibilité de déposer quelques éclats de la vie sur du papier, et qu'ils survivent. Depuis, c'est la littérature autobiographique qui m'a toujours le plus intéressé : l'œuvre de Marguerite Duras, les journaux intimes d'Anaïs Nin, Gide ou Léautaud, les poèmes d'un poète belge que j'adore, William Cliff… »

Le thème de l'homosexualité imprègne presque chaque page de *La Punition*. Dans le domaine de l'écriture de soi, cela change-t-il à ce point la donne ? « Je me sens une fraternité d'âme avec des auteurs hétéros comme Montaigne ou Rousseau qui ont ressenti cette forme d'injonction presque calviniste à mettre noir sur blanc tout ce qui leur faisait honte, en utilisant l'écriture comme un outil d'atomisation de la pudeur. Mais oui, j'ai l'impression que, quand est *queer* au sens large, pas dans une norme hétéro, il y a une partie de votre vie que vous vivez dans la fiction. Vos parents et votre entourage vous présument hétéro jusqu'à un certain point. Au cours de vos premières années, le monde réel ressemble à une pièce de théâtre où vous êtes censé désirer les femmes, obéir à votre père. Il me semble que, dans une existence gay, l'écriture du destin est plus active : il faut faire plus d'efforts pour assumer son désir divergent et aller vers sa liberté. »

Formellement, *La Punition* est un livre inclassable, qui mêle récit, aphorismes, fragments – Arthur Dreyfus lui-même voit dans ce « magma » et cette « transe » un « laboratoire ». On a le texte, mais aussi le making of, et le making of du making of, des amis de l'auteur commentant le manuscrit en cours d'écriture. Il y a aussi d'authentiques morceaux de bravoure, comme ce passage hallucinant où, sur quelques dizaines de pages, on plonge dans une soirée *chemsex* à New York. Sur ce thème, on n'avait jamais rien lu d'aussi précis dans la littérature française. D'ordinaire léger, l'écrivain, qui s'est sorti de cette addiction, nous en parle avec plus de gravité : « Par principe, je ne fais pas de militantisme, je ne crois pas que tout soit politique, blablabla, mais je pense que le *chemsex* est un fléau de société, d'autant plus insidieux que s'y mêle un discours libertaire et punk. 80 % de mes amis gays ont vécu un truc compliqué avec le *chemsex*. Il y a dix ans, c'était encore un épiphénomène. Aujourd'hui, c'est épidémique : quand vous vous connectez sur Grindr, 1 personne sur 3 vous propose de consommer des drogues. La dépendance aboutit toujours à une recherche d'anéantissement, de déchéance, de perte de sa dignité humaine. Pour ma part, je recherchais sans doute une mise en scène tragique de la punition infligée par mon père, une punition mêlée d'extase. J'avais littéralement la mort dans l'âme. C'était beaucoup de souffrance. Je vois une homophobie inconsciente et systémique dans le fait qu'on ne parle pas plus des ravages du *chemsex*. »

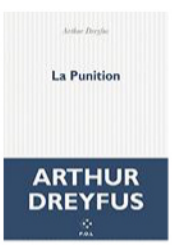
« AVEC LE *JOURNAL* DE RENARD, J'AI DÉCOUVERT LA POSSIBILITÉ DE DÉPOSER QUELQUES ÉCLATS DE LA VIE SUR DU PAPIER, ET QU'ILS SURVIVENT »

Il est impossible de faire en deux pages le tour d'un livre aussi riche. Il y a des révélations croustillantes sur le petit milieu gay parisien – on apprend que les murs des toilettes de Sébastien Chenu sont tapissés de photos de lui avec des célébrités – et des analyses plus profondes, notamment sur le rapport de l'écrivain à sa judéité – une passionnante rencontre avec l'historien Ran Halévi.

UN GARÇON DOUÉ DE MILLE DONS

Arthur Dreyfus entrant dans la quarantaine plus apaisé, on peut se demander comment il va évoluer. On lui parle d'un ancien de chez P.O.L, Renaud Camus, qui fut en 1979 l'auteur branché de *Tricks* avant de devenir le théoricien controversé du grand remplacement. Comme on s'en doutait, ce n'est pas sa tasse de thé : « J'avais lu *Tricks* quand je terminais mon *Journal sexuel* : c'est le portrait d'une époque, d'une génération – et c'est ce que j'adore avec les livres qui parlent de sexe. Pour autant, je ne suivrai jamais Renaud Camus. Je ne passerai pas de la jouissance du corps à la jouissance de la haine. Sortir du marché sexuel et métaboliser ça en détestation des autres, je trouve ça triste. Confondre la détestation de vieillir avec la détestation du monde contemporain, compenser son manque de reconnaissance par le besoin de trouver des boucs émissaires… Il me semble que le sens d'une vie d'écriture, c'est au contraire d'aller vers toujours plus d'ouverture à la sensibilité et à la souffrance de l'autre. »

A la fin de l'interview, Arthur Dreyfus nous montre des images de l'adaptation de *La Troisième Main* par Michel Hazanavicius, qui sortira l'année prochaine – un film muet, comme *The Artist,* avec François Civil dans le rôle principal et une musique d'Alexandre Desplat. De son propre aveu, il aurait pu finir « comme Pierre Palmade ou Richard Descoings ». Dieu merci, l'avenir appartient à ce garçon doué de mille dons. En guise de conclusion, il nous cite Moïse dans le Deutéronome : « J'ai mis devant toi la vie et la mort, la bénédiction et la malédiction. Tu choisiras la vie. » ✶

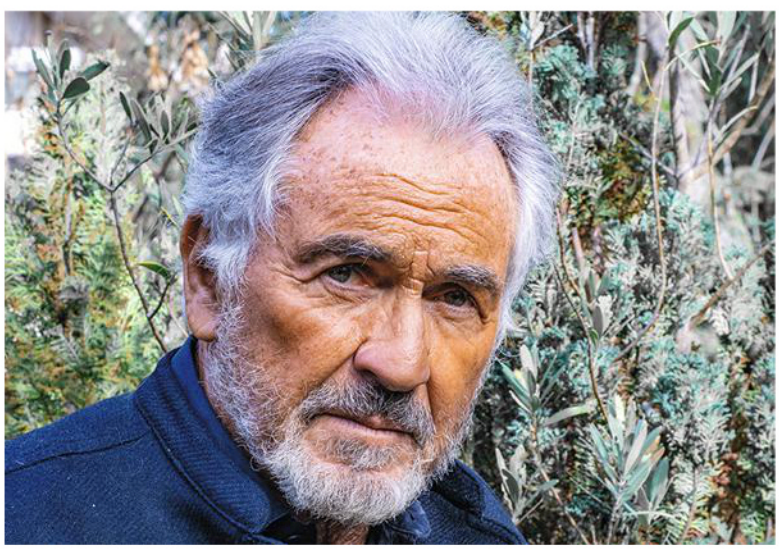


La Punition, par Arthur Dreyfus. P.O.L, 1125 p., 35 €.

Félicité

Jean-Paul Enthoven : il faut imaginer Narcisse heureux

L'écrivain consacre au bonheur un essai érudit et égotiste (dans le meilleur sens du terme). Tout l'inverse d'un vulgaire manuel de coaching.



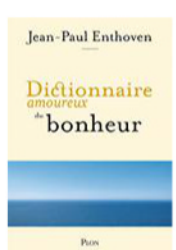
← On ne peut être qu'épaté et séduit par la vitalité éternelle de cet homme de 77 ans.

J.F. PAGA/PLON

Volontiers morose, Freud l'affirmait : « Le bonheur ne fait pas partie du programme de la Création. » Cette position définitive, Kant l'avait défendue avant lui : « Si la Providence avait voulu que nous fussions heureux, elle ne nous aurait pas donné l'intelligence. » Schopenhauer, Flaubert et autres esprits du même calibre ne pensaient pas autrement. Le bonheur ne serait-il bon que pour les benêts ? Bien sûr que non. On peut, comme Jean-Paul Enthoven, décider d'inscrire ses pas dans ceux de Stendhal, lequel n'avait pas honte de déclarer : « Je remplirais des volumes si j'entreprenais de décrire tous les souvenirs enchanteurs des choses que j'ai vues. »

Romancier parfois déconcertant, Enthoven est un essayiste étincelant, et ici plus que jamais. Egrenant anecdotes personnelles, citations bien choisies et réflexions acérées, son *Dictionnaire amoureux du bonheur* prolonge les savoureux *Souvenirs d'égotisme* de son maître Stendhal. S'appropriant une formule de Woody Allen, Enthoven reconnaît « être né dans le judaïsme avant de [se] convertir au narcissisme ». Le moi n'est pas toujours haïssable, pourvu qu'on cultive l'amour et la bonté en plus de ses plaisirs et de son élégance vestimentaire.

Se tenant à l'écart des passions tristes, Enthoven établit une distinction fondamentale dans le genre humain : selon lui, il y aurait d'un côté les « biophobes » dépressifs et gris, de l'autre les « biophiles » épicuriens et hédonistes. Biophile absolu, Enthoven aime : Montaigne, Diderot et le prince de Ligne ; *La Dolce Vita*, *La Grande Belleza* et *Le Cercle des poètes disparus* ; le soleil, l'été, les cyprès et les bains de mer ; la diététique, la gymnastique et le sport (un match de foot, une balle bien frappée au tennis, une descente en ski dans la poudreuse). Encore faut-il trouver les justes endroits où flâner. Les lieux de prédilection de notre dandy cosmopolite ? Capri, Saint-Tropez, Rome, l'Uruguay, la Zahia de son ami Bernard-Henri Lévy à Marrakech ou le mythique Pink Palace de Beverly Hills. Mathilde Panot vouerait aux gémonies ce livre ultra-élitiste – mais, après tout, personne ne reproche à Proust de ne pas être descendu dans les mines pour écrire *Germinal*.



Dictionnaire amoureux du bonheur, par Jean-Paul Enthoven. Plon, 547 p., 27 €.

PIQUES SUR HOUELLEBECQ

Si cet allègre et lumineux *Dictionnaire amoureux du bonheur* n'est porté que par la félicité, Enthoven en écarte quand même quelques fâcheux. On conseille les entrées piquantes sur Jean-Jacques Rousseau et surtout Michel Houellebecq, « ce prosateur cossu qui a eu le génie de se déguiser en damné de la vie », aux livres remplis de « sexe banal ou imaginatif, éventuellement zoophile ». « Sa recette, sa martingale, son assurance succès : style froid couleur béton serti d'obscénités », écrit Enthoven, qui préfère se rappeler Louise de Vilmorin ou Maurice Ronet, ses séjours en Corse auprès du sémillant Jean d'Ormesson, ses soirées avec Françoise Sagan, ses conversations avec Philippe Sollers.

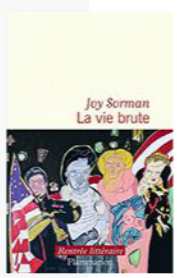
Ce *Dictionnaire amoureux du bonheur* est un bal tourbillonnant où l'on croise les heureux de ce monde (parfois maudits, tels Hemingway et Fitzgerald). Avançant souvent masqué, l'auteur se livre par moments, ce qui donne de très belles pages sur sa mère, sa femme Patricia d'Arenberg, son enfance malheureuse en Algérie à laquelle il a su échapper, ou son premier baiser échangé adolescent à Brighton, au cours d'un bien nommé échange linguistique. Contrairement aux âneries débitées par les gourous du bien-être, dont on sort abruti, ce livre plein d'esprit et de style donne une pêche d'enfer. On ne peut qu'être épaté et séduit par la vitalité éternelle de cet homme de 77 ans. Ressembler à son âge au bondissant Enthoven plutôt qu'à l'auteur fatigué de *Soumission* : voici tout ce que l'on se souhaite. ✷

L.-H. L. R.

L'ARTISTE
DU MOIS

Irène du kitsch

Elle porte un pull Mickey rose à paillettes, elle a les ongles rongés, des yeux bleu délavés. Irène Gérard, née en 1958 à Eupen, en Belgique, vit avec une déficience mentale modérée. Elle est quasi mutique, ne théorise rien, ne prétend pas être une artiste. Elle peint. Depuis qu'elle a rejoint, en 2007, la « S » Grand Atelier, à Vielsalm, elle reproduit des images d'ouvrages ou de magazines : une madone de Botticelli, Tintin et Milou, un portrait de Vélasquez. Elle pense copier, créant pourtant des visages étranges, déformés, profondément singuliers.
C'est cette femme que Joy Sorman entreprend de rencontrer. Pendant un an, elle l'observe, se heurte à l'impossibilité de faire entrer leur relation dans les formes habituelles du dialogue. Comment approcher quelqu'un qui ne raconte pas sa vie ? Comment parler d'une œuvre quand celle qui la produit ne cherche ni à l'interpréter, ni même à lui donner un nom ? L'auteure avance ainsi par touches, attentive aux gestes, aux silences, aux tableaux. Et, à mesure qu'elle cherche Irène, c'est elle-même qu'elle retrouve : l'enfant que le kitsch fascine, la femme attirée par les marges, mais aussi notre besoin très contemporain de classer, d'expliquer, de légitimer. L'art brut, né hors des institutions et des écoles, devient alors plus qu'un sujet : un révélateur. Avec ce récit sobre et incisif, Joy Sorman signe un livre sur l'altérité qui refuse les bons sentiments. En approchant Irène, c'est finalement notre propre manière de regarder l'autre que *La Vie brute* met à nu. ✶ **LETIZIA DANNERY**



La Vie brute, par Joy Sorman. Flammarion, 192 p., 21 €.

PALMARÈS

FICTIONS

N°		Titre Auteur (Editeur)	Class. précédent	Nbre de semaines
1	●	**La Vengeance de la veuve noire** Morgane Moncomble (Hugo Roman)	-	1
2	▲	**C'était ça ou mourir** Thélyson Orélien (Grasset)	4	3
3	▼	**L'Adolescence du perroquet** A. Nothomb (Albin Michel)	1	3
4	▲	**La solitude des professeurs est infinie** Y. Haenel (Gallimard)	6	3
5	●	**Fae & Alchimie (t. II). Brimstone** C. Hart (Albin Michel)	-	1
6	▼	**Celle qui sait** Riley Sager (Verso)	5	9
7	▲	**Nous aussi** Anne Godard (Actes Sud)	14	2
8	▼	**L'Inconnue du quai de Javel** P. Jaenada (Flammarion)	2	4
9	▼	**Le Palais** François-Henri Désérable (Gallimard)	3	3
10	▼	**JE** Lilia Hassaine (Gallimard)	9	2
11	▲	**Le Fabuleux Piano** Sonia Devillers (Robert Laffont)	17	2
12	▲	**La Révolte de la reine** M. Moncomble (Hugo Roman)	-	24
13	●	**Code Yesterday** Michel Bussi (Presses de la Cité)	-	1
14	▼	**Baignade surveillée** Laura Kasischke (Gallimard)	10	2
15	●	**Mystère au Festival de l'Automne** R. L. Killmore (Hauteville)	-	1
16	▼	**L'Intruse** Freida McFadden (City)	7	18
17	▼	**Lakota** Caryl Férey (Gallimard)	15	4
18	▲	**Viser juste** Adèle Haenel (L'Arche)	19	2
19	▼	**Une unique lueur** Fred Vargas (Flammarion)	12	22
20	▼	**Swan (t. I)** Sarah Rivens (Hlab)	13	13

ESSAIS-DOCUMENTS

1	●	**Le Casse du siècle** Sarah Knafo (Fayard)	-	1
2	▼	**La Révolution française** Jean-Christian Petitfils (Perrin)	1	2
3	▶	**Pour une politique de l'amitié** C. Guetté (La Découverte)	3	2
4	▲	**Pourquoi il faut apprendre à lire en maternelle** Céline Alvarez (Les Arènes)	6	2
5	▼	**Magnifique humanité** Léon XIV (Cerf/Bayard/Mame)	2	15
6	●	**Unir** François Hollande (Robert Laffont)	-	1
7	●	**Un diamant dans les gravats** Luz (Stock)	-	1
8	▼	**L'Odyssée de L'Odyssée** Christophe Ono-dit-Biot (Grasset)	4	10
9	▼	**Liberté, dignité, habitabilité** Baptiste Morizot et Laurent Neyret (Gallimard)	7	20
10	●	**La Mecque, ville imaginaire** Odon Lafontaine, avec le collectif Nour Al Aalam (Nour Al Aalam)	-	1
11	▲	**La France corps et âme** Natacha Polony (Plon)	-	4
12	▼	**Bienvenue en 2055** Magali Reghezza-Zitt (Seuil)	9	13
13	●	**L'Ecole des illettrés** Madeleine de Jessey (Albin Michel)	-	1
14	●	**La Droite de Dieu** Clément Lacombe et Camille Vigogne Le Coat (Les Arènes)	-	1
15	▼	**Pensées distinguées** Julia de Funès (L'Observatoire)	11	9
16	▼	**Accueillir toute la richesse du monde** B. Hamon (First)	8	2
17	▼	**A propos d'amour** Bell Hooks (Divergences)	14	6
18	●	**De l'autre côté du tableau noir** Hugo Duminil-Copin et Emmanuel Sander (Seuil)	-	1
19	●	**Vivant Denon. L'aventurier du Louvre** Emmanuel de Waresquiel (Tallandier)	-	1
20	▼	**Ghost Stories** Siri Hustvedt (Gallimard)	12	16

Retrouvez tous les chiffres de l'édition sur www.edistat.com. Réalisé par Edistat, du 31 août au 6 septembre 2026, à partir de 800 points de vente, librairies, grandes surfaces spécialisées et sites Internet.

EDISTAT

Carrefour d'influences

Le cœur battant de la « petite Vienne »

Cité roumaine au patrimoine intact, la capitale du Banat cultive un équilibre rare entre héritage impérial, vitalité contemporaine et douceur de vivre.

UN WEEK-END À…
TIMISOARA

Ici, les façades pastel semblent être tout droit sorties d'un film d'époque autrichien, les cafés rivalisent d'élégance, les clochers baroques répondent aux coupoles orthodoxes et les tramways jaunes glissent dans un décor qui évoque davantage l'Europe centrale que les Balkans. La « petite Vienne » n'a pas usurpé son surnom avec ses perspectives monumentales caractéristiques de l'Empire austro-hongrois, mais elle a aussi une personnalité propre, forgée par les frontières, les brassages et les ruptures de l'Histoire. Après cent soixante-quatre ans de domination ottomane, Timisoara est reprise par les troupes des Habsbourg, en 1716. Les remparts sont alors modernisés, les marécages asséchés, les rues redessinées. Ingénieurs, commerçants et artisans affluent de tout l'Empire. En quelques décennies, l'ancienne forteresse devient l'une des vitrines de la maison des Habsbourg aux confins orientaux de l'Europe.

Cette ambition se lit encore aujourd'hui dans le centre historique d'une cité qui a conservé la plus grande partie de ses édifices anciens. Là où Bucarest a vu des quartiers entiers disparaître sous les bulldozers de Nicolae Ceausescu, Timisoara a largement échappé à ces destructions. Palais baroques, hôtels particuliers éclectiques et immeubles de style Sécession – le courant viennois de l'Art nouveau – composent un ensemble urbain d'une rare cohérence, où les balcons en fer forgé, les mosaïques, les visages sculptés et les décors végétaux témoignent de la prospérité de la ville au tournant du XXe siècle.

UNE DIVERSITÉ QUI SE DÉGUSTE

C'est en parcourant le « corridor des marchés » que l'on prend véritablement le pouls de Timisoara. Ce cheminement piéton relie les trois grandes places historiques, reliées entre elles par un lacis de ruelles et de passages : la place de la Victoire, dominée par l'imposante cathédrale orthodoxe, où le Corso et le Surogat forment depuis plus d'un siècle la promenade privilégiée des habitants, la place de la Liberté, autrefois lieu de parades militaires, puis la place de l'Union, avec son remarquable ensemble baroque. Le parcours se prolonge vers les grands marchés alimentaires, comme Piata Badea Cârtan et Piata Iosefin, dont les étals débordent de spécialités du Banat, qui rappellent que Timisoara, aux portes de la Hongrie et de la Serbie, fut longtemps un carrefour commercial de premier plan, un lieu ouvert aux influences extérieures, où les communautés roumaine, hongroise, allemande, juive ou serbe ont appris à vivre côte à côte. Cette diversité continue



C. DUMA

→ Hôtels particuliers éclectiques, palais baroques et immeubles de style Sécession témoignent de la prospérité de la ville au tournant du XXe siècle.

de s'entendre dans les langues parlées sur les terrasses et de se déguster dans les cuisines locales ou dans un verre. Ici, la plus vieille fabrique de bière du pays encore en activité, la brasserie Timisoreana, fondée en 1718 sous l'impulsion du prince Eugène de Savoie, peu après la reconquête habsbourgeoise, fait figure d'emblème.

LÀ OÙ L'HISTOIRE A BASCULÉ

Aujourd'hui, sur les berges de la Bega, les péniches marchandes ont laissé place aux cyclistes, aux joggeurs et aux étudiants de la tentaculaire Université de l'Ouest, qui remplissent les salles de spectacle, inventent des start-up, animent les festivals et contribuent à faire de cette ancienne cité impériale l'une des économies les plus dynamiques du pays. L'innovation est d'ailleurs inscrite dans l'ADN de Timisoara. La ville fut l'une des premières d'Europe à bénéficier d'un éclairage public électrique généralisé, dès 1884. Un siècle plus tard, c'est encore là que l'Histoire a basculé, quand, en décembre 1989, les premières manifestations contre le régime de Ceausescu ont éclaté dans ses rues avant d'embraser toute la Roumanie. ✶

LETIZIA DANNERY





MUSÉE PICASSO, ANTIBES – IMAGE ART, PHOTO : C. GERMAIN – SUCCESSION PICASSO, 2026

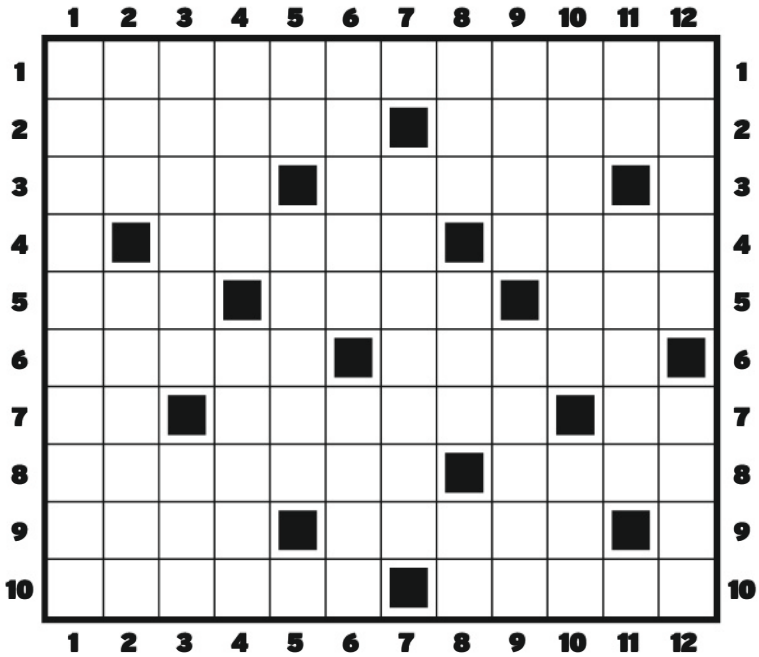
← **Art Encounters réunit des œuvres de Picasso, dont ce *Pêcheur assis à la casquette* (1946).**

« Ici, l'art est partout »

Des grands maîtres aux institutions innovantes, Timisoara témoigne d'une scène artistique foisonnante.

Capitale européenne de la culture en 2023, Timisoara n'a pas tiré le rideau depuis. Derrière ses façades de style Sécession et ses palais baroques, la ville témoigne d'une scène artistique foisonnante, portée par ses étudiants, ses créateurs et ses institutions ouvertes sur le monde. Cette effervescence prend largement racine à la faculté des arts et du design de l'Université de l'Ouest (UVT). Héritière d'une longue tradition d'enseignement artistique, elle forme aujourd'hui la relève. Dans ses ateliers, les disciplines se croisent : nouvelles technologies, architecture, espace urbain et enjeux de société nourrissent une approche ouverte des pratiques visuelles. L'établissement est devenu un véritable incubateur d'idées, à l'image d'une ville qui cherche moins à figer son passé qu'à le prolonger. Parmi ses initiatives phares figure *Interdesign,* rendez-vous consacré aux liens entre conception, innovation et usages contemporains, et l'espace d'exposition et d'expérimentation La Mansarde, qui accompagne les jeunes talents. Cette passerelle entre formation et scène émergente se retrouve à la fondation Art Encounters, créée en 2015. Sa directrice artistique, Diana Marincu, incarne la nouvelle génération timisoaraise : ancienne étudiante de la faculté des arts et du design, elle a contribué à faire d'Arts Encounters une plateforme de dialogue entre artistes roumains et acteurs de la scène mondiale. Ce mois-ci, la fondation accueille *Picasso en visite,* une réunion conséquente d'œuvres du maître espagnol issues de la collection du musée d'Antibes qui porte son nom. De quoi renforcer un peu plus la visibilité culturelle de Timisoara en Europe. L'héritage classique n'est pas en reste : dans le Palais baroque, le Musée national d'art, à qui l'on doit les récentes rétrospectives autour de Brancusi et du Caravage, poursuit son exploration des grands courants européens. Cet automne, la saison culturelle Italie-Roumanie y mettra à l'honneur les liens entre les deux territoires, rappelant que Timisoara a toujours été un carrefour d'influences. Mais la création ne s'arrête pas aux portes des institutions. Cristian Sida, peintre roumain reconnu à l'international, qui explore les rapports entre mémoire, identité et perception, a ainsi conçu le visuel officiel de l'UVT Liberty Marathon 2026, qui se déroulera le dernier week-end de septembre. « A Timisoara, l'art est partout », résume Marilen Pirtea. Recteur de l'UVT, il vient de signer un accord avec Sorbonne Université, qui donnera lieu à des échanges, y compris artistiques, entre son pays et le nôtre. ✶ **L. D.**

MOTS CROISÉS



Horizontalement

1. Quand le greffier est content. **2.** Consacré chevalier. Mettre le marché en main. **3.** Etat d'âmes. Certifiée conforme. **4.** Le viel homme et la mer. Genre de Grand Corps Malade. **5.** En mer avec paires. Qui rêve à la belle étoile. Femme divinement faite. **6.** Ne manque pas d'ardeur. Femme de lettre. **7.** Brillant sujet. Commune de Savoie. Disque adoré. **8.** Collier de perles. Sont forts aux anneaux. **9.** Imite des vers ? Pour un cadre à ne pas dépasser. **10.** Tout à fait dépassé ! Du niveau licence.

Verticalement

1. Susceptible d'une relation. **2.** Ensemble de mètres. Ne menant nulle part. **3.** Elles n'avaient voix qu'au chapitre. Un incontrôlable. **4.** Abuse la galerie. Met le feu à des feuilles. **5.** Fluide glacial. Moitiés d'Asie. **6.** Sont sur les dents. Où l'on ne peut plus nager. **7.** Examine d'un autre œil. **8.** Ni bêta ni lambda. Accroc dans une nappe. Affrontement assez chinois. **9.** Base de rémunération. Elles sentent le sapin. **10.** Communiqués par lettres. Parole jointe à des gestes. **11.** Sorti de l'enceinte. Révéla son caractère (S'). **12.** On peut la voir à l'usure. Anciens combattants.

B	I	L	L	A	R	D	S	■	E	R	G
A	G	I	O	■	O	U	I	L	L	E	R
L	U	T	T	E	S	■	D	O	U	V	E
N	E	■	I	R	I	S	E	R	■	E	S
E	S	S	O	R	■	E	R	G	O	T	■
A	■	I	N	A	T	T	E	N	D	U	E
I	R	E	■	T	I	T	R	E	E	■	M
R	E	G	L	A	G	E	■	R	U	D	E
E	N	E	E	■	E	R	S	■	R	I	T
S	E	R	U	M	S	■	A	N	S	E	S

7	2	3	5	9	8	4	1	6
4	5	9	7	6	1	8	2	3
6	1	8	2	4	3	9	5	7
1	9	5	3	7	4	6	8	2
8	6	7	9	1	2	5	3	4
3	4	2	8	5	6	7	9	1
2	3	4	6	8	5	1	7	9
5	7	6	1	2	9	3	4	8
9	8	1	4	3	7	2	6	5

1	3	1	3	5				
2	5	2	4	2				
1	4	1	5	1				
2	5	3	2	3				
3	1	4	1	4				
5	2	3	2	5				
4	1	4	1	3				
5	3	2	5	4				
2	4	1	3	1				
1	3	2	4	2				
2	4	5	3	1				

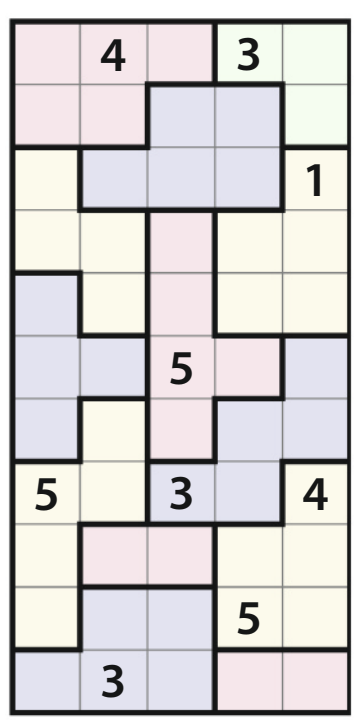
Solutions du n° 3923
paru le 10 septembre 2026

SUDOKU

	5			7			8	
2		3						
	8				5			
				3	1			7
1	6	5						
	7		2			6		9
					3		9	
				9		8	2	
			7	2		5		

Remplissez la grille avec des chiffres de 1 à 9 afin que, dans chaque ligne, chaque colonne et chaque bloc de 3 cases par 3, il y ait tous les chiffres de 1 à 9.

TECTONIC®



Complétez la grille avec les chiffres manquants dans chaque zone entourée de gras, sachant que :

- Une zone de deux cases contient les chiffres 1 et 2, une zone de trois cases les chiffres 1, 2 et 3, etc.
- Un chiffre placé dans une case ne peut se retrouver dans aucune des cases qui l'entourent (y compris en diagonale).



1

2



NOS ENVIES

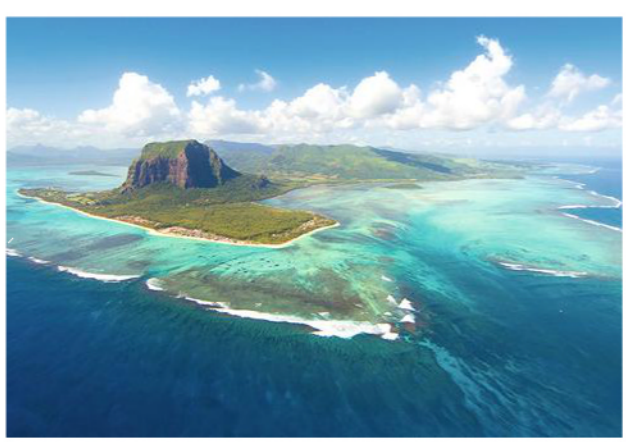


3



4

5



LA SÉLECTION DU SERVICE COMMERCIAL DE **L'EXPRESS**

L'abus d'alcool est dangereux pour la santé, à consommer avec modération

1 SEIKO, PRESAGE COCKTAIL EMERALD MIST

La collection Presage Cocktail associe le savoir-faire horloger japonais à l'art de la mixologie, à travers des cadrans inspirés des couleurs et des reflets des cocktails. Baptisée Emerald Mist, cette nouvelle création automatique de 38,5 mm se distingue par son cadran bleu cristallin dont la texture évoque la glace pilée.

Prix public conseillé : 490 euros
seikoboutique.eu

2 LA SOMMELIÈRE , ECELLAR

Fabriquée en France et unique au monde, les caves à vin ECELLAR, intuitives et intelligentes révolutionnent la gestion de votre collection. Elles détectent automatiquement les entrées et sorties de bouteilles et actualisent en temps réel votre inventaire de vin sur l'application Vinotag.

lasommeliere.com

3 GEMMYO ENRICHIT SA COLLECTION LEFKOS D'UN NOUVEAU CAMAÏEU DE BLEU

Le motif solaire Lefkos se pare au centre d'un saphir de Ceylan, serti de saphirs teal. Des créations lumineuses, qui portent en elles l'appel de l'évasion.

Adresse : GEMMYO 74 rue de Seine, 75006 Paris
gemmyo.com

4 DÉCOUVREZ LE NOUVEAU SCHWEPPES PAMPLEMOUSSE ROSE !

Nouveau ! Découvrez Schweppes Pamplemousse Rose, une boisson raffinée et rafraîchissante, alliant l'acidité et la délicatesse du pamplemousse rose. Un équilibre parfait entre douceur et fraîcheur, pour une explosion de saveurs en bouche. Toute l'expertise de Schweppes au service d'une recette intense & originale, faible en calories. A retrouver en magasin dès maintenant !

Prix de vente moyen du produit : 1,95 euros
suntorybeverageandfood-europe.com/fr

5 CORSAIR, L'ÎLE MAURICE POUR PROLONGER L'ÉTÉ

Eaux turquoise, sable chaud, paysages naturels : l'île Maurice promet bien plus que de jolies plages. Cosmopolite, elle garantit un dépaysement culturel et un brassage ethnique harmonieux au travers de quartier colorés au charme rustique. Une destination idéale pour prolonger l'été ou pour fuir l'hiver. Corsair, la deuxième compagnie aérienne long-courrier française, propose des vols directs vers l'île Maurice depuis Paris Orly, Toulouse ou Marseille. Grâce aux vols de nuit, au faible décalage horaire et au confort des cabines dernière génération vous profitez de la beauté de l'île dès votre arrivée.

Réservations sur flycorsair.com
et en agences de voyages



Christophe Donner

Du côté de la blackitude, c'est pas mal non plus

Si l'épopée familiale de *Succession* vous manque, et que vous êtes passé à côté des productions de Tyler Perry, bref, si vous êtes comme moi, continuez de faire comme moi, en essayant la saison 1 de *Beauty in Black* de nouveau disponible sur Netflix à l'occasion de la sortie de la saison 3. C'est plein de rebondissements, de fric, de sexe, de violence, de trahison, de jalousie.

Tout se passe dans la communauté afro-américaine de Chicago, exclusivement afro-américaine, on ne voit pas une seule personne blanche avant le sixième épisode et quand cette étrangeté apparaît, c'est sous les traits d'une infirmière empoisonneuse. Elle est suivie par un médecin blanc incompétent, mais l'une et l'autre ne tardent pas à se faire descendre d'une balle dans la tête. Voilà au moins un auteur qui sait contenter son public.

Les frères Bellarie, Norman et Horace, respectivement chimiste et comptable, ont fait fortune dans la fabrication et la commercialisation d'un produit capillaire qui fait des ravages. C'est au point que les victimes demandent des réparations qui tournent autour du milliard de dollars, synonyme de faillite pour la famille Bellarie. Les deux frères septuagénaires ne sont pas en très bons termes. Surtout depuis cette affaire de produit cancérigène mis au point par Norman, piètre chimiste.

Horace a deux fils, Roy et Charles, aussi nuls l'un que l'autre. Roy est alcoolique et impuissant, sans que l'on sache laquelle de ces disgrâces a entraîné l'autre. Charles est gay, tout le monde le sait, la question n'est pas là, les heures glorieuses du coming out sont révolues. Ce qui n'est pas sans conséquence, c'est qu'il couche avec Varney, le conseiller juridique de la boîte. Au milieu de cette famille désaxée, la seule compétente, et qui veille au grain, c'est Mallory, la femme de Roy. Bru idéale, Mallory joue les dames patronnesses en finançant une école de coiffure pour jeunes filles afro-américaines défavorisées. Elle maîtrise tout, famille et média, mais pas sa jalousie qui la rend inattentive, quand elle hurle après son mari au téléphone, au volant de son SUV, la nuit, sous une pluie battante… Ça ne l'excuse pas mais vlan ! elle écrase une joggeuse qui longeait la route de la propriété privée familiale (plusieurs milliers d'hectares). Une joggeuse nommée Ina, qui n'est rien moins que la femme adorée de Norman. Mallory panique, appelle Roy qui est en train de tenter de tromper son impuissance avec Kimmie, la plus triste et la plus jolie strip-teaseuse du Delinda's Dolls and Dudes, un club de rencontres tarifées, géré par Jules, l'exécuteur des basses œuvres de la famille Bellarie, sorte de Iago proxénète, à la fois soumis et manipulateur, un régal.

En rentrant chez lui pour calmer Mallory, son épouse écrabouilleuse en pleine panique, Roy passe avec son SUV sur le corps d'Ina, sa tante. On la croyait déjà morte après le premier choc, mais elle bouge encore quand Roy la met dans son coffre avant de demander à Jules de se charger du « nettoyage », je passe les détails. Ina a la vie dure, on la retrouve à l'hosto avec des tubes partout devant son mari Norman, éperdu de désespoir qui sait d'instinct que si ça n'est pas son frère, ce sont ses neveux qui ont fait le coup. Il veut aller les tuer.

Concomitamment, au centre-ville, le vieux et souffreteux Horace se rend au Delinda's pour une dernière expérience avant de clamser : une danse avec Angel, le gogo boy le plus tatoué du club. Mais Horace est de la vieille école, il se croit obligé de se servir de Kimmie comme couverture. C'est là que Kimmie devient l'héroïne de cette saga des bas-fonds. Et c'est là qu'on reconnaît son auteur, Tyler Perry, 56 ans, créateur et producteur de cette série et de quantité d'autres succès depuis plus de vingt ans. Considéré comme l'un des plus riches, sinon le plus riche, producteur de Hollywood, il pourrait voir son étoile ternie à la suite du procès intenté par l'acteur Derek Dixon, 30 ans, qui l'accuse de harcèlement et d'agression sexuels. Dixon demande 260 millions de dollars. Je ne sais plus si je suis sur Netflix ou sur ABC News, mais j'ai hâte de savoir si Kimmie se marie avec Angel, à la fin. ✶

UN CLUB DE RENCONTRES TARIFÉES, GÉRÉ PAR JULES, L'EXÉCUTEUR DES BASSES ŒUVRES DE LA FAMILLE BELLARIE

Christophe Donner, écrivain.

C. KREBS/L'EXPRESS

RÉSERVEZ VOTRE PLACE

26 SEPT.
9H-18H

LE NOUVEAU SALON D'ORIENTATION *POST-BAC* DE LYON !

GRATUIT



Salon Objectif *mention*

L'EXPRESS ÉDUCATION

BARÉNIA

PLEINE FLEUR

HERMÈS
PARIS

NOUVELLE EAU DE PARFUM



Publicis EtNous